



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

« Paix, Justice, Travail »



RAPPORT ALTERNATIF DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC)

Examen National Volontaire (ENV) 2026

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





THEME :

ACCELERER LA REALISATION DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD) PAR UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE, TERRITORIALISEE ET FONDEE SUR LES REALITES CITOYENNES¹

Rapport élaboré par le Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CNONGD)

Sous la direction de RIGO WOIYE

Secrétaire Général du CNONGD

¹ « Ne laisser personne de côté exige que les politiques publiques soient éclairées par les réalités vécues par les populations. »

TABLE DES MATIERES

Table des matières.....	iii
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES FIGURES, GRAPHIQUES ET ENCADRES	viii
MESSAGE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CNONGD	x
AVANT-PROPOS	xii
REMERCIEMENTS.....	xiv
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	xv
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
I. CONTEXTE NATIONAL ET MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION DU RAPPORT ALTERNATIF DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	4
1.1. Contexte international de l'Agenda 2030	4
1.2. Contexte national de l'ENV 2026.....	4
1.3. Justification du rapport alternatif des Organisations de la Société Civile.....	5
1.4. Objectifs du rapport alternatif	6
1.5. Champ de l'analyse	6
1.6. Approche méthodologique.....	8
1.7. Approche analytique retenue	10
1.8. Provinces couvertes	10
1.9. Limites de l'étude.....	11
1.10. Structure du rapport	11
II. ANALYSE NATIONALE DES ODD PRIORITAIRES DE L'ENV 2026 ET DES ODD CIBLES PAR LES OSC	13
2.1. ODD 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout	13
2.2. ODD 2 : Faim « zéro »	15
2.3. ODD 3 : BONNE SANTE ET BIEN-ETRE.	16
2.4. ODD 4 : Education de qualité	18
2.5. ODD 6 : Eau propre et assainissement.....	20

2.6. ODD 7 : Energie propre et d'un coût abordable.	21
2.7. ODD 8 : Travail décent et croissance économique.	23
2.8. ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure.	24
2.9. ODD 11 : Villes et communautés durables.	25
2.10. ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces.	27
2.11. ODD 17 : Partenariat pour la réalisation des objectifs.....	29
III. ANALYSES PROVINCIALES ET RÉSULTATS DES CONSULTATIONS CITOYENNES	31
3.1. Résultats des consultations de la province de Kinshasa	31
3.2. Résultats des consultations de la province du Nord-Kivu.....	37
3.3 Résultats des consultations de la province du Kwilu	43
3.4. Résultats des consultations de la province du Haut-Katanga.....	49
IV. ANALYSE COMPARATIVE DES CONSULTATIONS CITOYENNES : LECTURE TERRITORIALISEE DES ODD	56
4.1. Introduction	56
4.2. Tableau comparatif général des provinces.....	56
4.3. Analyse comparative par groupes d'ODD.....	57
4.4. Synthèse des convergences nationales	63
4.5. Principales innovations locales	63
4.6. Enseignements majeurs pour l'ENV 2026	64
V. ANALYSE NATIONALE TRANSVERSALE ET ENSEIGNEMENTS MAJEURS DE LA MISE EN ŒUVRE DES ODD EN RDC	65
5.1. Introduction	65
5.2. Principaux enseignements nationaux	65
5.3. Analyse des écarts.	67
5.4. Défis transversaux identifiés	67
5.5. Bonnes pratiques et innovations locales	68
5.6. Messages nationaux portés par les OSC	68
VI. RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES POUR ACCÉLÉRER LA MISE EN ŒUVRE DES ODD EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	70
6.1. Introduction	70
6.2. Recommandations au Gouvernement de la République	70
6.3. Recommandations au Parlement.....	71

6.4. Recommandations aux Gouvernements provinciaux	72
6.5. Recommandations aux Entités Territoriales Décentralisées (ETD)	72
6.6. Recommandations aux partenaires techniques et financiers.....	72
6.7. Recommandations au secteur privé	72
6.8. Recommandations aux organisations de la société civile.....	73
6.9. Recommandations spécifiques par groupes d'ODD	73
6.10. Feuille de route prioritaire (2026–2030).....	73
6.11. Conclusion générale des recommandations	74
VII. CONCLUSION GÉNÉRALE, PERSPECTIVES ET ENGAGEMENTS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	75
7.1. Conclusion générale du rapport alternatif	75
7.2. Principaux messages du rapport alternatif.....	76
7.3. Perspectives pour la période 2026–2030.....	76
7.4. Engagements des organisations de la société civile	77
7.5. Appel à l'action	78
LES ANNEXES	79
Annexe 1. Méthodologie détaillée des consultations citoyennes provinciales.....	79
Annexe 2. Liste des participants aux ateliers provinciaux d’analyse citoyenne des ODD.	83
Annexe 3. Synthèse des recommandations du Rapport alternatif	85
Annexe 4. Cartographie des objectifs de développement durable analysés dans le rapport alternatif	87
Annexe 5. références documentaires	89

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

Sigle / acronyme	Signification
BAD	Banque africaine de développement
CNONGD	Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement
ECVMA	Enquête Congolaise sur les Conditions de Vie des Ménages et de l'Agriculture
ENV	Examen National Volontaire
ETD	Entité Territoriale Décentralisée
FONER	Fonds National d'Entretien Routier
FPHN	Forum Politique de Haut Niveau
HLPF	High-Level Political Forum
INS	Institut National de la Statistique
OCDD	Observatoire Congolais du Développement Durable
ODD	Objectif de Développement Durable
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personne Déplacée Interne
PDL-145T	Programme de Développement Local des 145 Territoires
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau
SNEL	Société Nationale d'Électricité
USAID	United States Agency for International Development
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

LISTE DES TABLEAUX

N°	Intitulé	Page
Tableau 1.1	ODD couverts par le Rapport alternatif	7
Tableau 2.1	Indicateurs nationaux de l'ODD 1 analysés	13
Tableau 2.2	Indicateurs nationaux de l'ODD 2 analysés	15
Tableau 2.3.	Indicateurs nationaux de l'ODD 4 analysés	19
Tableau 2.4	Indicateurs nationaux de l'ODD 6 analysés	20
Tableau 2.5	Indicateurs nationaux de l'ODD 7 analysés	22
Tableau 2.6	Principaux indicateurs nationaux de l'ODD 8	23
Tableau 2.7	Principaux indicateurs nationaux de l'ODD 9	25
Tableau 2.8	Principaux indicateurs nationaux de l'ODD 11	26
Tableau 2.9	Principaux indicateurs nationaux de l'ODD 16	27
Tableau 2.10	Principaux indicateurs nationaux de l'ODD 17	29
Tableau 3.1	Quelques indicateurs officiels retenus dans l'ENV 2026 (Kinshasa)	31
Tableau 3.2.	Synthèse des analyses citoyennes par groupe d'ODD (Kinshasa)	31
Tableau 3.3	Synthèse des analyses citoyennes de Kinshasa (ODD 1 à 4)	33
Tableau 3.4	Synthèse des analyses citoyennes de Kinshasa (ODD 6 à 9)	34
Tableau 3.5	Synthèse des analyses citoyennes de Kinshasa (ODD 11 à 17)	35
Tableau 3.6	Quelques indicateurs officiels retenus dans l'ENV 2026 (Nord-Kivu)	38
Tableau 3.7.	Synthèse des analyses citoyennes par groupe d'ODD (Nord-Kivu)	38
Tableau 3.8	Synthèse des analyses citoyennes du Nord-Kivu (ODD 1 à 4)	39
Tableau 3.9	Synthèse des analyses citoyennes du Nord-Kivu (ODD 6 à 9)	40
Tableau 3.10	Synthèse des analyses citoyennes du Nord-Kivu (ODD 11 à 17)	41
Tableau 3.11	Quelques indicateurs officiels retenus dans l'ENV 2026 (Kwilu)	44
Tableau 3.12	Synthèse des analyses citoyennes par groupe d'ODD (Kwilu)	44
Tableau 3.13	Synthèse des analyses citoyennes du Kwilu (ODD 1 à 4)	44
Tableau 3.14	Synthèse des analyses citoyennes du Kwilu (ODD 6 à 9)	46
Tableau 3.15	Synthèse des analyses citoyennes du Kwilu (ODD 11 à 17)	47
Tableau 3.16	Quelques indicateurs officiels retenus dans l'ENV 2026 (Haut-Katanga)	51
Tableau 3.17	Synthèse des analyses citoyennes par groupe d'ODD (Haut-Katanga)	51
Tableau 3.18	Synthèse des résultats des consultations citoyennes du Haut-Katanga (ODD 1 à 4)	51
Tableau 3.19	Synthèse des analyses citoyennes du Haut-Katanga (ODD 6 à 9)	52
Tableau 3.20	Synthèse des analyses citoyennes du Haut-Katanga (ODD 11 à 17)	54
Tableau 4.1	Synthèse des analyses citoyennes par groupe d'ODD	56
Tableau 5.1	Principaux écarts observés entre données officielles et perceptions citoyennes	67

LISTE DES FIGURES, GRAPHIQUES ET ENCADRES

LISTE DES FIGURES

N°	Intitulé	Page
Figure 1.1	Consultation citoyenne organisée à Goma dans le cadre de l'ENV 2026.	9
Figure 3.1	Carte de la province de Kinshasa, ciblée par les consultations citoyennes du CNONGD dans le cadre de l'ENV 2026.	31
Figure 3.2	Consultation des organisations de la société civile sur les ODD à Kinshasa.	36
Figure 3.3	Carte de la province du Nord Kivu, ciblée par les consultations citoyennes du CNONGD dans le cadre de l'ENV 2026	37
Figure 3.4.	Consultation des organisations de la société civile sur les ODD à Goma	42
Figure 3.5.	Carte de province du Kwilu, ciblée par les consultations citoyennes du CNONGD	43
Figure 3.6.	Consultation citoyenne organisée au Kwilu dans le cadre de l'ENV 2026	48
Figure 3.7.	Carte de la province du Haut Katanga, ciblée par les consultations citoyennes du CNONGD dans le cadre de l'ENV 2026.	49

LISTE DES GRAPHIQUES

N°	Intitulé	Page
Graphique 2.1	Financement budgétaire de la santé	17
Graphique 2.2	Source d'eau améliorée	20
Graphique 2.3	Nombre de décès liés aux conflits	27
Graphique 4.1	Indice synthétique de préoccupation citoyenne (ODD 1 à 4)	58
Graphique 4.2	Indice synthétique des déficits d'infrastructures (ODD 6 à 9)	60
Graphique 4.3	Indice synthétique des défis de gouvernance et de partenariats (ODD 16 et 17)	62

LISTE DES ENCADRES

N°	Intitulé	Page
Encadré 1.1	Approche méthodologique du rapport alternatif	9
Encadré 2.1	Ce qu'il faut retenir de l'analyse de l'ODD 1	14
Encadré 2.2	Ce qu'il faut retenir de l'analyse de l'ODD 2	16
Encadré 2.3	Ce qu'il faut retenir de l'analyse de l'ODD 3	18
Encadré 2.4	Ce qu'il faut retenir de l'analyse de l'ODD 4	19
Encadré 2.5	Ce qu'il faut retenir de l'analyse de l'ODD 8	24
Encadré 2.6	Ce qu'il faut retenir de l'analyse de l'ODD 11	26
Encadré 3.1	Principaux messages issus des consultations citoyennes de Kinshasa	36
Encadré 3.2	Principaux messages issus des consultations citoyennes du Nord-Kivu	41
Encadré 3.3	Principaux messages issus des consultations citoyennes du Kwilu	48
Encadré 3.4	Principaux messages issus des consultations citoyennes du Haut-Katanga	55
Encadré 4.1	Principaux enseignements de la comparaison territoriale	63

MESSAGE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CNONGD

Transformer les constats citoyens en engagements pour accélérer les Objectifs de Développement Durable

L'Examen National Volontaire (ENV) constitue un exercice majeur de redevabilité qui permet à chaque État d'apprécier les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Pour les Organisations de la Société Civile (OSC), il représente également une opportunité essentielle de faire entendre la voix des communautés, de documenter les réalités vécues sur le terrain et de contribuer à l'amélioration des politiques publiques.

Le présent Rapport alternatif des OSC, coordonné par le Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CNONGD) avec l'accompagnement technique de l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD), est avant tout un instrument de dialogue politique, de suivi citoyen et de plaidoyer. Il s'appuie sur une démarche participative ayant mobilisé les acteurs de quatre provinces représentatives des différentes réalités du pays : Kinshasa, le Haut-Katanga, le Kwilu et le Nord-Kivu.

Les analyses provinciales montrent que, malgré des avancées enregistrées dans certains domaines, les défis demeurent considérables. La pauvreté continue d'affecter une grande partie de la population. L'insécurité alimentaire, l'accès insuffisant aux services sociaux de base, la faiblesse des infrastructures, le chômage des jeunes, les inégalités territoriales, les effets des conflits armés dans l'Est du pays, les conséquences du changement climatique ainsi que les insuffisances de gouvernance ralentissent significativement l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

Les consultations citoyennes ont également mis en évidence un constat récurrent : les données statistiques nationales ne traduisent pas toujours la réalité vécue par les populations. Les disparités entre provinces, entre milieux urbains et ruraux, entre femmes et hommes, entre personnes vivant avec handicap et autres groupes vulnérables restent insuffisamment documentées. Cette situation limite l'efficacité des politiques publiques et réduit la capacité des décideurs à cibler les interventions là où les besoins sont les plus importants.

Au-delà du diagnostic, ce rapport constitue un véritable agenda de plaidoyer. Les recommandations formulées par les organisations de la société civile visent à renforcer la gouvernance publique, améliorer la qualité des services sociaux, promouvoir une meilleure gestion des ressources publiques, accroître les investissements dans les infrastructures de base, soutenir les économies locales, renforcer les systèmes statistiques et garantir une participation citoyenne effective dans toutes les étapes de mise en œuvre des ODD.

Le CNONGD invite ainsi le Gouvernement, le Parlement, les autorités provinciales, les Entités Territoriales Décentralisées, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé, les institutions académiques ainsi que l'ensemble des acteurs du développement à considérer ce rapport comme un outil d'aide à la décision. Les recommandations qui y sont formulées sont le reflet des préoccupations exprimées directement par les communautés et constituent des pistes concrètes pour accélérer les progrès vers les Objectifs de Développement Durable.

À quatre années seulement de l'échéance de 2030, il devient indispensable d'intensifier les efforts collectifs. L'accélération des ODD ne pourra être effective qu'à travers une gouvernance fondée sur la transparence, la redevabilité, la participation citoyenne, l'équité territoriale et le renforcement des capacités des acteurs locaux.

Le CNONGD réaffirme sa disponibilité à poursuivre le dialogue avec l'ensemble des institutions nationales et provinciales afin que les recommandations issues de cette analyse citoyenne soient effectivement prises en compte dans les politiques publiques, les programmes de développement et les futurs mécanismes nationaux de suivi de l'Agenda 2030.

Parce que la réussite des Objectifs de Développement Durable dépend de l'engagement de tous, nous appelons l'ensemble des parties prenantes à transformer les constats en décisions, les recommandations en actions et les engagements en résultats concrets pour les populations congolaises.

MARCEL TOTE
PCA DU CNONGD

AVANT-PROPOS

L'Agenda 2030 des Nations Unies constitue aujourd'hui le cadre universel de référence pour la promotion d'un développement durable, inclusif et centré sur les populations. Son principe fondamental, « **Ne laisser personne de côté** », appelle les États, les collectivités territoriales, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers ainsi que les organisations de la société civile à agir de manière concertée afin d'améliorer durablement les conditions de vie des populations.

Dans cette perspective, le processus d'**Examen National Volontaire (ENV) 2026** offre à la République démocratique du Congo une occasion privilégiée d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), d'identifier les défis persistants et de renforcer les mécanismes de suivi, de redevabilité et de participation citoyenne.

Convaincu que la réussite de l'Agenda 2030 repose sur une participation active des citoyens et de leurs organisations, le **Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CNONGD)** a coordonné, avec l'appui technique de l'**Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD)**, un vaste processus de consultations dans les provinces pilotes de **Kinshasa, du Haut-Katanga, du Kivu et du Nord-Kivu**. Ces consultations ont permis de mobiliser un large éventail d'acteurs, notamment les organisations de la société civile, les organisations communautaires, les organisations de femmes et de jeunes, les représentants des personnes vivant avec handicap, les services techniques de l'État, les universitaires et les partenaires locaux.

Le présent rapport est le résultat d'une démarche participative fondée sur l'analyse des données officielles de suivi des ODD, confrontées aux réalités observées sur le terrain. Il met en évidence les progrès enregistrés, les écarts entre les statistiques nationales et les perceptions des communautés, ainsi que les principaux défis qui continuent de freiner l'atteinte des Objectifs de Développement Durable dans notre pays. Les analyses et recommandations formulées traduisent les préoccupations exprimées par les acteurs locaux et visent à enrichir le dialogue entre les institutions publiques, les partenaires au développement et la société civile.

Au-delà du diagnostic, ce rapport constitue également un outil de plaidoyer en faveur d'une gouvernance plus transparente, d'une meilleure territorialisation des politiques publiques, d'un renforcement des systèmes de production des données et d'une participation accrue des citoyens au suivi des engagements nationaux et internationaux.

Les travaux réalisés dans les quatre provinces mettent en évidence plusieurs constats majeurs. Si certaines avancées sont perceptibles dans différents secteurs, les défis liés à la pauvreté, à la sécurité alimentaire, à l'accès aux services sociaux de base, à la création d'emplois décents, au développement des infrastructures, à la gouvernance, à la résilience des communautés et aux effets des conflits armés demeurent considérables. Les consultations ont également révélé la nécessité de disposer de données davantage

désagrégées et de renforcer la prise en compte des réalités territoriales dans les politiques publiques.

Nous formulons le souhait que ce rapport contribue à renforcer le dialogue entre les différentes parties prenantes, à améliorer la qualité des politiques publiques et à promouvoir une mise en œuvre plus efficace, plus inclusive et plus équitable des Objectifs de Développement Durable en République démocratique du Congo.

Le CNONGD demeure pleinement engagé à poursuivre son rôle de plateforme nationale de coordination de la société civile, de promotion de la participation citoyenne et de suivi indépendant de l'Agenda 2030, en étroite collaboration avec les institutions publiques et l'ensemble des partenaires du développement.

RIGO GENE WOYIE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU CNONGD

REMERCIEMENTS

La réalisation du présent Rapport alternatif des Organisations de la Société Civile (OSC) sur l'Examen National Volontaire (ENV) 2026 est le fruit d'un processus collectif ayant mobilisé de nombreux acteurs engagés dans la promotion du développement durable en République démocratique du Congo.

Le Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CNONGD) exprime sa profonde gratitude à toutes les personnes et institutions qui ont contribué à la préparation, à l'analyse et à la validation de ce rapport.

Nos remerciements s'adressent en premier lieu au **Ministère du Plan, à travers l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD)**, spécifiquement à son Coordonnateur National et à tous ses Experts pour leur accompagnement technique, la mise à disposition des données officielles de suivi des Objectifs de Développement Durable (ODD) et leur engagement constant en faveur d'un dialogue ouvert avec les organisations de la société civile.

Le CNONGD exprime également sa reconnaissance à Forus pour son appui technique et financier ayant contribué à la réalisation de ce processus et au renforcement de la participation des organisations de la société civile au suivi de l'Agenda 2030.

Nous exprimons notre profonde gratitude à toutes les organisations membres du CNONGD, aux plateformes provinciales, aux experts, aux réseaux thématiques, les organisations communautaires de base, les organisations de femmes, des jeunes, des personnes vivant avec handicap, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'à toutes les personnes ayant contribué à la réussite des ateliers provinciaux organisés dans les 4 provinces pilotes. Nous adressons une reconnaissance particulière aux points focaux provinciaux qui ont accompagné ce processus sur le terrain : M. Pierre KAHENGA pour le Haut Katanga, M. Oswald KASIMWANDI pour le Nord Kivu, M. Don Béni POLOTO pour le Kwilu et M. Didier MAMBUNE pour Kinshasa. Leur engagement, leur disponibilité et la qualité de leurs contributions témoignent de la volonté commune de faire de l'Agenda 2030 un véritable levier de transformation pour la République démocratique du Congo.

Une mention particulière est adressée à M. Rigo GENE, Secrétaire Général du CNONGD et Coordonnateur de ce travail, pour avoir assuré la coordination générale de ce processus, ainsi qu'à M. Didier MAMBUNE, Expert du CNONGD au sein de l'équipe de coordination et à M. Claude BAZENGE, chargé de communication/plaidoyer pour leurs contributions respectives à l'élaboration de ce premier Rapport alternatif des OSC ENV 2026.

Une reconnaissance particulière est adressée aux experts, facilitateurs, rapporteurs et membres des groupes de travail ayant contribué à l'analyse citoyenne des données officielles des ODD et à la formulation des recommandations de plaidoyer.

Nous saluons enfin l'engagement de toutes les communautés locales dont les témoignages, les expériences et les observations constituent la principale richesse de ce rapport. Leur participation confirme que la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ne peut être pleinement réussie sans une implication active des citoyens.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le présent **Rapport alternatif des Organisations de la Société Civile (OSC)** constitue la contribution indépendante de la société civile congolaise au processus d'**Examen National Volontaire (ENV) 2026** de la République démocratique du Congo sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Il a été élaboré sous la coordination du Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement (**CNONGD**), avec l'accompagnement technique de l'Observatoire Congolais du Développement Durable (**OCDD**), service technique du Ministère du Plan, dans le cadre d'une démarche participative visant à renforcer le dialogue entre les institutions publiques et les citoyens autour du suivi des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le rapport adopte une démarche analytique articulée autour de deux niveaux complémentaires. Dans un premier temps, il présente une analyse nationale des onze (11) ODD retenus en s'appuyant sur les indicateurs officiels produits par l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD). Dans un second temps, il confronte ces tendances nationales aux réalités observées dans quatre provinces pilotes à travers des consultations citoyennes organisées par le CNONGD. Cette double approche permet d'apprécier les écarts entre les performances nationales et leur traduction concrète au niveau territorial.

Alors que l'**ENV 2026** met l'accent sur les **ODD 6** (Eau et assainissement), **ODD 7** (Énergie propre et d'un coût abordable), **ODD 9** (Industrie, innovation et infrastructures), **ODD 11** (Villes et communautés durables) et **ODD 17** (Partenariats pour la réalisation des Objectifs), le **CNONGD** a choisi d'élargir l'analyse aux **ODD 1** (Pas de pauvreté), **ODD 2** (Faim zéro), **ODD 3** (Bonne santé et bien-être), **ODD 4** (Éducation de qualité), **ODD 8** (Travail décent et croissance économique) et **ODD 16** (Paix, justice et institutions efficaces) afin de proposer une lecture citoyenne plus complète des progrès accomplis. Cette approche permet de replacer les ODD prioritaires dans une perspective plus globale, en mettant en évidence les interactions entre les dimensions sociales, économiques, institutionnelles et environnementales du développement durable.

L'élaboration du rapport s'est appuyée sur les données officielles de l'OCDD relatives aux indicateurs nationaux et provinciaux des ODD. Ces données ont servi de base aux consultations organisées dans les provinces de **Kinshasa, du Nord-Kivu, du Kivu et du Haut-Katanga**. Les échanges ont permis d'interpréter les tendances statistiques, d'identifier les facteurs explicatifs des progrès et des reculs observés et de formuler des recommandations issues des réalités territoriales.

Dans le cadre de ce premier rapport alternatif des OSC sur l'ENV 2026, les consultations ont été volontairement limitées à quatre provinces pilotes, en raison des contraintes de ressources financières et opérationnelles. Ce choix méthodologique visait à expérimenter une approche territorialisée du suivi des ODD en s'appuyant sur des contextes représentatifs de la diversité des réalités de la RDC, avec la perspective d'un élargissement progressif à d'autres provinces lors des prochains cycles d'Examen national volontaire.

La méthodologie adoptée a consisté à confronter les données officielles produites dans le cadre du suivi national des ODD aux réalités observées par les communautés. Cette

démarche d'analyse citoyenne a permis d'identifier les progrès réalisés, les insuffisances persistantes, les écarts entre les statistiques officielles et les perceptions locales, ainsi que les priorités de plaidoyer formulées par les acteurs de terrain.

Les analyses révèlent plusieurs constats convergents dans les quatre provinces étudiées.

Sur le plan social, la pauvreté demeure élevée malgré les efforts consentis par les pouvoirs publics et les partenaires au développement. **Les données provinciales illustrent notamment une aggravation de la pauvreté au Kwilu, où la proportion de la population vivant sous le seuil national de pauvreté est passée de 76,7 % en 2020 à 84,9 % en 2024. Dans le Haut-Katanga, elle est passée de 44,7 % à 63,8 % sur la même période.** Les populations interrogées soulignent la faiblesse de la couverture des programmes sociaux, les difficultés d'accès aux opportunités économiques, la persistance des inégalités territoriales ainsi que la faible prise en compte des groupes les plus vulnérables.

La sécurité alimentaire reste fragile, particulièrement dans les zones rurales et dans les provinces affectées par les conflits. Les consultations mettent en évidence la baisse de la production agricole, les difficultés d'accès aux intrants, la faiblesse des chaînes de valeur agricoles, la malnutrition chronique ainsi que la vulnérabilité des ménages face aux crises économiques, sécuritaires et climatiques. **Au Kwilu, la proportion des zones en insécurité alimentaire est ainsi passée de 28,6 % en 2022 à 31,4 % en 2023, illustrant la persistance des vulnérabilités alimentaires dans cette province à forte vocation agricole.**

Dans le secteur de la santé, les participants reconnaissent certaines avancées, notamment en matière de couverture des services essentiels, mais relèvent également les limites de l'offre de soins, l'insuffisance des infrastructures sanitaires, le déficit en ressources humaines qualifiées, le coût élevé des soins et les difficultés d'accès pour les populations les plus pauvres.

Le secteur de l'éducation enregistre une amélioration de l'accès à l'école grâce à la politique de gratuité de l'enseignement primaire. Toutefois, les analyses citoyennes mettent en évidence une détérioration de la qualité des apprentissages, liée notamment au manque d'infrastructures scolaires, d'enseignants qualifiés, de matériels pédagogiques et de financement durable du secteur.

Concernant les ODD prioritaires de l'ENV 2026, les consultations révèlent que l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement demeure insuffisant dans plusieurs territoires, en particulier dans les zones rurales, périurbaines et affectées par les déplacements de populations. **Dans le Kwilu, la proportion de la population utilisant une source d'eau de boisson non améliorée ou provenant d'une source de surface est passée de 21,4 % en 2014 à 18,7 % en 2024, traduisant une amélioration mais également la persistance d'un déficit d'accès. Dans le Haut-Katanga, cet indicateur est passé de 34,7 % en 2014 à 27,6 % en 2024.** Les infrastructures existantes restent largement en deçà des besoins, tandis que les défis liés à l'hygiène, à la gestion des ressources en eau et à l'assainissement continuent d'affecter la santé publique.

En matière d'énergie, les analyses mettent en évidence une progression de l'accès à l'électricité, accompagnée de fortes disparités entre les milieux urbains et ruraux. **Au niveau national, la production d'électricité est passée de 7 millions de MWh en 2011 à 13 millions de MWh en 2024, tandis que le nombre d'abonnés est passé de 517 000 à 1 513 000 sur la même période. Dans le Haut-Katanga, la proportion de la population ayant accès à**

l'électricité est passée de 18,7 % en 2018 à 42,6 % en 2024. Malgré ces avancées, le coût élevé des services énergétiques, l'insuffisance des infrastructures et la dépendance persistante au bois-énergie demeurent des contraintes majeures au développement économique et à la protection de l'environnement.

Les infrastructures économiques restent insuffisantes pour soutenir une croissance inclusive. L'état des routes, particulièrement des routes de desserte agricole, limite l'accès aux marchés, renchérit le coût du transport et freine les investissements productifs. Dans plusieurs provinces, les communautés dénoncent également l'insuffisance de l'entretien des infrastructures existantes. **Cette situation est particulièrement préoccupante dans le Nord-Kivu, où les destructions liées aux conflits se combinent au sous-investissement historique, tandis que le Kwilu demeure confronté à un déficit structurel d'infrastructures rurales.**

L'urbanisation rapide, particulièrement à Kinshasa et dans certaines villes du Nord-Kivu, accentue les défis liés au logement, à l'accès aux services sociaux de base, à la mobilité urbaine, à l'assainissement et à la gestion des espaces urbains. **À Kinshasa, cette pression est renforcée par une population estimée à plus de 20 millions d'habitants, faisant de la capitale l'une des plus grandes agglomérations urbaines d'Afrique.** Les mouvements de populations provoqués par les conflits aggravent cette pression sur les infrastructures et les services publics.

Les analyses mettent enfin en évidence les défis persistants de gouvernance, de participation citoyenne, de transparence, de redevabilité et de production des données statistiques. **En matière de mobilisation des ressources publiques, les recettes publiques en proportion du PIB sont passées de 7,79 % en 2020 à 16,32 % en 2023, ce qui traduit une amélioration de la mobilisation des ressources, mais souligne également l'importance de renforcer la qualité et l'efficacité de leur utilisation au service du développement durable.** Les organisations de la société civile soulignent notamment la nécessité de disposer de données plus récentes, désagrégées par sexe, âge, territoire et catégorie de vulnérabilité afin de mieux orienter les politiques publiques. La mise en œuvre en cours du deuxième **Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2)** constitue une opportunité majeure pour disposer de données démographiques et socioéconomiques actualisées, indispensables à un meilleur suivi des ODD et à une formulation plus ciblée des politiques publiques.

L'analyse comparative des quatre provinces fait apparaître plusieurs **convergences majeures** : la persistance de la pauvreté, les difficultés d'accès aux services sociaux de base, la faiblesse des infrastructures, les inégalités territoriales, le manque d'opportunités économiques pour les jeunes, l'insuffisance des mécanismes de gouvernance locale et la nécessité de renforcer la production de données fiables. **Les indicateurs provinciaux illustrent cependant des trajectoires différentes : tandis que le Haut-Katanga enregistre une progression de l'accès à l'électricité de 18,7 % en 2018 à 42,6 % en 2024, le Kwilu reste confronté à un niveau de pauvreté de 84,9 % en 2024.**

Elle met également en évidence des **spécificités provinciales**. Le **Nord-Kivu** est confronté aux conséquences des conflits armés, des déplacements massifs de populations et de l'insécurité persistante. **Kinshasa** fait face à une urbanisation accélérée, à la pression démographique et aux défis de gouvernance urbaine. Le **Kwilu** demeure marqué par les difficultés d'accès aux services de base, la faible productivité agricole et le déficit d'infrastructures rurales, avec une pauvreté atteignant **84,9 % en 2024** et une proportion des

zones en insécurité alimentaire de **31,4 % en 2023**. Le **Haut-Katanga** est confronté aux enjeux liés à l'industrialisation, aux impacts environnementaux de l'exploitation minière, aux inégalités d'accès aux services sociaux et à la diversification économique, malgré une progression de l'accès à l'électricité à **42,6 % en 2024**.

Le rapport met également en lumière plusieurs **innovations locales** développées par les communautés, notamment les initiatives de gestion communautaire de l'eau, les mécanismes locaux de résilience alimentaire, les approches de participation citoyenne, les plateformes de dialogue entre autorités et société civile ainsi que diverses expériences locales favorisant la cohésion sociale et le développement territorial.

Sur la base de ces constats, les organisations de la société civile formulent des recommandations stratégiques à l'attention du Gouvernement, du Parlement, des autorités provinciales, des Entités Territoriales Décentralisées, des partenaires techniques et financiers ainsi que du secteur privé. Ces recommandations portent notamment sur le renforcement de la gouvernance des ODD, l'amélioration des services sociaux de base, le développement des infrastructures, la création d'emplois décents, la promotion de la paix, le renforcement de la participation citoyenne, l'amélioration des systèmes statistiques et la territorialisation effective de l'Agenda 2030.

À quatre années de l'échéance fixée pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable, ce rapport rappelle que l'accélération des progrès passe par une action publique davantage fondée sur les réalités locales, une gouvernance plus transparente, des partenariats renforcés et une participation effective des citoyens à toutes les étapes de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des politiques de développement.

Le présent rapport constitue ainsi la contribution des Organisations de la Société Civile à l'ENV 2026 et un outil de plaidoyer destiné à favoriser un dialogue constructif entre les institutions publiques, les partenaires au développement et les communautés, afin que les engagements de l'Agenda 2030 se traduisent par des améliorations concrètes et durables des conditions de vie de toutes les Congolaises et de tous les Congolais.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

L'adoption, en septembre 2015, du **Programme de développement durable à l'horizon 2030** par l'ensemble des États membres des Nations Unies a marqué un engagement historique en faveur d'un développement inclusif, équitable, résilient et durable. Structuré autour de **17 Objectifs de Développement Durable (ODD)**, de 169 cibles et de nombreux indicateurs, l'Agenda 2030 constitue aujourd'hui le principal cadre mondial de référence pour les politiques publiques visant à éradiquer la pauvreté, réduire les inégalités, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous, sans laisser personne de côté.

La République démocratique du Congo a adhéré à cette vision universelle et a progressivement intégré les Objectifs de Développement Durable dans ses politiques, stratégies et instruments nationaux de planification. Dans le cadre du mécanisme international de suivi volontaire, elle présente en 2026 son deuxième **Examen National Volontaire (ENV)** au **Forum politique de haut niveau sur le développement durable**, réaffirmant ainsi son engagement en faveur de la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Conformément aux principes de participation, de transparence, de redevabilité et d'inclusion qui fondent l'Agenda 2030, la contribution des organisations de la société civile constitue une composante essentielle du processus d'évaluation des progrès accomplis. Les organisations citoyennes, en tant qu'acteurs de proximité, disposent d'une connaissance directe des réalités vécues par les populations et sont en mesure d'apporter un regard complémentaire aux données administratives et statistiques produites par les institutions publiques.

C'est dans cette perspective que le Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement (**CNONGD**) a conduit, avec l'accompagnement technique de l'Observatoire Congolais du Développement Durable (**OCDD**), service technique du Ministère du Plan, un processus national d'analyse citoyenne destiné à documenter les perceptions des communautés, à confronter les données officielles aux réalités locales et à formuler des recommandations susceptibles de renforcer la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable.

Le présent **Rapport alternatif des Organisations de la Société Civile à l'ENV 2026** est le résultat de ce processus participatif. Il ne constitue pas une remise en cause des données officielles, mais une contribution complémentaire visant à enrichir le débat national sur le développement durable grâce aux expériences, observations et propositions des acteurs de terrain. Il traduit la volonté de la société civile congolaise de contribuer, dans un esprit de dialogue constructif, à l'amélioration des politiques publiques et au renforcement de la gouvernance des ODD.

Ce rapport alternatif repose sur une démarche originale consistant à mobiliser les données statistiques officielles produites par l'OCDD comme support des consultations citoyennes. Les ateliers provinciaux n'ont pas produit de nouvelles données quantitatives ; ils ont permis aux organisations de la société civile d'analyser les indicateurs officiels, d'en expliquer les évolutions au regard des réalités territoriales et de formuler des recommandations pour renforcer la mise en œuvre des ODD.

L'analyse développée dans ce rapport s'appuie sur des consultations organisées dans quatre provinces représentatives de la diversité des contextes territoriaux de la République démocratique du Congo : **Kinshasa**, le **Nord-Kivu**, le **Kwilu** et le **Haut-Katanga**. Ces provinces illustrent des réalités contrastées en matière d'urbanisation, de développement économique, de gouvernance locale, d'accès aux services sociaux de base, de dynamiques démographiques, de sécurité et de résilience communautaire. Les analyses qui en résultent permettent de mettre en évidence à la fois les défis communs rencontrés à l'échelle nationale et les spécificités territoriales qui appellent des réponses différenciées.

En cohérence avec les orientations de l'**ENV 2026**, le rapport accorde une attention particulière aux ODD 6 (Eau propre et assainissement), 7 (Énergie propre et d'un coût abordable), 9 (Industrie, innovation et infrastructures), 11 (Villes et communautés durables) et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs) retenus comme priorités nationales. Afin d'offrir une lecture plus intégrée des dynamiques de développement, le CNONGD a également élargi l'analyse aux ODD 1 (Pas de pauvreté), 2 (Faim zéro), 3 (Bonne santé et bien-être), 4 (Éducation de qualité), 8 (Travail décent et croissance économique) et 16 (Paix, justice et institutions efficaces), , considérés comme des leviers essentiels pour l'atteinte des objectifs prioritaires.

Au-delà de l'analyse des indicateurs, ce rapport met en lumière les écarts entre les progrès mesurés par les statistiques nationales et les réalités perçues par les communautés. Il identifie les principaux facteurs expliquant ces écarts, valorise les initiatives locales porteuses d'innovation et de résilience, et formule des recommandations concrètes destinées aux pouvoirs publics, aux collectivités territoriales, aux partenaires techniques et financiers, au secteur privé ainsi qu'à l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Le rapport se veut également un instrument de plaidoyer en faveur d'une gouvernance plus participative des Objectifs de Développement Durable. Il souligne l'importance de renforcer la production de données désagrégées, la territorialisation des politiques publiques, la participation effective des citoyens aux processus décisionnels, la redevabilité des institutions ainsi que la coordination entre les différents acteurs du développement.

À l'approche de l'échéance de 2030, les résultats présentés montrent que des progrès ont été enregistrés dans plusieurs domaines, mais qu'ils demeurent inégaux selon les secteurs, les territoires et les groupes de population. Les crises sécuritaires, les effets du changement climatique, les vulnérabilités économiques, les contraintes institutionnelles et les disparités territoriales continuent de ralentir les avancées vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable. Dans ce contexte, l'accélération de leur mise en œuvre nécessite des politiques publiques davantage fondées sur les besoins réels des populations, des investissements mieux ciblés, un renforcement des capacités des institutions nationales et locales ainsi qu'une mobilisation accrue de l'ensemble des parties prenantes.

Au-delà des performances statistiques, le rapport montre que l'accélération de la mise en œuvre des ODD en République démocratique du Congo dépendra de la capacité des pouvoirs publics à renforcer la territorialisation des politiques publiques, à améliorer la qualité des investissements dans les infrastructures et les services sociaux, à promouvoir une

gouvernance plus transparente et participative, ainsi qu'à consolider les partenariats entre l'État, les collectivités territoriales, les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers.

Le présent rapport entend ainsi contribuer à un dialogue national fondé sur des données, des expériences de terrain et des analyses partagées, afin de promouvoir des décisions publiques plus inclusives, plus efficaces et davantage orientées vers les résultats. Il réaffirme le rôle essentiel des organisations de la société civile comme partenaires du développement, acteurs de veille citoyenne et force de proposition au service de la réalisation de l'Agenda 2030 en République démocratique du Congo.

I. CONTEXTE NATIONAL ET MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION DU RAPPORT ALTERNATIF DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

1.1. CONTEXTE INTERNATIONAL DE L'AGENDA 2030

En septembre 2015, les États membres des Nations Unies ont adopté le **Programme de développement durable à l'horizon 2030**, communément appelé **Agenda 2030**, à travers la résolution A/RES/70/1 intitulée *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. Cet agenda universel constitue aujourd'hui le principal cadre mondial de développement durable, articulé autour de **17 Objectifs de Développement Durable (ODD)**, **169 cibles** et plus de **232 indicateurs mondiaux**.

L'Agenda 2030 repose sur cinq dimensions interdépendantes : les « cinq P » (Population, Planète, Prospérité, Paix et Partenariat) et poursuit l'ambition de ne laisser personne de côté (*Leave No One Behind*). Il appelle les gouvernements, les collectivités territoriales, le secteur privé, les organisations de la société civile, le monde académique et les citoyens à conjuguer leurs efforts pour relever les défis du développement humain, économique, social, environnemental et institutionnel.

Afin d'assurer le suivi des progrès réalisés, les États sont invités de manière volontaire, à présenter périodiquement un rapport d'**Examen National Volontaire (ENV)** devant le **Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable (High-Level Political Forum – HLPF)**. Ce mécanisme favorise le partage d'expériences nationales, l'apprentissage mutuel et le renforcement de la redevabilité dans la mise en œuvre des ODD., ainsi que de nouer des partenariats efficaces pour accélérer la mise en œuvre des ODD.

1.2. CONTEXTE NATIONAL DE L'ENV 2026

La République démocratique du Congo a adhéré à l'Agenda 2030 dès son adoption et s'est engagée à intégrer les ODD dans les politiques publiques nationales, provinciales et locales. Cet engagement se traduit notamment par leur prise en compte dans le **Plan National Stratégique de Développement (PNSD)**, les politiques sectorielles ainsi que différents programmes de développement.

Après la présentation de son premier Examen National Volontaire en 2020, et son deuxième rapport en 2023, la RDC soumet en **2026** son troisième rapport national au Forum politique de haut niveau.

Cet exercice intervient dans un contexte marqué par des défis multidimensionnels :

- la persistance de la pauvreté et des inégalités sociales ;
- les conséquences des conflits armés dans l'Est du pays ;
- les effets du changement climatique sur les communautés et les moyens de subsistance ;
- une urbanisation rapide et souvent non maîtrisée ;
- les défis liés à l'accès aux services sociaux de base ;
- les contraintes budgétaires et économiques ;
- les réformes institutionnelles engagées dans le cadre de la décentralisation ;
- les engagements internationaux de la RDC en matière de développement durable.

Pour l'ENV 2026, les Nations Unies, dans le cadre du Forum politique de Haut niveau (FPHN) ont retenu comme **ODD prioritaires** :

- **ODD 6 : Eau propre et assainissement ;**
- **ODD 7 : Énergie propre et d'un coût abordable ;**
- **ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructures ;**
- **ODD 11 : Villes et communautés durables ;**
- **ODD 17 : Partenariat pour la réalisation des objectifs.**

Ces objectifs reflètent plusieurs priorités nationales liées à la transformation structurelle de l'économie, à l'amélioration des infrastructures, au renforcement de la gouvernance et à la promotion d'un développement territorial plus équilibré.

1.3. JUSTIFICATION DU RAPPORT ALTERNATIF DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'Agenda 2030 reconnaît explicitement la société civile comme un acteur essentiel de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des Objectifs de Développement Durable.

Les organisations de la société civile jouent un rôle fondamental dans :

- la mobilisation citoyenne ;
- la veille communautaire ;
- le suivi des politiques publiques ;
- la production d'informations de proximité ;
- le plaidoyer en faveur des populations vulnérables ;
- la promotion de la transparence et de la redevabilité.

Dans cette perspective, le **Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CNONGD)** a initié l'élaboration d'un **Rapport alternatif des OSC** afin

d'apporter une lecture citoyenne de la mise en œuvre des ODD en République démocratique du Congo.

L'objectif n'est pas de remettre en cause les données officielles produites par les institutions publiques, mais de les compléter par les observations des communautés et des acteurs locaux, en mettant en évidence :

- les réalités vécues par les populations ;
- les écarts entre les données statistiques et les perceptions citoyennes ;
- les défis spécifiques aux territoires ;
- les bonnes pratiques locales ;
- les recommandations prioritaires des organisations de la société civile.

Cette démarche contribue à renforcer la participation citoyenne, la transparence et le dialogue entre les pouvoirs publics et les autres parties prenantes.

1.4. OBJECTIFS DU RAPPORT ALTERNATIF

1.4.1. OBJECTIF GENERAL

Contribuer au processus national de l'ENV 2026 en produisant une analyse citoyenne indépendante de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable en République démocratique du Congo.

1.4.2. OBJECTIFS SPECIFIQUES

Le rapport vise notamment à :

- analyser les progrès réalisés dans les provinces concernées ;
- confronter les données officielles aux réalités observées sur le terrain ;
- identifier les principaux défis de mise en œuvre des ODD ;
- documenter les innovations locales et les bonnes pratiques ;
- formuler des recommandations stratégiques destinées aux décideurs publics et aux partenaires ;
- renforcer le plaidoyer des OSC pour une meilleure territorialisation des ODD.

1.5. CHAMP DE L'ANALYSE

Bien que l'ENV 2026 porte principalement sur les **ODD 6, 7, 9, 11 et 17**, le **CNONGD** a souhaité adopter une approche plus intégrée en analysant également les **ODD 1, 2, 3, 4, 8 et 16**, considérés comme des déterminants majeurs de l'atteinte des objectifs prioritaires.

Le rapport couvre ainsi **onze Objectifs de Développement Durable** répartis en trois groupes :

Groupe 1 : Développement humain

- ODD 1 : Pas de pauvreté
- ODD 2 : Faim zéro
- ODD 3 : Bonne santé et bien-être
- ODD 4 : Éducation de qualité

Groupe 2 : Développement économique et infrastructures

- ODD 6 : Eau propre et assainissement
- ODD 7 : Énergie propre
- ODD 8 : Travail décent et croissance économique
- ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructures

Groupe 3 : Gouvernance, villes durables et partenariats

- ODD 11 : Villes et communautés durables
- ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces
- ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

Cette approche permet de mieux analyser les interdépendances entre les différents objectifs et d'identifier les leviers d'accélération de l'Agenda 2030.

Tableau 1.1. ODD couverts par le Rapport alternatif

ODD	Priorités ODD ENV 2026	Analyse approfondie OSC
ODD 1	—	✓
ODD 2	—	✓
ODD 3	—	✓
ODD 4	—	✓
ODD 6	✓	✓
ODD 7	✓	✓
ODD 8	—	✓
ODD 9	✓	✓
ODD 11	✓	✓
ODD 16	—	✓
ODD 17	✓	✓

Commentaire :

Cette complémentarité permet au rapport alternatif de couvrir les principaux déterminants sociaux, économiques, environnementaux et institutionnels du développement durable.

1.6. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Le rapport repose sur une méthodologie participative privilégiant la complémentarité entre les données quantitatives officielles et les analyses qualitatives issues des consultations citoyennes.

Le processus s'est déroulé en plusieurs étapes.

1.6.1. REVUE DOCUMENTAIRE

Une revue approfondie des documents de référence a été réalisée, notamment :

- les données officielles du suivi des indicateurs des ODD produites par l'OCDD ;
- les rapports sectoriels nationaux ;
- les documents stratégiques du Gouvernement ;
- les rapports des agences des Nations Unies ;
- les publications des partenaires techniques et financiers ;
- les rapports des organisations de la société civile.

1.6.2. ORGANISATION DES ATELIERS PROVINCIAUX

Quatre ateliers provinciaux ont été organisés :

Province	Date	Participants
Kinshasa	Juin 2026	OSC, organisations des femmes et des jeunes, organisations de personnes vivant avec handicap.
Nord-Kivu	Juin 2026	OSC, organisations des femmes et des jeunes, organisations de personnes vivant avec handicap et communautés locales.
Kwilu	Juin 2026	OSC, organisations des femmes et des jeunes, organisations de personnes vivant avec handicap.
Haut-Katanga	Juin 2026	OSC, organisations des femmes et des jeunes, organisations de personnes vivant avec handicap.

Contrairement à une démarche consistant à opposer les données statistiques aux perceptions citoyennes, le présent rapport alternatif adopte une approche intégrée fondée sur la complémentarité entre les **données officielles** et les **analyses participatives**.

L'ensemble des consultations provinciales organisées par le CNONGD s'est appuyé sur les **indicateurs officiels produits par l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD)** dans le cadre de la préparation de l'Examen national volontaire 2026. Pour chacune des quatre provinces pilotes (Kinshasa, Nord-Kivu, Kwilu et Haut-Katanga), les participants ont travaillé à partir des tableaux d'indicateurs provinciaux élaborés par le CNONGD, sur base des données officielles de l'OCDD, retraçant l'évolution des principaux indicateurs des ODD.



Figure 1.1. Consultation citoyenne organisée à Goma dans le cadre de l'ENV 2026.

Source : CNONGD, 2026.

Les consultations n'avaient donc pas pour objectif de produire de nouvelles données statistiques ni de remettre en cause les résultats officiels. Elles visaient à **interpréter les tendances observées**, à identifier les facteurs explicatifs des progrès ou des reculs enregistrés et à formuler des recommandations fondées sur les réalités territoriales et l'expérience des acteurs locaux.

Cette démarche a permis d'assurer une cohérence entre les statistiques officielles de l'ENV 2026 et les analyses produites par les organisations de la société civile. Elle contribue également à enrichir les données quantitatives par une lecture qualitative mettant en évidence les disparités territoriales, les contraintes spécifiques et les solutions proposées au niveau local.

Encadré 1.1. Approche méthodologique du rapport alternatif

Les quatre principes méthodologiques retenus

Principe 1 :

Toutes les analyses reposent sur les données statistiques officielles produites par l'OCDD.

Principe 2 :

Les consultations provinciales ont consisté à analyser ces données avec les organisations de la société civile afin d'en comprendre les déterminants territoriaux.

Principe 3 :

Les recommandations formulées dans le rapport résultent de la confrontation entre les indicateurs statistiques et les réalités observées sur le terrain.

Principe 4 :

Le rapport alternatif complète ainsi l'ENV 2026 en apportant une lecture citoyenne des performances nationales et provinciales.

1.6.3. ANALYSE CITOYENNE DES INDICATEURS

Chaque indicateur a fait l'objet d'une lecture collective portant sur :

- son évolution ;
- sa cohérence avec les réalités locales ;
- les facteurs explicatifs ;
- les populations les plus affectées ;
- les zones géographiques les plus vulnérables ;
- les recommandations prioritaires.

1.6.4. ANALYSE COMPARATIVE

Les résultats provinciaux ont ensuite été comparés afin d'identifier :

- les convergences nationales ;
- les spécificités provinciales ;
- les innovations locales ;
- les priorités communes de plaidoyer.

1.7. APPROCHE ANALYTIQUE RETENUE

Conformément aux recommandations méthodologiques formulées par l'OCDD lors de la revue technique du projet de rapport, le présent document articule deux niveaux complémentaires d'analyse :

- une analyse nationale fondée sur les indicateurs officiels produits dans le cadre de l'ENV 2026 ;
- une analyse territorialisée issue des consultations citoyennes conduites dans quatre provinces pilotes.

Les analyses provinciales ne visent donc pas à produire une généralisation statistique nationale. Elles permettent d'illustrer, à travers différents contextes territoriaux, la manière dont les progrès, les retards et les défis observés au niveau national sont vécus par les populations et les organisations de la société civile.

1.8. PROVINCES COUVERTES

Le rapport couvre quatre provinces représentatives des différentes réalités du pays :

1.8.1. KINSHASA

Capitale politique et économique, caractérisée par une forte croissance démographique, une urbanisation rapide et une forte concentration des services.

1.8.2. NORD-KIVU

Province confrontée à une crise sécuritaire prolongée, à des déplacements massifs de populations et à des défis humanitaires majeurs.

1.8.3. KWILU

Province essentiellement rurale où les enjeux concernent principalement l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'accès aux services sociaux de base et les infrastructures rurales.

1.8.4. HAUT-KATANGA

Province fortement industrialisée et minière, confrontée aux défis de diversification économique, d'urbanisation, de gouvernance environnementale et de développement des infrastructures.

Le choix de ces provinces permet de refléter la diversité des contextes territoriaux de la RDC tout en mettant en évidence les enjeux communs de la mise en œuvre des ODD.

1.9. LIMITES DE L'ETUDE

Comme toute analyse participative, ce rapport présente certaines limites :

- la disponibilité inégale des données statistiques selon les indicateurs et les provinces ;
- l'utilisation d'années de référence différentes pour plusieurs indicateurs, limitant certaines comparaisons temporelles ;
- les difficultés d'accès à certaines zones affectées par les conflits, notamment dans le Nord-Kivu ;
- l'absence de données désagrégées pour certains groupes de population (sexe, âge, handicap, milieu de résidence) ;
- les contraintes de temps et de ressources ayant limité l'élargissement des consultations à l'ensemble des provinces du pays.

Ces limites n'affectent toutefois pas la pertinence des tendances observées ni la valeur des analyses citoyennes produites.

1.10. STRUCTURE DU RAPPORT

Le rapport est organisé en sept grandes parties :

- I.** Contexte et méthodologie d'élaboration du rapport alternatif ;
- II.** Analyse nationale des ODD prioritaires de l'ENV 2026 et des ODD ciblés par les Organisations de la Société Civile ;
- III.** Analyses provinciales et résultats des consultations citoyennes ;
- IV.** Analyse comparative des consultations citoyennes : lecture territorialisée des ODD
- V.** Analyse nationale transversale et enseignements majeurs de la mise en œuvre des ODD en RDC ;
- VI.** Recommandations stratégiques pour accélérer la mise en œuvre des ODD ;
- VII.** Conclusion générale, perspectives et engagements des OSC.

Des annexes complètent ce rapport alternatif.

Afin d'assurer une meilleure articulation entre les données statistiques officielles et les résultats des consultations citoyennes, le rapport présente d'abord une analyse nationale des cinq (5) ODD retenus pour l'ENV 2026 et six ODD (6) retenus par le CNONGD. Cette analyse constitue le cadre de référence à partir duquel sont ensuite examinées les réalités territoriales dans les 4 provinces pilotes.

II. ANALYSE NATIONALE DES ODD PRIORITAIRES DE L'ENV 2026 ET DES ODD CIBLES PAR LES OSC

2.1. ODD 1 : ÉLIMINER LA PAUVRETE SOUS TOUTES SES FORMES ET PARTOUT



Situation nationale

La réduction de la pauvreté demeure l'un des principaux défis du développement durable en République démocratique du Congo. Malgré une croissance économique observée au cours de certaines périodes, les bénéfices de cette croissance restent inégalement répartis et demeurent insuffisants pour améliorer durablement les conditions de vie de la majorité de la population.

Les données officielles compilées par l'OCDD montrent que la situation économique récente a été fortement influencée par la hausse générale des prix. Le **taux d'inflation annuel** est passé de **4,9 % en 2021** à **20,68 % en 2023**, avant de ralentir à **10,17 % en 2024**. Sur la période 2021-2024, l'inflation cumulée dépasse **50 %**, traduisant une érosion importante du pouvoir d'achat des ménages.

Cette évolution constitue un facteur aggravant de la pauvreté monétaire, en particulier pour les populations urbaines à faibles revenus et les ménages ruraux dépendant de revenus agricoles peu rémunérateurs.

Tableau 2.1. Indicateurs nationaux de l'ODD 1 analysés

Indicateur officiel	2021	2023	2024	Tendance
Inflation annuelle (%)	4,9	20,68	10,17	Hausse suivie d'un recul
Inflation cumulée (2021–2024)	-	-	>50 %	Forte augmentation du coût de la vie

Source : OCDD, Base nationale des indicateurs ODD (ENV 2026).

Analyse des tendances

La forte augmentation de l'inflation a considérablement réduit le pouvoir d'achat des ménages et accentué les vulnérabilités socio-économiques. Cette situation affecte directement la capacité des populations à satisfaire leurs besoins essentiels, notamment en matière d'alimentation, de santé, d'éducation et de logement.

Les effets de cette pression inflationniste sont particulièrement marqués dans les provinces confrontées aux conflits armés ou à l'enclavement, où les perturbations des circuits d'approvisionnement contribuent à la hausse des prix des produits de première nécessité.

Les consultations citoyennes organisées par le CNONGD confirment que la pauvreté est désormais perçue non seulement comme une insuffisance de revenus, mais également comme un déficit d'accès aux services sociaux de base, aux opportunités économiques et aux infrastructures essentielles.

Principaux défis

- Persistance d'une pauvreté multidimensionnelle.
- Dégradation du pouvoir d'achat des ménages.
- Faible protection sociale des populations vulnérables.
- Disparités importantes entre les territoires.

Priorités d'action

- Renforcer les politiques nationales de protection sociale.
- Soutenir les activités génératrices de revenus.
- Maîtriser les effets de l'inflation sur les ménages.
- Accroître les investissements publics dans les territoires les plus vulnérables.

Encadré 2.1. Ce qu'il faut retenir de l'analyse de l'ODD 1

- ✓ Inflation proche de **20 %** en 2023.
- ✓ Inflation cumulée supérieure à **50 %** entre 2021 et 2024.
- ✓ Forte dégradation du pouvoir d'achat.
- ✓ La pauvreté demeure la principale préoccupation exprimée lors des consultations citoyennes.

Les consultations conduites dans les provinces de Kinshasa, du Nord-Kivu, du Kwilu et du Haut-Katanga permettront d'apprécier comment cette évolution macroéconomique se traduit concrètement dans les conditions de vie des populations, les mécanismes de résilience des ménages et les priorités exprimées par les communautés.

2.2. ODD 2 : FAIM « ZERO »



Situation nationale

La République démocratique du Congo dispose d'un potentiel agricole exceptionnel, avec près de 80 millions d'hectares de terres arables et d'importantes ressources en eau. Pourtant, l'insécurité alimentaire demeure l'un des principaux défis du développement durable.

Les données officielles de l'OCDD montrent que les conséquences économiques de la sous-alimentation restent considérables. Les estimations nationales indiquent que **la prévalence de la sous-alimentation est passée de 34,1% en 2020 à 38,5% en 2025 atteste d'une certaine dégradation continue** de la situation et dans le même temps la **prévalence d'une insécurité alimentaire représentait 65,5% en 2020**.

Les statistiques mettent également en évidence le coût important des redoublements scolaires associés à la malnutrition infantile, illustrant les interactions étroites entre nutrition, éducation et développement humain.

Tableau 2.2. Indicateurs nationaux de l'ODD 2 analysés

Indicateur officiel	Valeur	Tendances
Prévalence de la sous-alimentation	34,1% (2020) – 38,25% (2025)	Hausse
Prévalence d'une insécurité alimentaire	65,5% (2020) -	

Source : OCDD, ENV 2026.

Analyse des tendances

Les données nationales confirment que l'insécurité alimentaire constitue non seulement un problème nutritionnel mais également un frein majeur au développement économique du pays.

La sous-alimentation (malnutrition) réduit les capacités d'apprentissage des enfants, augmente les dépenses de santé des ménages et limite la productivité future de la main-d'œuvre. Ces effets se répercutent sur l'ensemble de l'économie nationale.

Les consultations citoyennes montrent que cette situation est aggravée par les difficultés d'accès aux intrants agricoles, la faible mécanisation, le mauvais état des routes de desserte agricole, les pertes post-récolte et les effets des conflits dans certaines provinces.

Principaux défis

- Valorisation insuffisante du potentiel agricole.
- Persistance de la malnutrition.
- Faibles investissements dans les chaînes de valeur agricoles.
- Difficultés d'accès aux marchés.

Priorités d'action

- Moderniser l'agriculture familiale.
- Développer les infrastructures rurales.
- Renforcer les programmes de nutrition.
- Soutenir les chaînes de valeur agricoles.

Encadré 2.2. Ce qu'il faut retenir de l'analyse de l'ODD 2

- ✓ La sous-alimentation génère des pertes économiques importantes.
- ✓ Les coûts sociaux affectent également les performances scolaires.
- ✓ Le potentiel agricole demeure largement sous-exploité.
- ✓ Les investissements dans l'agriculture restent indispensables pour réduire durablement la pauvreté.

Les consultations provinciales permettront d'illustrer les différences de situation entre les provinces agricoles, les zones urbaines et les territoires affectés par les conflits, tout en mettant en évidence les solutions proposées par les organisations de la société civile.

2.3. ODD 3 : BONNE SANTE ET BIEN-ETRE.



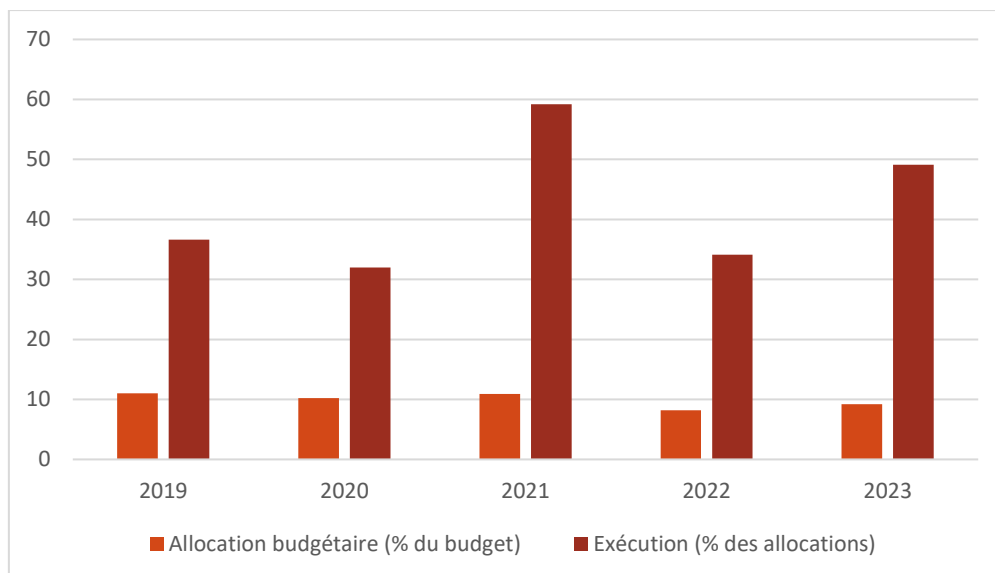
Situation nationale

L'amélioration de l'état de santé de la population constitue un objectif majeur des politiques publiques en République démocratique du Congo. Malgré les progrès enregistrés dans certains domaines, le pays demeure confronté à une forte charge de morbidité liée aux maladies transmissibles ainsi qu'à des défis persistants en matière de santé maternelle et infantile.

Les données officielles de l'OCDD montrent que le **paludisme** demeure la première cause de morbidité dans le pays, avec **plusieurs dizaines de millions de cas enregistrés chaque année**. Les statistiques nationales indiquent également que le nombre des personnes vivant

avec le VIH est passé de **527.831 en 2019** à **516.114 en 2023**, soulignant la persistance des défis liés aux maladies transmissibles.

Dans un autre registre, le financement budgétaire de la santé est passé de 11% en 2019 à 9,22% en 2023, soulignant un léger recul des moyens devant permettre l'atteinte de cet objectif.



Graphique 2.1. Financement budgétaire de la santé

Source : OCDD, Base nationale des indicateurs ODD (ENV 2026).

Analyse des tendances

Les statistiques nationales mettent en évidence la pression persistante exercée par les maladies transmissibles sur le système de santé congolais. Le paludisme continue d'affecter lourdement les ménages, les services sanitaires et la productivité économique, tandis que le VIH demeure un enjeu majeur de santé publique nécessitant une prise en charge durable.

Ces défis sont renforcés par les inégalités d'accès aux soins entre les provinces, le déficit d'infrastructures sanitaires, les difficultés d'approvisionnement en médicaments essentiels et les conséquences des crises humanitaires dans certaines régions.

Les consultations citoyennes confirment que les populations continuent de faire face à un accès limité à des services de santé de qualité, particulièrement dans les zones rurales et les territoires affectés par les conflits.

Principaux défis

- Charge élevée des maladies transmissibles.
- Inégalités d'accès aux soins de santé.
- Insuffisance des infrastructures sanitaires.
- Déficit en personnel qualifié et en équipements médicaux.

Priorités d'action

- Renforcer les soins de santé primaires.
- Améliorer la couverture sanitaire universelle.
- Intensifier la lutte contre le paludisme et le VIH.
- Accroître les investissements dans les infrastructures sanitaires.

Encadré 2.3. Ce qu'il faut retenir de l'analyse de l'ODD 3

- Le paludisme demeure la première cause de morbidité en RDC
- Environ 520.000 personnes vivent avec le VIH (2023)
- Les inégalités territoriales limitent encore l'accès aux soins
- Le renforcement du système national de santé demeure indispensable pour atteindre l'ODD 3.

Les consultations citoyennes réalisées dans les quatre provinces pilotes permettront de compléter ces données nationales en mettant en évidence les réalités vécues par les populations, les disparités territoriales en matière d'accès aux soins et les priorités identifiées par les acteurs locaux.

2.4. ODD 4 : EDUCATION DE QUALITE



Situation nationale

L'éducation constitue l'un des principaux investissements en faveur du développement durable et du renforcement du capital humain en République démocratique du Congo. Les réformes entreprises au cours des dernières années, notamment la mise en œuvre progressive de la gratuité de l'enseignement primaire, ont permis d'améliorer sensiblement l'accès à l'école. En effet, le taux brut de scolarisation (TBS) est passé de 107,3% en 2019 à plus de 120% en 2024, ce qui atteste un progrès notable dans la scolarisation non seulement des enfants en âge requis, mais aussi des enfants plus âgés qui reprennent le cycle de formation après des années de déscolarisation.

Pour accompagner ce changement, le Gouvernement a déployé le programme de développement de 145 territoires (PDL -145T) qui avait notamment comme objectif la construction des nouvelles écoles à travers le pays.

Toutefois, la qualité des apprentissages demeure un défi majeur.

Tableau 2.3. Indicateurs nationaux de l'ODD 4 analysés

Indicateur officiel	Valeur initiale	Valeur récente	Évolution
Taux brut de scolarisation au primaire	107,3 % (2020)	111,9% (2021)	Progression
Taux brut de scolarisation au secondaire	50,0% (2020)	52,0% (2021)	Progression

Source : OCDD, ENV 2026.

Analyse des tendances

Les statistiques nationales témoignent d'une amélioration progressive de l'accès à l'école aussi bien au niveau primaire que secondaire. Toutefois, ces progrès demeurent fragiles au regard des défis structurels qui affectent le système éducatif congolais.

Les consultations citoyennes organisées dans les quatre provinces pilotes mettent en évidence plusieurs contraintes persistantes : déficit d'infrastructures scolaires, insuffisance d'enseignants qualifiés, manque de matériels pédagogiques, effectifs élevés dans les salles de classe et faibles investissements dans la formation continue des enseignants.

Ces difficultés sont particulièrement marquées dans les zones rurales et les provinces affectées par les conflits, où les interruptions de la scolarité, les déplacements de populations et l'insuffisance des équipements compromettent la continuité des apprentissages.

Principaux défis

- améliorer durablement la qualité des apprentissages ;
- réduire les disparités territoriales ;
- renforcer les infrastructures scolaires ;
- améliorer la formation et les conditions de travail des enseignants.

Priorités d'action

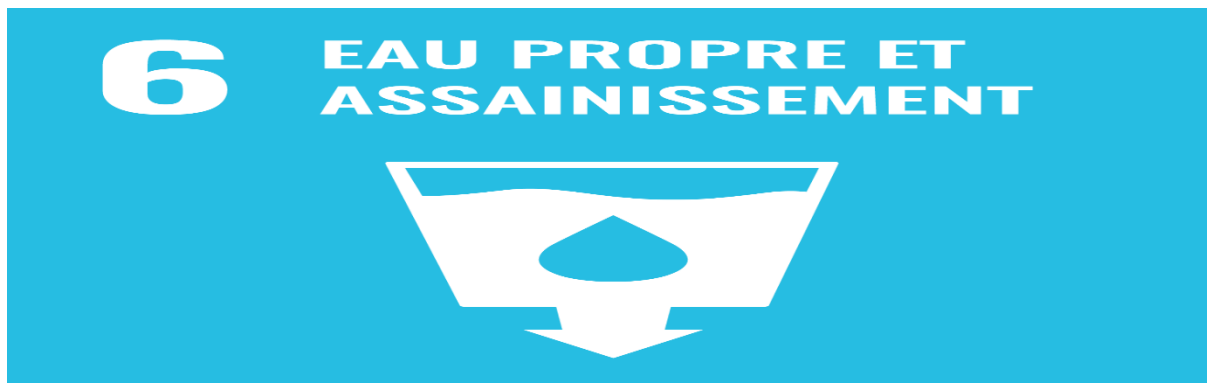
- investir davantage dans les infrastructures scolaires ;
- renforcer les compétences pédagogiques des enseignants ;
- améliorer la disponibilité des manuels et matériels didactiques ;
- développer des mécanismes de suivi de la qualité des apprentissages.

Encadré 2.4. Ce qu'il faut retenir de l'analyse de l'ODD 4

- ✓ Les taux d'accès au primaire et au secondaire progressent fortement.
- ✓ La qualité de l'éducation reste cependant inégale selon les territoires.
- ✓ Les investissements doivent désormais porter davantage sur les apprentissages que sur le seul accès à l'école.

Les consultations citoyennes permettront d'illustrer les écarts observés entre les performances nationales et les réalités vécues dans les provinces pilotes, notamment en matière de qualité des infrastructures scolaires, de disponibilité des enseignants et d'environnement d'apprentissage.

2.5. ODD 6 : EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT.



Situation nationale

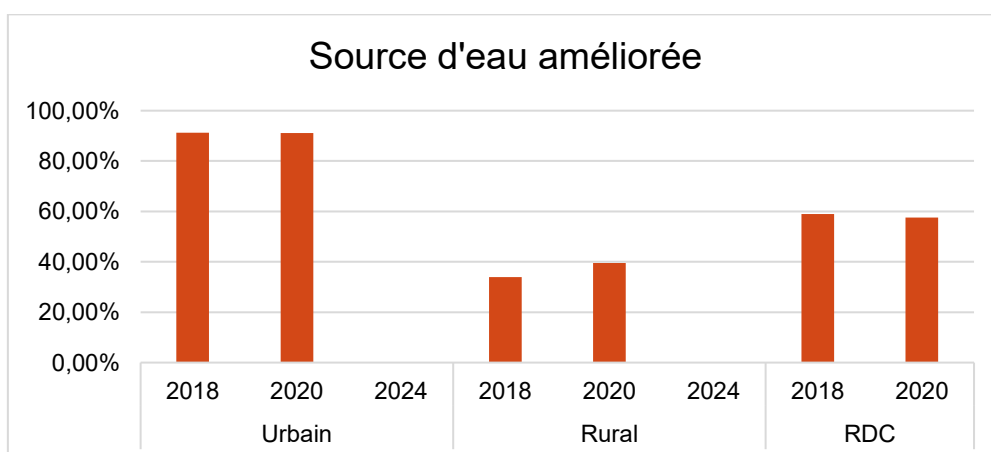
L'accès universel à l'eau potable et à des services d'assainissement adéquats demeure l'un des principaux défis du développement durable en République démocratique du Congo. Malgré l'abondance des ressources hydriques, les progrès réalisés restent insuffisants pour répondre aux besoins d'une population en forte croissance, particulièrement dans les zones rurales.

Les données officielles de l'OCDD montrent une évolution contrastée de l'accès à l'eau potable entre 2018 et 2020. La proportion de la population utilisant une **source améliorée d'eau** est passée de **59,0 % en 2018 à 57,6 % en 2020**, soit une légère régression de **1,4 point de pourcentage**. En revanche, la part de la population ayant accès à une **source améliorée située à moins de 30 minutes aller-retour** a presque doublé, passant de **21,6 % à 42,2 %** au cours de la même période.

Tableau 2.4. Indicateurs nationaux de l'ODD 6 analysés

Indicateur officiel	2018	2020	Évolution
Population utilisant une source améliorée d'eau	59,0 %	57,6 %	-1,4 point
Population ayant accès à une source améliorée à moins de 30 minutes	21,6 %	42,2 %	+20,6 points

Source : OCDD, ENV 2026.



Graphique 2.2. Source d'eau améliorée

Source : OCDD, Base nationale des indicateurs ODD (ENV 2026).

Analyse des tendances

Ces résultats traduisent une situation paradoxale. D'une part, les efforts engagés ont permis d'améliorer l'accessibilité physique à certains points d'eau, réduisant le temps nécessaire pour leur approvisionnement. D'autre part, la couverture globale en services d'eau améliorés demeure insuffisante et accuse même une légère diminution.

Les disparités entre milieux urbain et rural restent importantes. En 2020, **91,1 %** de la population urbaine utilisait une source améliorée d'eau, contre seulement **39,5 %** en milieu rural. Ces écarts mettent en évidence les inégalités territoriales dans l'accès aux services essentiels.

Enjeux pour la mise en œuvre

L'atteinte de l'ODD 6 nécessite d'intensifier les investissements dans les infrastructures hydrauliques, particulièrement dans les zones rurales, tout en renforçant les dispositifs de maintenance, de surveillance de la qualité de l'eau et de gestion durable des ressources hydriques.

Principaux constats

- L'accès physique à l'eau potable progresse mais la couverture nationale demeure insuffisante.
- Les écarts entre milieux urbain et rural restent très marqués.
- La qualité microbiologique de l'eau constitue encore un défi majeur de santé publique.
- Le renforcement des infrastructures d'eau et d'assainissement demeure une priorité nationale.

2.6. ODD 7 : ENERGIE PROPRE ET D'UN COUT ABORDABLE.



Situation nationale

L'énergie constitue un levier stratégique pour la transformation économique et industrielle de la République démocratique du Congo. Bien que le pays dispose d'un potentiel hydroélectrique parmi les plus importants au monde, l'accès effectif à l'électricité demeure limité.

Les statistiques officielles de la Société nationale d'électricité (SNEL), compilées par l'OCDD, montrent que la production nationale d'électricité est passée de 7 millions de MWh en 2011 à 13 millions de MWh en 2024, soit une augmentation de 85,7 %. Cette progression traduit un renforcement des capacités nationales de production électrique.

Toutefois, les consultations citoyennes montrent que ces avancées demeurent insuffisamment perceptibles dans plusieurs provinces, où l'accès à une électricité fiable et abordable reste limité, en particulier dans les zones rurales et les territoires affectés par les déficits d'infrastructures.

Durant la même période, l'évolution du nombre d'abonnés constitue l'un des principaux progrès observés dans le secteur énergétique. Entre 2011 et 2024, le nombre d'abonnés est passé de 517 000 à 1 513 000 (+192,6 %), témoignant d'une extension significative du réseau électrique national. Néanmoins, les consultations citoyennes soulignent que cette amélioration demeure inégalement répartie entre les territoires. Les difficultés d'accès à l'électricité persistent, notamment dans les zones rurales, les quartiers périphériques des grandes villes et les provinces confrontées à un déficit chronique d'infrastructures énergétiques.

Tableau 2.5. Indicateurs nationaux de l'ODD 7 analysés

Indicateur officiel	2011	2024	Évolution
Production nationale d'électricité (millions de MWh)	7	13	+85,7 %
Nombre d'abonnés aux services d'électricité	517 000	1 513 000	+192,6 %

Source : OCDD, Base nationale des indicateurs ODD (ENV 2026).

Analyse des tendances

Ces résultats traduisent une amélioration progressive de la capacité de production et de la desserte électrique. Toutefois, cette progression demeure insuffisante au regard de la croissance démographique et des besoins du développement économique.

Les données montrent également une augmentation des pertes techniques et commerciales sur le réseau électrique. Alors qu'elles représentaient **3,3 %** de la production en 2011, elles atteignent **32,7%** en 2024. Cette évolution traduit la nécessité de moderniser les infrastructures de transport et de distribution de l'électricité afin d'améliorer l'efficacité du système énergétique national.

Le faible accès à l'électricité demeure un frein majeur au développement industriel, à la transformation agricole, à l'amélioration des services sociaux et à la création d'emplois.

Enjeux pour la mise en œuvre

L'atteinte de l'ODD 7 suppose d'accélérer les investissements dans la production, le transport et la distribution de l'électricité, tout en développant des solutions décentralisées, notamment les mini-réseaux et les énergies renouvelables adaptées aux territoires ruraux.

Principaux constats

- La production nationale d'électricité progresse progressivement et le nombre d'abonnés augmente mais reste faible au regard des besoins de la population.
- Les pertes sur le réseau constituent une contrainte importante pour l'efficacité du secteur.
- L'électrification demeure un facteur déterminant pour la réalisation des autres ODD.

2.7. ODD 8 : TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE.



Situation nationale

Les données officielles de l'OCDD montrent une reprise progressive de la croissance économique après la contraction enregistrée en 2020. Le **taux de croissance du PIB réel par habitant** est passé de **-1,4 % en 2020** à **5,1 % en 2023**, traduisant une amélioration de la performance économique nationale. Toutefois, cette dynamique s'accompagne d'une **proportion d'emplois vulnérables toujours très élevée**, qui demeure autour de **74,5 %**, révélant la persistance d'une forte précarité de l'emploi et la faible capacité de la croissance à générer des emplois décents.

Les consultations citoyennes confirment ce décalage entre les performances macroéconomiques et les réalités vécues par les populations, notamment en matière d'emploi des jeunes, d'économie informelle et d'accès aux opportunités économiques.

Tableau 2.6. Principaux indicateurs nationaux de l'ODD 8

Indicateur officiel	2020	2021	2022	2023	2024	Tendance
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)	-1,4	2,8	5,4	5,1	—	Reprise soutenue
Proportion d'emplois vulnérables (%)	74,45	74,48	—	74,74	74,52	Quasi stable (niveau élevé)

Source : OCDD, Base nationale des indicateurs ODD (ENV 2026).

Analyse des tendances

Malgré une reprise soutenue de la croissance économique, la forte stabilité des emplois vulnérables (près de trois travailleurs sur quatre) montre que les bénéfices de la croissance restent insuffisamment inclusifs. L'un des principaux défis de l'ODD 8 demeure la transformation de cette croissance en emplois productifs, décents et durables, conformément aux attentes exprimées lors des consultations citoyennes.

Les consultations citoyennes soulignent que les jeunes restent particulièrement touchés par le chômage et le sous-emploi. Les participants insistent également sur la nécessité de développer les chaînes de valeur agricoles, de soutenir les petites et moyennes entreprises et d'améliorer l'accès au financement afin de renforcer les opportunités économiques.

Principaux défis

- faible diversification de l'économie ;
- insuffisance des emplois décents ;
- faible industrialisation et accès limité au financement des entreprises.

Priorités d'action

- promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes ;
- renforcer les investissements productifs ;
- développer les chaînes de valeur agricoles et industrielles ;
- améliorer le climat des affaires.

Encadré 2.5. Ce qu'il faut retenir de l'analyse de l'ODD 8

- ✓ La croissance économique demeure instable.
- ✓ Les crises affectent directement la création d'emplois.
- ✓ Les investissements productifs restent indispensables pour soutenir une croissance inclusive.

Les consultations provinciales permettront de montrer comment les réalités économiques diffèrent selon les territoires et d'identifier les priorités locales en matière d'emploi, d'entrepreneuriat et de développement économique.

2.8. ODD 9 : INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE.



Situation nationale

L'industrialisation constitue un axe stratégique de la diversification économique de la RDC. Les Zones Économiques Spéciales (ZES) représentent l'un des principaux instruments de promotion des investissements industriels et de création d'emplois.

Les données officielles de l'OCDD indiquent qu'en **2023**, les ZES comptaient **14 entreprises installées**, représentant un volume d'investissements de **404,09 millions USD**.

Tableau 2.7. Principaux indicateurs nationaux de l'ODD 9

Indicateur officiel	Valeur 2023
Entreprises implantées dans les ZES	14
Investissements mobilisés	404,09 millions USD

Source : OCDD, Base nationale des indicateurs ODD (ENV 2026).

Analyse des tendances

Ces résultats témoignent d'une dynamique encourageante de développement industriel, mais encore insuffisante pour répondre aux besoins d'une économie de plus de 100 millions d'habitants. Les investissements réalisés dans les ZES constituent une base importante pour

attirer de nouveaux capitaux, favoriser la transformation locale des matières premières et créer des emplois productifs.

Toutefois, le développement industriel reste confronté à plusieurs contraintes structurelles, notamment le déficit d'infrastructures énergétiques et de transport, le coût élevé des facteurs de production et les difficultés d'accès au financement des entreprises.

Enjeux pour la mise en œuvre

La réalisation de l'ODD 9 nécessite d'accélérer le développement des infrastructures économiques, de renforcer les investissements productifs, de promouvoir l'innovation et d'améliorer le climat des affaires afin d'encourager une industrialisation inclusive et durable.

Principaux constats

- Les ZES commencent à attirer des investissements significatifs.
- Les investissements industriels demeurent concentrés et encore limités.
- Les infrastructures économiques restent un facteur déterminant de la compétitivité nationale.
- L'industrialisation constitue un levier essentiel de création d'emplois et de diversification économique.

2.9. ODD 11 : VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES.



Situation nationale

L'urbanisation rapide constitue l'un des principaux défis du développement durable en République démocratique du Congo. La croissance démographique des centres urbains s'accompagne d'une pression croissante sur les infrastructures, les logements, les services sociaux et les équipements collectifs.

Les données officielles de l'OCDD montrent qu'environ **71,9 %** de la population urbaine vivait dans des quartiers précaires au début des années 2000. Cette proportion atteint **78,4 %** dans les données les plus récentes disponibles, traduisant une progression continue de l'urbanisation précaire.

Les analyses provinciales mettent également en évidence des situations particulièrement préoccupantes dans certaines provinces. Les indicateurs disponibles atteignent notamment **87,5 % à Kinshasa** et **97 % au Kwilu**, illustrant l'ampleur des défis liés au logement, à la planification urbaine et aux infrastructures de base.

Tableau 2.8. Principaux indicateurs nationaux de l'ODD 11

Indicateur officiel	Valeur initiale	Valeur récente	Évolution	Lecture analytique
Population urbaine vivant dans des quartiers précaires	71,9 %	78,4 %	+6,5 points	Urbanisation plus rapide que le développement des infrastructures
Exemples provinciaux	Kinshasa : 87,5 % Kwilu : 97 %	—	—	Les disparités territoriales demeurent importantes

Source : OCDD, ENV 2026.

Analyse des tendances

Les statistiques nationales confirment que l'expansion urbaine s'effectue plus rapidement que les investissements dans les infrastructures et les services publics. Cette situation se traduit par la prolifération des quartiers précaires, l'insuffisance des réseaux d'eau, d'assainissement et d'électricité, ainsi que par une forte exposition des populations aux risques environnementaux.

Les consultations citoyennes rejoignent largement ces constats. Dans les quatre provinces pilotes, les organisations de la société civile identifient les infrastructures urbaines, la planification territoriale et l'accès aux services essentiels parmi les principales priorités de développement.

Principaux défis

- urbanisation rapide et peu maîtrisée ;
- déficit d'infrastructures urbaines ;
- insuffisance des services d'assainissement ;
- faible planification territoriale.

Priorités d'action

- renforcer la planification urbaine ;
- investir dans les infrastructures et les équipements collectifs ;
- améliorer les services d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets ;
- promouvoir des villes inclusives et résilientes.

Encadré 2.6. Ce qu'il faut retenir de l'analyse de l'ODD 11

- ✓ Près de huit citoyens sur dix vivent dans des quartiers précaires.
- ✓ Les infrastructures urbaines progressent moins rapidement que l'urbanisation.
- ✓ Les consultations citoyennes confirment l'urgence d'investir dans les services urbains de base.

Les analyses comparatives des provinces permettront de mieux comprendre les différences entre les contextes urbains et ruraux, d'illustrer les défis spécifiques rencontrés dans chaque territoire et de mettre en évidence les solutions proposées par les acteurs locaux pour promouvoir des villes plus inclusives, résilientes et durables.

2.10. ODD 16 : PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES.



Situation nationale

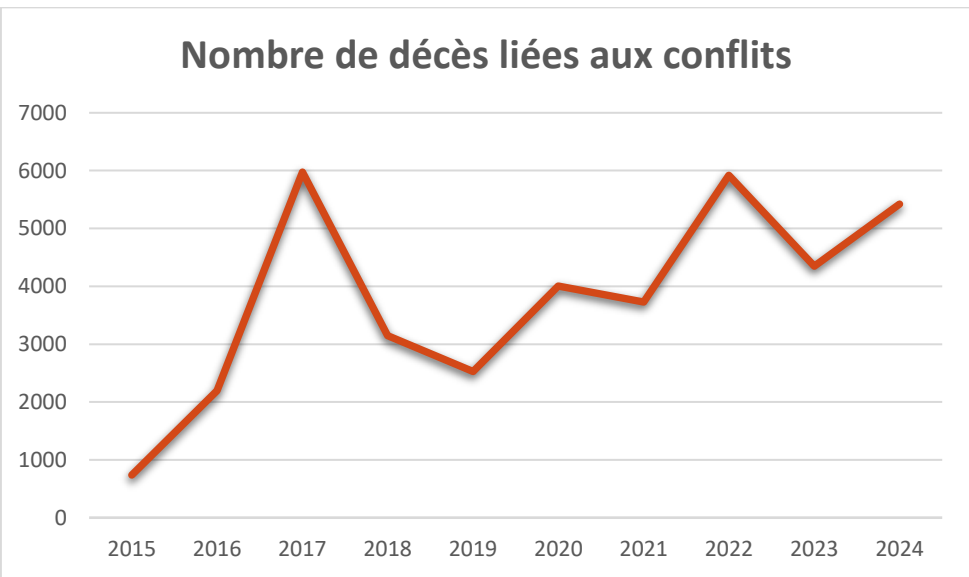
La consolidation de la paix, le renforcement de l'État de droit et l'amélioration de la gouvernance démocratique demeurent des conditions essentielles à la réalisation de l'ensemble des Objectifs de développement durable en République démocratique du Congo. Les conflits armés persistants dans l'Est du pays, les déplacements massifs de populations, ainsi que les défis liés à la gouvernance publique continuent de compromettre les progrès socio-économiques.

Les données officielles compilées par l'OCDD mettent en évidence une dégradation de plusieurs indicateurs liés à la sécurité humaine. Le nombre de décès directement associés aux conflits armés est passé de **737 en 2015** à **5 421 en 2024**, après avoir atteint **5 975 décès en 2017** et **5 920 décès en 2022**. Cette évolution illustre la persistance d'un contexte sécuritaire fragile qui affecte directement les populations civiles et ralentit les efforts de développement.

Tableau 2.9. Principaux indicateurs nationaux de l'ODD 16

Indicateur officiel	2015	2017	2022	2024
Nombre de décès liés aux conflits armés	737	5 975	5 920	5 421

Source : OCDD, Base nationale des indicateurs ODD (ENV 2026).



Graphique 2.3. Nombre de décès liés aux conflits

Source : OCDD, Base nationale des indicateurs ODD (ENV 2026).

Analyse des tendances

L'évolution des données officielles montre que les conflits armés demeurent l'un des principaux obstacles au développement durable en RDC. L'augmentation très importante du nombre de victimes entre 2015 et les années suivantes traduit l'intensification des violences dans plusieurs provinces, notamment dans l'Est du pays.

Au-delà des pertes humaines, cette situation engendre des conséquences profondes sur les autres ODD. Les conflits provoquent la destruction d'infrastructures sociales, perturbent les systèmes éducatifs et sanitaires, limitent les investissements publics et privés, accentuent la pauvreté et fragilisent les capacités des institutions locales.

Les consultations citoyennes conduites dans le cadre du rapport alternatif confirment que l'insécurité demeure une préoccupation majeure des populations. Les organisations de la société civile soulignent également que les mécanismes de participation citoyenne, de transparence et de redevabilité doivent être davantage consolidés afin de renforcer la confiance entre les institutions publiques et les citoyens.

Enjeux pour la mise en œuvre

L'atteinte de l'ODD 16 nécessite une approche intégrée associant prévention des conflits, consolidation de la paix, réforme de la gouvernance publique, accès à la justice et participation citoyenne. Le renforcement des institutions locales, la lutte contre la corruption, la protection des défenseurs des droits humains et la promotion du dialogue communautaire apparaissent comme des priorités essentielles.

Principaux constats

- La persistance des conflits armés continue de compromettre les progrès réalisés dans plusieurs ODD.
- Les pertes humaines liées aux conflits demeurent particulièrement élevées.
- Le renforcement des institutions publiques et de la gouvernance locale constitue une priorité nationale.
- Une participation accrue de la société civile est indispensable pour améliorer la transparence, la redevabilité et le suivi des politiques publiques.

Les consultations réalisées dans les quatre provinces pilotes permettront de montrer comment les défis de gouvernance et de sécurité sont perçus différemment selon les contextes territoriaux, tout en mettant en évidence les attentes des citoyens en matière de justice, de transparence, de participation et de paix durable.

2.11. ODD 17 : PARTENARIAT POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS.



Situation nationale

L'ODD 17 occupe une place centrale dans l'Examen national volontaire 2026, en tant que levier transversal permettant de soutenir la mise en œuvre de l'ensemble des autres Objectifs de développement durable. Pour la République démocratique du Congo, la mobilisation des ressources financières, le renforcement des partenariats internationaux, la coopération technique et le développement des capacités nationales demeurent indispensables afin d'accélérer les progrès vers l'Agenda 2030.

Les données officielles de l'OCDD mettent en évidence une amélioration de la mobilisation des ressources publiques. Le **total des recettes publiques en proportion du PIB** est passé de **7,79 % en 2020** à **16,32 % en 2023**, après avoir atteint **16,35 % en 2022**, traduisant un renforcement significatif des capacités de mobilisation des ressources intérieures. Par ailleurs, la **proportion du budget national financé par les impôts nationaux** s'établit à **100 % en 2020**, illustrant le rôle central des recettes fiscales dans le financement des politiques publiques.

Toutefois, les consultations citoyennes montrent que les progrès enregistrés en matière de mobilisation des ressources doivent davantage se traduire par une amélioration de la qualité des services publics, un renforcement des investissements territoriaux et une plus grande implication des organisations de la société civile dans le suivi des politiques publiques et des ODD.

Tableau 2.10. Principaux indicateurs nationaux de l'ODD 17

Indicateur (OCDD)	2020	2021	2022	2023	Tendance
Total des recettes publiques (% du PIB)	7,79	12,59	16,35	16,32	Forte progression
Proportion du budget national financé par les impôts nationaux (%)	100	—	—	—	Stable

Source : OCDD, Base nationale des indicateurs ODD (ENV 2026).

Analyse des tendances

Les indicateurs témoignent d'un renforcement de la mobilisation des ressources intérieures, indispensable au financement de l'Agenda 2030. Les consultations citoyennes soulignent cependant que cet effort doit s'accompagner d'une meilleure gouvernance des finances

publiques, d'une allocation plus équitable des ressources entre les provinces, d'un renforcement des partenariats multi-acteurs et d'une participation accrue des organisations de la société civile au suivi de la mise en œuvre des ODD.

Enjeux pour la mise en œuvre

L'atteinte de l'ODD 17 suppose une mobilisation accrue des ressources nationales, une amélioration de la coordination des partenaires, un renforcement des mécanismes de suivi-évaluation ainsi qu'une participation plus structurée de la société civile dans les processus de planification, de mise en œuvre et de redevabilité des politiques publiques.

Le développement de partenariats territorialisés, fondés sur les priorités exprimées par les provinces et les communautés locales, apparaît également comme une condition essentielle pour accélérer la localisation des ODD.

En tant qu'ODD prioritaire de l'ENV 2026, l'ODD 17 constitue le principal levier transversal permettant d'accélérer la mise en œuvre des autres Objectifs de développement durable. Le renforcement des partenariats, de la mobilisation des ressources et de la gouvernance participative apparaît ainsi comme une condition essentielle à la réussite de l'Agenda 2030 en RDC.

Principaux constats :

- Les partenariats internationaux demeurent déterminants pour le financement des ODD en RDC.
- Les ressources disponibles restent insuffisantes au regard des besoins de développement.
- Les partenariats doivent être davantage inclusifs et associer pleinement les organisations de la société civile.
- La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire constituent des leviers stratégiques pour accélérer la localisation des ODD.

Les analyses comparatives des quatre provinces permettront d'illustrer comment les partenariats sont mis en œuvre au niveau territorial et d'identifier les mécanismes de coopération les plus adaptés aux réalités locales. Elles mettront également en évidence les attentes des acteurs locaux en matière de coordination, de financement et de participation citoyenne.

III. ANALYSES PROVINCIALES ET RÉSULTATS DES CONSULTATIONS CITOYENNES

Les analyses provinciales présentées dans cette partie reposent exclusivement sur les indicateurs officiels produits par l'OCDD pour chacune des quatre provinces pilotes. Les consultations citoyennes ont consisté à examiner ces données avec les acteurs locaux afin d'identifier les facteurs explicatifs des résultats observés, les disparités territoriales et les priorités d'action. Les comparaisons réalisées entre provinces ne visent pas à établir un classement, mais à mettre en évidence la diversité des contextes de mise en œuvre des ODD et les enseignements susceptibles d'éclairer les politiques publiques nationales.

3.1. RESULTATS DES CONSULTATIONS DE LA PROVINCE DE KINSHASA

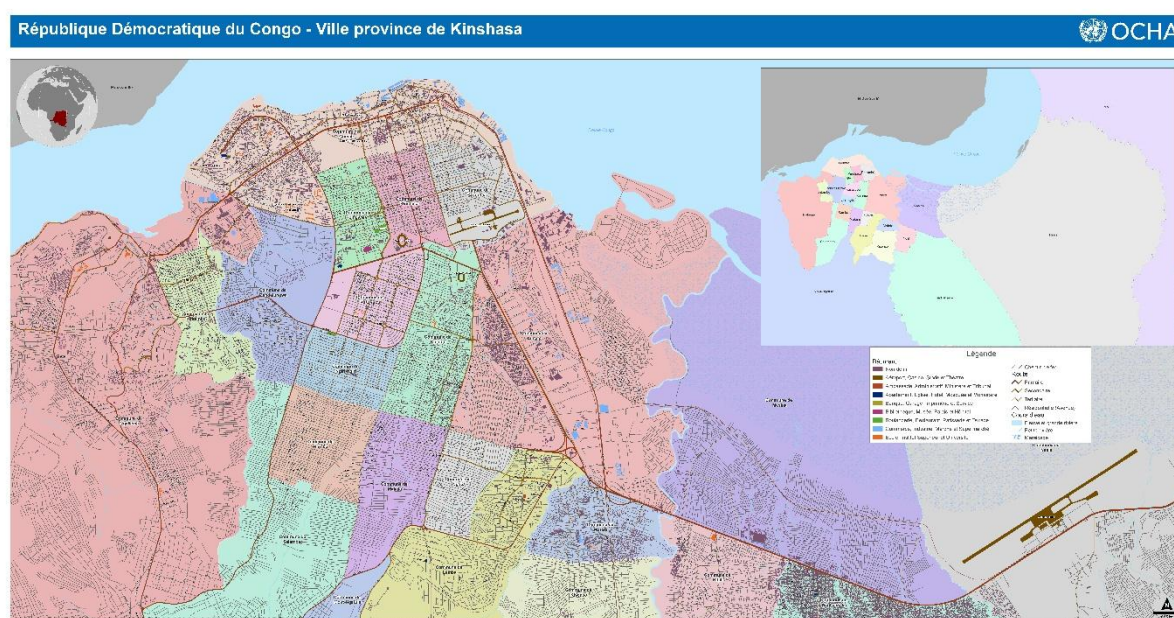


Figure 3.1. Carte de la province de Kinshasa, ciblée par les consultations citoyennes du CNONGD dans le cadre de l'ENV 2026.

Source : OCHA

3.1.1. PRESENTATION GENERALE DE LA PROVINCE DE KINSHASA

Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, constitue la plus grande agglomération urbaine du pays et concentre les principales institutions politiques, administratives et économiques. Avec une population estimée à **plus de 20 millions d'habitants**, la ville connaît l'une des croissances démographiques les plus rapides d'Afrique, ce qui accentue la pression sur les infrastructures et les services publics.

Cette dynamique démographique exerce une pression considérable sur les infrastructures urbaines, les services sociaux de base, l'emploi, le logement, l'approvisionnement en eau potable, les transports, l'assainissement ainsi que les systèmes de santé et d'éducation. Les

données officielles de l'OCDD illustrent cette situation : la **proportion de la population ayant accès à un service de base d'eau potable** est passée de **47,7 % en 2014 à 30,2 % en 2024**, soit une baisse de **17,5 points de pourcentage**, tandis que l'**indice relatif à l'habitat précaire** est passé de **53,7% en 2014 à 60,6% en 2016**, traduisant une progression de l'urbanisation non planifiée et des quartiers précaires.

Par ailleurs, malgré son rôle de principal centre économique du pays, Kinshasa reste confrontée à une pauvreté persistante. Selon les données officielles de l'OCDD, **l'incidence de la pauvreté est passée de 36,3 % en 2020 à 46,6 % en 2024**, soit une augmentation de **10,3 points de pourcentage**, témoignant d'une dégradation des conditions de vie d'une partie importante des ménages.

Bien que Kinshasa bénéficie d'investissements publics relativement plus importants que les autres provinces, les consultations citoyennes organisées dans le cadre de l'ENV 2026 mettent en évidence des écarts significatifs entre les performances mesurées par les indicateurs officiels et les réalités vécues par les populations, en particulier dans les communes périphériques où les déficits d'infrastructures et de services demeurent les plus marqués.

Les analyses citoyennes révèlent ainsi que les progrès enregistrés dans certains secteurs restent insuffisamment perceptibles au niveau communautaire. Les participants attribuent cette situation aux fortes inégalités territoriales, à la qualité insuffisante des services publics, au déficit d'investissements dans les infrastructures urbaines, à la faiblesse des mécanismes de gouvernance locale et à la progression de la pauvreté urbaine. Cette lecture territorialisée permet de compléter les données officielles de l'OCDD par une analyse qualitative des réalités vécues par les populations, conformément à l'approche retenue pour ce premier rapport alternatif des OSC sur l'ENV 2026.

Les sections suivantes présentent l'analyse des performances de la province par groupes d'ODD (1 à 4 ; 6 à 9 ; 11, 16 et 17), en croisant les indicateurs officiels de l'OCDD avec les résultats des consultations citoyennes menées auprès des organisations de la société civile.

Tableau 3.1. Quelques indicateurs officiels retenus dans l'ENV 2026/Kinshasa

Domaine	Evolution officielle	Tendances
Eau potable (ODD6 - mebq)	12,7 % → 4,7 %	Baisse
Accès électricité (ODD7 - _paae)	11,6 % → 48,2 %	Hausse
Sous-emploi (ODD8- _tsev)	46,4 % → 60,4 %	Hausse
Population vivant dans les taudis (ODD11 -puvt)	53,7 % → 60,6 %	hausse

Source : OCDD, ENV 2026

Les données officielles montrent une amélioration de certains services urbains, notamment l'accès à l'électricité, mais également une dégradation d'autres indicateurs, notamment liés à l'eau.

3.1.2. SYNTHESE GENERALE DES RESULTATS DE KINSHASA

Tableau 3.2. Synthèse des analyses citoyennes par groupe d'ODD

Groupe d'ODD	Niveau d'évolution observé	Appréciation citoyenne
ODD 1–4	Progrès limités	Les indicateurs s'améliorent lentement mais les conditions de vie restent préoccupantes.

ODD 6–9	Evolution contrastée	Les infrastructures progressent moins vite que la croissance urbaine.
ODD 11–17	Gouvernance en amélioration partielle	Les services administratifs évoluent mais les inégalités territoriales persistent.

3.1.3. ANALYSE DES ODD 1 A 4 : PAUVRETE, SECURITE ALIMENTAIRE, SANTE ET EDUCATION

Tableau 3.3. Synthèse des analyses citoyennes de Kinshasa ODD 1 à 4

ODD	Constats citoyens	Principaux défis	Priorités exprimées
ODD 1	Hausse de la pauvreté malgré plusieurs programmes publics ²	Faible ciblage des bénéficiaires, faible transparence, absence de protection sociale	Renforcer les mécanismes de ciblage, améliorer la gouvernance des programmes sociaux
ODD 2	Insécurité alimentaire persistante	Difficultés d'approvisionnement, faible soutien à l'agriculture urbaine et familiale	Soutenir la production alimentaire locale et la nutrition
ODD 3	Services sanitaires insuffisants	Infrastructures saturées, coûts élevés des soins, insuffisance du personnel	Renforcer les soins de santé primaires et la couverture sanitaire
ODD 4	Accès amélioré mais qualité insuffisante	Dégradation des infrastructures scolaires, insuffisance des enseignants, coût élevé de certains services	Investir dans la qualité de l'éducation

Analyse narrative

Les consultations citoyennes montrent que la pauvreté demeure l'une des principales préoccupations des ménages de Kinshasa. Malgré la multiplication des programmes d'appui socio-économique et l'augmentation progressive du budget national, les participants considèrent que les bénéfices demeurent limités pour les populations les plus vulnérables.

Les OSC dénoncent notamment des insuffisances dans le ciblage des bénéficiaires, une faible transparence des procédures de sélection, des difficultés d'accès aux financements productifs ainsi que des exigences administratives souvent inadaptées aux capacités des populations défavorisées.

Sur le plan alimentaire, les participants estiment que la sécurité alimentaire se dégrade dans plusieurs communes périphériques où de nombreux ménages réduisent désormais le nombre quotidien de repas. Les dispositifs communautaires de surveillance nutritionnelle restent insuffisamment soutenus tandis que les structures locales de développement agricole disposent de moyens très limités.

En matière de santé, les progrès observés dans certains indicateurs officiels ne reflètent pas entièrement les difficultés rencontrées par les usagers. Les consultations mettent en évidence la saturation des infrastructures sanitaires, l'insuffisance du personnel qualifié, le

² L'incidence de la pauvreté est passée de 36,3 % en 2020 à 46,6 % en 2024 (source, OCDD – ENV 2026)

coût élevé des soins, la faible disponibilité des médicaments essentiels et les difficultés de mise en œuvre effective de la Couverture Santé Universelle.

Concernant l'éducation, les participants reconnaissent une progression des taux de scolarisation, mais soulignent que cette évolution quantitative ne s'accompagne pas d'une amélioration suffisante de la qualité de l'enseignement. Les infrastructures scolaires demeurent insuffisantes, les équipements pédagogiques restent limités et plusieurs charges continuent d'être supportées par les parents malgré les politiques de gratuité.

Message clé ODD 1 à 4 de Kinshasa

Malgré certains progrès statistiques, les populations de Kinshasa continuent de faire face à une pauvreté persistante, une insécurité alimentaire croissante et une qualité insuffisante des services sociaux de base.

3.1.4. ANALYSE DES ODD 6 A 9 : EAU, ENERGIE, EMPLOI ET INFRASTRUCTURES

Tableau 3.4. Synthèse des analyses citoyennes de Kinshasa

ODD	Constats citoyens	Défis principaux	Priorités
ODD 6	Dégradation de l'accès à l'eau potable et insuffisance de l'assainissement	Urbanisation rapide, infrastructures insuffisantes	Investissements dans l'eau, l'assainissement et la gestion intégrée des ressources en eau
ODD 7	Accès énergétique en progression mais insuffisant	Coût élevé de l'électricité, couverture limitée	Développer les énergies renouvelables et améliorer la desserte
ODD 8	Dégradation du marché du travail	Chômage des jeunes, sous-emploi, secteur informel	Promotion de l'emploi productif et de l'entrepreneuriat
ODD 9	Retard des infrastructures	Mauvais état des routes et faible entretien	Moderniser les infrastructures urbaines

Analyse narrative

Les consultations citoyennes montrent que l'accès durable à l'eau potable demeure un défi majeur pour Kinshasa. Bien que certaines améliorations soient observées, l'urbanisation rapide dépasse largement le rythme de développement des infrastructures hydrauliques. Dans plusieurs communes périphériques, les populations continuent de recourir à des forages privés ou à des sources non sécurisées.

Les acteurs de la société civile soulignent également que les indicateurs nationaux prennent principalement en compte l'eau de boisson et reflètent insuffisamment les enjeux liés à l'assainissement urbain, à la gestion des eaux usées et aux inondations récurrentes.

Concernant l'énergie, les participants reconnaissent une amélioration progressive de l'accès à l'électricité, mais considèrent que les coûts demeurent prohibitifs pour une grande partie des ménages. Les interruptions fréquentes de service et la couverture incomplète des quartiers périphériques limitent les effets positifs des investissements réalisés.

En matière d'emploi, les analyses citoyennes mettent en évidence une aggravation du chômage, notamment chez les jeunes diplômés. La forte expansion du secteur informel

traduit l'insuffisance des opportunités économiques formelles et contribue à la précarisation des conditions de travail.

Les infrastructures de transport demeurent insuffisantes pour accompagner l'expansion urbaine. Les routes secondaires sont souvent dégradées, les embouteillages deviennent chroniques et les nouveaux quartiers restent faiblement desservis.

Message clé ODD 6 à 9 de Kinshasa

La croissance démographique de Kinshasa, estimée à plus de 20 millions d'habitants, dépasse le rythme des investissements dans les infrastructures essentielles, comme en témoigne l'augmentation de 12,8 % de la proportion de la population vivant dans des quartiers précaires (indice ODD 11 : 53,7% en 2014 contre 60,6% en 2016).

3.1.5. ANALYSE DES ODD 11, 16 ET 17 : VILLES DURABLES, GOUVERNANCE ET PARTENARIATS.

Tableau 3.5. Synthèse des analyses citoyennes de Kinshasa

ODD	Constats citoyens	Défis principaux	Priorités
ODD 11	Urbanisation non maîtrisée ³	Habitat précaire, pression foncière, services insuffisants	Planification urbaine et logement
ODD 16	Amélioration progressive des services administratifs	Gouvernance locale, accès aux services publics	Renforcer la transparence et la redevabilité
ODD 17	Partenariats encore insuffisants	Faible coordination, accès limité aux technologies	Renforcer les partenariats multi-acteurs

Analyse narrative

Les analyses citoyennes montrent que l'urbanisation rapide de Kinshasa accentue la prolifération des quartiers précaires, la pression sur les infrastructures sociales et les difficultés d'accès aux services essentiels. Les populations dénoncent également l'occupation anarchique des espaces publics et la dégradation progressive du cadre de vie.

En matière de gouvernance, les participants reconnaissent une amélioration des services de l'état civil, notamment en ce qui concerne l'enregistrement des naissances. Toutefois, ils estiment que des efforts importants restent nécessaires pour renforcer la transparence administrative, améliorer l'accès aux services publics et accroître la participation citoyenne.

Les partenariats pour la mise en œuvre des ODD demeurent insuffisamment structurés. Les OSC soulignent notamment le coût élevé de l'accès à Internet, les disparités de couverture numérique et la faible coordination entre les différents acteurs du développement.

³ L'indice relatif à l'habitat précaire est passé de 53,7% en 2014 à 60,6% en 2016, traduisant une progression de l'urbanisation non planifiée et des quartiers précaires.

Elles recommandent également un suivi citoyen renforcé des grands programmes publics, notamment à travers des mécanismes d'audit social et de redevabilité.

Encadré 3.1. Principaux messages issus des consultations citoyennes de Kinshasa

Message 1 : Les progrès statistiques doivent être accompagnés d'améliorations concrètes et perceptibles dans les conditions de vie des populations.

Message 2 : La planification urbaine doit anticiper la croissance démographique afin de réduire les inégalités d'accès aux services essentiels.

Message 3 : La qualité des services publics (éducation, santé, eau, énergie) doit devenir une priorité nationale.

Message 4 : La gouvernance participative et la redevabilité constituent des leviers essentiels pour accélérer la réalisation des ODD.



Figure 3.2 Consultation des organisations de la société civile sur les ODD à Kinshasa.

Source : CNONGD, consultations citoyennes ENV 2026.

3.1.6. RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES POUR LA PROVINCE DE KINSHASA

Domaine	Recommandations prioritaires
Protection sociale	Renforcer le ciblage, la transparence et l'efficacité des programmes sociaux.
Sécurité alimentaire	Soutenir l'agriculture urbaine et les initiatives communautaires de nutrition.
Santé	Accroître les investissements dans les infrastructures, les ressources humaines et la couverture sanitaire universelle.

Éducation	Améliorer la qualité des infrastructures, des équipements et de la formation des enseignants.
Eau et assainissement	Développer les réseaux d'eau potable, les infrastructures d'assainissement et une gestion intégrée des ressources en eau.
Énergie	Étendre l'accès à une énergie fiable et abordable, en privilégiant les solutions renouvelables.
Emploi	Mettre en œuvre des politiques favorisant l'emploi des jeunes et l'entrepreneuriat.
Infrastructures	Moderniser les routes urbaines et les transports publics.
Gouvernance	Renforcer la transparence, la participation citoyenne et les mécanismes de redevabilité.
Partenariats	Développer les partenariats entre l'État, les OSC, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers.

3.2. RESULTATS DES CONSULTATIONS DE LA PROVINCE DU NORD-KIVU

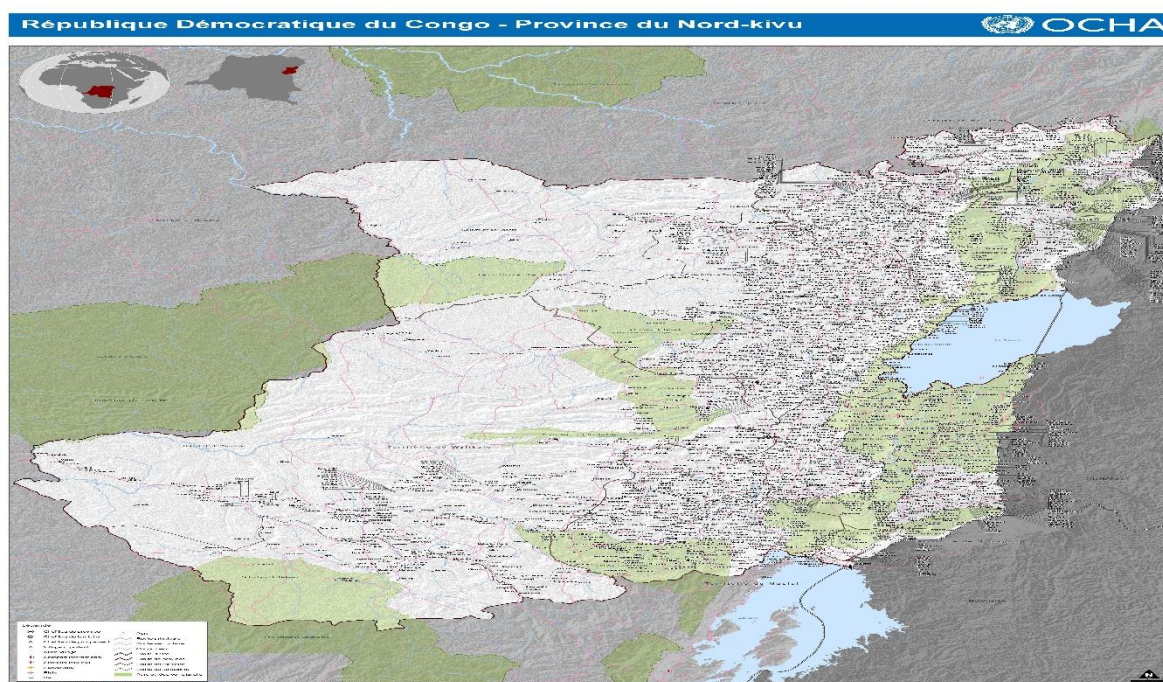


Figure 3.3 Carte de la province du Nord Kivu, ciblée par les consultations citoyennes du CNONGD dans le cadre de l'ENV 2026.

Source : CNONGD, 2026.

3.2.1. PRESENTATION GENERALE DE LA PROVINCE DU NORD KIVU

Le Nord-Kivu occupe une place stratégique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en République démocratique du Congo. Province frontalière à fort potentiel agricole, minier, énergétique et touristique, elle contribue de manière significative à l'économie nationale. Toutefois, depuis plusieurs décennies, elle est confrontée à une crise sécuritaire persistante marquée par les conflits armés, les déplacements massifs de populations, les catastrophes naturelles et les crises sanitaires récurrentes.

Au moment de l'ENV 2026, la province connaît une aggravation de cette situation avec l'agression de l'armée Rwandaise et l'occupation de plusieurs territoires par des groupes armés dont l'AFC-M23, entraînant l'effondrement de nombreux services publics, la fermeture d'entreprises, la destruction d'infrastructures et une forte détérioration des conditions de vie.

Les données officielles de l'OCDD traduisent une dégradation de plusieurs indicateurs de développement. La **proportion de la population utilisant un service de base d'eau potable** est passée de **24,6 % en 2014 à 19,3 % en 2024**, soit une diminution de **5,3 points de pourcentage**, illustrant les difficultés croissantes d'accès aux services essentiels. Par ailleurs, **l'indice relatif à la population vivant dans des quartiers précaires** est passé de **26,4% en 2014 à 31,7% en 2016**, soit une augmentation d'environ **20 %**, reflétant l'urbanisation rapide et la pression exercée par l'arrivée massive de personnes déplacées, notamment dans l'agglomération de Goma.

Les consultations citoyennes organisées dans le cadre du rapport alternatif montrent que les progrès enregistrés dans certains indicateurs officiels restent largement insuffisants au regard de l'ampleur de la crise humanitaire et des besoins des populations. Les participants soulignent que les déplacements forcés de populations, l'insécurité alimentaire, la destruction des moyens de subsistance, les perturbations des services de santé et d'éducation ainsi que la fermeture de nombreuses activités économiques limitent fortement les progrès vers les Objectifs de développement durable.

Dans ce contexte de fragilité prolongée, les analyses ci-après examinent les performances de la province par groupes d'ODD (1 à 4 ; 6 à 9 ; 11, 16 et 17), en croisant les indicateurs officiels de l'OCDD avec les enseignements issus des consultations citoyennes menées auprès des organisations de la société civile.

Tableau 3.6. Quelques indicateurs officiels retenus dans l'ENV 2026

Domaine	Valeur	Tendances
Eau de surface (ODD6 - pebs)	24,6 % → 19,3 %	Baisse
Electricité (ODD7 - paae)	6,1 % → 14,6 %	Hausse
Sous-emploi (ODD8 - tsev)	15,2% → 17,3%	Hausse
Habitat précaire (ODD11 -puvt)	26,4 % → 31,7 %	Hausse

Source : OCDD – ENV 2026

Malgré quelques progrès observés, les données restent fortement influencées par le contexte sécuritaire.

3.2.2. SYNTHESE GENERALE DES RESULTATS DU NORD KIVU

Tableau 3.7. Synthèse des analyses citoyennes du Nord Kivu par groupe d'ODD

Groupe d'ODD	Niveau d'évolution observé	Appréciation citoyenne
ODD 1–4	Forte dégradation	Les conflits armés compromettent les progrès en matière de lutte contre la pauvreté, de sécurité alimentaire, de santé et d'éducation.
ODD 6–9	Situation très préoccupante	Les infrastructures, les services essentiels et l'économie sont fortement affectés par l'insécurité.

ODD 11–17	Gouvernance fragilisée	Les déplacements de populations, la crise institutionnelle et la baisse des financements limitent la mise en œuvre des ODD.
------------------	------------------------	---

3.2.3. ANALYSE DES ODD 1 A 4 : PAUVRETE, SECURITE ALIMENTAIRE, SANTE ET EDUCATION

Tableau 3.8. Synthèse des analyses citoyennes du Nord Kivu

ODD	Constats citoyens	Principaux défis	Priorités exprimées
ODD 1	Aggravation de la pauvreté liée aux conflits et aux déplacements ⁴	Perte des moyens d'existence, chômage, destruction des activités économiques	Relance économique, protection sociale et soutien aux ménages vulnérables
ODD 2	Forte insécurité alimentaire	Déplacement des agriculteurs, abandon des terres, malnutrition	Soutien à la production agricole, nutrition et aide alimentaire ciblée
ODD 3	Dégradation des services de santé	Destruction d'infrastructures, pénurie de personnel et de médicaments	Réhabilitation des structures sanitaires et renforcement de la couverture sanitaire
ODD 4	Forte perturbation du système éducatif	Fermeture d'écoles, déplacements des enseignants et des élèves	Continuité de l'éducation en situation de crise et réhabilitation des écoles

Analyse narrative

Les consultations citoyennes mettent en évidence une aggravation de la pauvreté dans l'ensemble de la province. Les conflits armés, les déplacements forcés, la fermeture des entreprises et l'abandon des activités agricoles ont profondément fragilisé les moyens de subsistance des ménages. Les femmes, les jeunes, les personnes vivant avec handicap ainsi que les personnes déplacées internes figurent parmi les groupes les plus touchés.

La sécurité alimentaire connaît une détérioration importante. Les déplacements massifs des populations, l'insécurité dans les zones de production agricole, les difficultés d'accès aux marchés et les perturbations des chaînes d'approvisionnement contribuent à une augmentation de la malnutrition et de la vulnérabilité alimentaire. Les participants soulignent que plusieurs ménages ont perdu leurs terres agricoles ou ne peuvent plus les exploiter en raison de l'insécurité.

Le secteur de la santé reste confronté à de multiples défis. Les infrastructures sanitaires ont subi des destructions ou fonctionnent avec des capacités réduites. Les difficultés d'approvisionnement en médicaments, la pénurie de personnel qualifié, les déplacements des agents de santé et la diminution des financements internationaux affectent la continuité des soins, notamment pour les personnes vivant avec le VIH et les populations déplacées.

L'éducation demeure fortement perturbée. Dans plusieurs territoires, les établissements scolaires ont été fermés, occupés ou détruits, tandis que les déplacements des enseignants et des élèves compromettent la continuité des apprentissages. Les consultations soulignent

⁴ Les conflits armés et les déplacements massifs aggravent la pauvreté multidimensionnelle, comme l'illustrent la baisse de 21,5 % de l'accès à l'eau potable (24,6 % à 19,3 %) et la hausse de 20,1 % de l'habitat précaire (26,4% à 31,7%), source OCDD, ENV 2026

également l'insuffisance des infrastructures scolaires, du matériel pédagogique et des ressources humaines qualifiées.

Message clé ODD 1 à 4 du Nord Kivu

Les conflits armés constituent aujourd'hui le principal facteur de recul des ODD sociaux au Nord-Kivu, en compromettant durablement la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation.

3.2.4. ANALYSE DES ODD 6 A 9 : EAU, ENERGIE, EMPLOI ET INFRASTRUCTURES

Tableau 3.9. Synthèse des analyses citoyennes du Nord Kivu

ODD	Constats citoyens	Défis principaux	Priorités
ODD 6	Accès limité à l'eau potable et infrastructures dégradées	Destruction des réseaux, déplacements des populations, faible assainissement	Réhabilitation des infrastructures hydrauliques et amélioration des services WASH
ODD 7	Faible accès à une énergie moderne	Couverture électrique limitée, coût élevé de l'électricité	Développement des infrastructures énergétiques et des énergies renouvelables
ODD 8	Effondrement du tissu économique	Chômage, fermeture d'entreprises, baisse des investissements	Relance économique, soutien aux PME et création d'emplois
ODD 9	Dégradation avancée des infrastructures	Routes impraticables, enclavement, faible entretien	Réhabilitation des routes et désenclavement des territoires

Analyse narrative

L'accès à l'eau potable demeure un défi majeur au Nord-Kivu. Si certaines améliorations sont observées dans les centres urbains grâce à de nouveaux réseaux d'adduction, de nombreuses infrastructures ont été détruites ou abandonnées dans les territoires affectés par les conflits. Les déplacements de populations accentuent la pression sur les installations existantes, tandis que les femmes, les enfants et les personnes âgées parcourent de longues distances pour accéder à l'eau.

L'accès à l'énergie reste très limité, particulièrement dans les zones rurales. Les consultations relèvent une couverture électrique insuffisante, des interruptions fréquentes de service et un coût élevé de l'électricité. Dans plusieurs territoires, les ménages continuent de dépendre du bois de chauffe ou du pétrole comme principales sources d'énergie.

Le marché du travail est fortement affecté par l'insécurité. La fermeture des entreprises, le départ des investisseurs, l'arrêt de nombreuses activités économiques et l'insécurité dans les zones minières ont provoqué une hausse importante du chômage et du sous-emploi. Les jeunes apparaissent particulièrement vulnérables, avec une augmentation des activités informelles, de la délinquance et des risques de recrutement par des groupes armés.

Les infrastructures routières connaissent une dégradation avancée. Les routes nationales et de desserte agricole sont souvent impraticables, limitant l'accès aux marchés, aux services sociaux et aux zones de production. Les participants dénoncent également le faible entretien des infrastructures malgré la perception de taxes routières.

Message clé ODD 6 à 9 du Nord Kivu

Sans rétablissement de la sécurité et investissements massifs dans les infrastructures, les progrès des ODD économiques resteront durablement compromis au Nord-Kivu.

3.2.5. ANALYSE DES ODD 11, 16 ET 17 : VILLES DURABLES, GOUVERNANCE ET PARTENARIATS

Tableau 3.10. Synthèse des analyses citoyennes du Nord Kivu par ODD

ODD	Constats citoyens	Défis principaux	Priorités
ODD 11	Urbanisation sous pression des déplacements	Habitat précaire, saturation des services urbains	Planification urbaine intégrant les déplacés et les collectivités locales
ODD 16	Gouvernance fragilisée par le conflit	Fonctionnement limité des institutions, accès difficile à l'état civil et à la justice	Renforcer les institutions publiques et protéger les droits des populations
ODD 17	Partenariats fragilisés	Réduction des financements, faible coordination et fracture numérique	Renforcer la coordination des acteurs et assurer un financement durable des ODD

Analyse narrative

Les consultations citoyennes montrent que les villes de Goma, Beni et Butembo subissent une forte pression démographique liée aux déplacements de populations. Les familles d'accueil accueillent un nombre croissant de personnes déplacées, entraînant une saturation des logements, des infrastructures sociales et des services urbains. Les données disponibles restent insuffisamment désagrégées pour refléter la diversité des situations locales, notamment dans les entités territoriales décentralisées.

En matière de gouvernance, les conflits armés limitent le fonctionnement normal des institutions publiques. L'accès aux services de l'état civil demeure inégal, en particulier dans les zones sous contrôle de groupes armés ou d'autorités de facto, où se pose la question de la reconnaissance des documents administratifs. Les participants soulignent également les difficultés d'accès à la justice, les pratiques de monnayage de certains services publics et la faible information des populations sur leurs droits.

Les partenariats pour le développement sont fortement affectés par la réduction de certains financements internationaux et les difficultés d'accès aux zones les plus enclavées. Les consultations mettent néanmoins en évidence plusieurs initiatives locales prometteuses, telles que le développement de réseaux d'eau communautaires, l'utilisation accrue de solutions solaires dans certaines localités, le renforcement de la coordination humanitaire par les clusters sectoriels et les efforts des organisations locales pour maintenir les services essentiels malgré le contexte de crise.

Encadré 3.2. Principaux messages issus des consultations citoyennes du Nord-Kivu

Message 1 : Le rétablissement de la paix et de la sécurité constitue la condition préalable à l'accélération des ODD dans la province.

Message 2 : Les interventions humanitaires doivent être progressivement articulées avec des actions de relèvement durable et de développement local.

Message 3 : Les investissements dans les infrastructures, les services sociaux de base et la relance économique doivent cibler prioritairement les territoires les plus affectés par les conflits.

Message 4 : Les mécanismes de gouvernance, de redevabilité et de coordination entre les acteurs publics, les partenaires et les organisations de la société civile doivent être renforcés afin de garantir une mise en œuvre plus efficace et inclusive des Objectifs de Développement Durable.



Figure 3.4. Consultation des organisations de la société civile sur les ODD à Goma.

Source : CNONGD, consultations citoyennes ENV 2026.

3.2.6. RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES POUR LA PROVINCE DU NORD-KIVU

Domaine	Recommandations prioritaires
Protection sociale	Mettre en place des mécanismes de protection sociale adaptés aux personnes déplacées, aux ménages vulnérables et aux communautés affectées par les conflits.
Sécurité alimentaire	Soutenir la relance agricole, sécuriser l'accès aux terres, renforcer les programmes de nutrition et favoriser la résilience des ménages ruraux.
Santé	Réhabiliter les infrastructures sanitaires, renforcer les ressources humaines, sécuriser les chaînes d'approvisionnement en médicaments et garantir la continuité des soins dans les zones de crise.
Éducation	Réhabiliter les écoles, assurer la continuité pédagogique en contexte d'urgence et renforcer les capacités des enseignants.
Eau et assainissement	Restaurer les infrastructures hydrauliques, développer les systèmes communautaires d'approvisionnement en eau potable et améliorer les services d'hygiène et d'assainissement.
Énergie	Étendre l'accès à une énergie fiable, promouvoir les mini-réseaux, les solutions solaires et valoriser durablement le potentiel énergétique provincial.
Emploi	Soutenir les PME, les coopératives, les chaînes de valeur agricoles et minières responsables, ainsi que l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.
Infrastructures	Réhabiliter les routes nationales et de desserte agricole, désenclaver les territoires prioritaires et renforcer la maintenance des infrastructures.

Gouvernance	Restaurer le fonctionnement des services publics, améliorer l'accès à l'état civil, renforcer la transparence et garantir la protection des droits dans les zones affectées par les conflits.
Partenariats	Renforcer la coordination entre les pouvoirs publics, les partenaires techniques et financiers, les acteurs humanitaires et les organisations de la société civile, tout en assurant un financement durable et équitable des interventions.

3.3 RESULTATS DES CONSULTATIONS DE LA PROVINCE DU KWILU

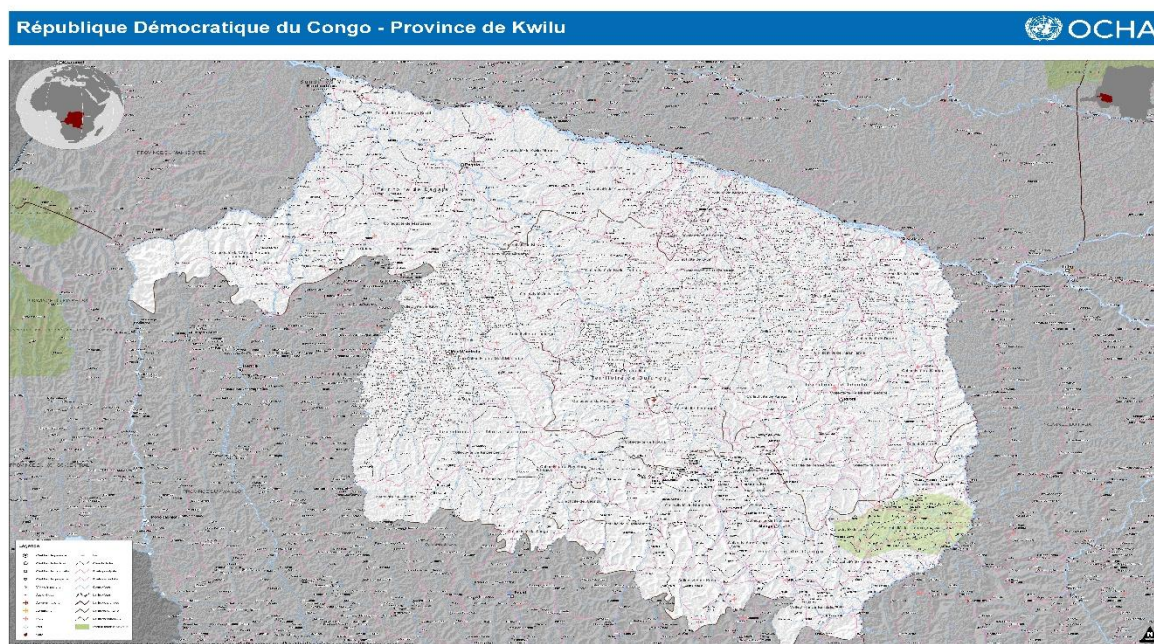


Figure 3.5. Carte de province du Kwilu, ciblée par les consultations citoyennes du CNONGD dans le cadre de l'ENV 2026.

Source : CNONGD, 2026.

3.3.1. PRESENTATION GENERALE DE LA PROVINCE DU KWILU

La province du **Kwilu** constitue l'un des principaux bassins agricoles de la République démocratique du Congo. Son économie repose essentiellement sur l'agriculture familiale, l'élevage, la pêche artisanale, le petit commerce et les activités rurales. Malgré ses importantes potentialités agricoles, la province demeure confrontée à une pauvreté structurelle, à un faible niveau d'investissements publics, à un déficit d'infrastructures de base et à un accès limité aux services sociaux essentiels.

Les données officielles de l'OCDD exploitées dans le cadre des consultations provinciales mettent en évidence d'importants déficits de développement dans le Kwilu. Le taux de pauvreté est passé de **76,7 % en 2020** à **84,9 % en 2024**, soit une aggravation de **10,7 %**, tandis que la proportion des zones en insécurité alimentaire a augmenté de **28,6 % en 2022** à **31,4 % en 2023** (+9,8 %). Par ailleurs, l'accès à l'eau potable demeure particulièrement faible, l'indicateur provincial étant passé de **21,4 % en 2014** à **18,7 % en 2024**, soit une baisse de **12,6 %**. Ces résultats confirment que les performances enregistrées restent insuffisantes pour

répondre aux besoins d'une population majoritairement rurale dont les moyens d'existence reposent essentiellement sur l'agriculture familiale.

Les consultations citoyennes organisées dans le cadre de l'ENV 2026 montrent que les défis de développement sont davantage liés aux insuffisances structurelles qu'aux situations de conflit. Les participants soulignent que les faibles performances observées dans plusieurs secteurs résultent principalement du manque d'investissements, de la faible valorisation du potentiel agricole, de l'insuffisance des infrastructures routières, énergétiques et hydrauliques, ainsi que de la faiblesse des services publics.

Les organisations de la société civile estiment que le Kwilu dispose d'importantes opportunités pour accélérer la réalisation des ODD, à condition de renforcer les investissements dans les infrastructures rurales, la transformation agricole, la gouvernance locale et les services sociaux de base.

Les sections suivantes présentent l'analyse des performances de la province par groupes d'ODD (1 à 4 ; 6 à 9 ; 11, 16 et 17), en croisant les indicateurs officiels de l'OCDD avec les résultats des consultations citoyennes menées auprès des organisations de la société civile.

Tableau 3.11. Quelques indicateurs officiels retenus dans l'ENV 2026

Domaine	Valeur	Tendances
Eau de surface (ODD6 - pebs)	21,4 % → 18,7 %	Baisse
Electricité (ODD7 - paae)	4,2 % → 12,8 %	Hausse
Sous-emploi (ODD8 - tsev)	11,7% → 14,6%	Hausse
Habitat précaire (ODD11 -puvt)	21,8 % → 24,4 %	Hausse

Source : OCDD, ENV - 2026

3.3.2. SYNTHESE GENERALE DES RESULTATS DE LA PROVINCE DU KWILU

Tableau 3.12. Synthèse des analyses citoyennes du Kwilu par groupe d'ODD.

Groupe d'ODD	Niveau d'évolution observé	Appréciation citoyenne
ODD 1–4	Progrès limités	La pauvreté demeure élevée malgré un fort potentiel agricole ; les services sociaux restent insuffisants.
ODD 6–9	Retard structurel	Les infrastructures d'eau, d'énergie, de transport et d'appui à l'économie locale demeurent très insuffisantes.
ODD 11–17	Gouvernance en amélioration progressive	Les capacités institutionnelles évoluent lentement mais restent limitées par le manque de ressources et de coordination.

3.3.2. ANALYSE DES ODD 1 A 4 : PAUVRETE, SECURITE ALIMENTAIRE, SANTE ET EDUCATION

Tableau 3.13. Synthèse des analyses citoyennes du Kwilu

ODD	Constats citoyens	Principaux défis	Priorités exprimées
ODD 1	Pauvreté persistante malgré un fort potentiel agricole	Faibles revenus, faible accès au crédit, faible valorisation des productions agricoles	Soutenir les producteurs, développer les chaînes de valeur

			agricoles et renforcer la protection sociale
ODD 2	Insécurité alimentaire localisée et faible productivité agricole	Difficultés d'accès aux intrants, faible mécanisation, enclavement des zones de production	Moderniser l'agriculture familiale et améliorer la sécurité alimentaire
ODD 3	Offre de soins insuffisante	Infrastructures vétustes, manque de personnel qualifié et d'équipements	Renforcer les infrastructures sanitaires et la couverture sanitaire universelle
ODD 4	Accès à l'éducation amélioré mais qualité insuffisante	Déficit d'infrastructures scolaires, manque d'enseignants et de matériels pédagogiques	Investir dans la qualité de l'éducation et les infrastructures scolaires

Analyse narrative

Les consultations citoyennes révèlent que la pauvreté demeure largement répandue dans la province du Kwilu, en dépit de son important potentiel agricole. Les ménages ruraux restent confrontés à de faibles revenus, à un accès limité au crédit agricole, à la faible transformation des produits agricoles et à la difficulté d'écouler les productions vers les marchés en raison de l'état des routes.

La sécurité alimentaire repose essentiellement sur l'agriculture familiale. Toutefois, les participants soulignent que les faibles rendements agricoles, le manque d'intrants de qualité, l'insuffisance de mécanisation, les pertes post-récolte et les difficultés d'accès aux marchés limitent fortement la contribution du secteur agricole à la réduction de la pauvreté.

Dans le secteur de la santé, les consultations mettent en évidence une insuffisance persistante des infrastructures sanitaires, des équipements médicaux et du personnel qualifié, particulièrement dans les zones rurales. Les populations continuent de parcourir de longues distances pour accéder aux services de santé, tandis que le coût des soins demeure un obstacle majeur pour les ménages les plus vulnérables.

En matière d'éducation, les participants reconnaissent les efforts réalisés pour améliorer l'accès à la scolarisation, mais estiment que la qualité de l'enseignement demeure insuffisante. Les écoles souffrent d'un déficit d'infrastructures, de matériels didactiques, de personnel qualifié et d'investissements dans la formation continue des enseignants.

Message clé ODD 1 à 4 du Kwilu

Le Kwilu dispose d'un potentiel agricole considérable, mais celui-ci reste insuffisamment valorisé pour réduire durablement la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations.

3.3.3. ANALYSE DES ODD 6 à 9 : EAU, ENERGIE, EMPLOI ET INFRASTRUCTURES

Tableau 3.14. Synthèse des analyses citoyennes du Kwilu par ODD 6, 7, 8 et 9

ODD	Constats citoyens	Défis principaux	Priorités
ODD 6	Faible accès à l'eau potable et à l'assainissement	Infrastructures insuffisantes et faible maintenance	Développer les systèmes d'adduction d'eau et les ouvrages d'assainissement
ODD 7	Très faible couverture énergétique	Électrification limitée, dépendance au bois-énergie	Développer les mini-réseaux et les énergies renouvelables
ODD 8	Faible création d'emplois	Agriculture peu productive, faible industrialisation	Soutenir l'entrepreneuriat rural et la transformation agricole
ODD 9	Enclavement important	Mauvais état des routes et insuffisance des infrastructures économiques	Désenclaver les territoires et améliorer les infrastructures de transport

Analyse narrative

L'accès à l'eau potable demeure insuffisant dans de nombreuses localités rurales. Les participants signalent la faible couverture des réseaux d'adduction d'eau, l'insuffisance des ouvrages hydrauliques et les difficultés de maintenance des infrastructures existantes. Cette situation expose les populations aux maladies hydriques et accentue les charges supportées par les femmes et les enfants.

L'accès à l'énergie constitue un autre défi majeur. La plupart des localités rurales ne disposent pas d'un accès régulier à l'électricité, ce qui limite le développement des activités économiques, de la transformation agricole et des services sociaux. Les consultations recommandent le développement de solutions énergétiques décentralisées, notamment à travers les mini-réseaux et les énergies renouvelables.

Sur le plan économique, les participants considèrent que le faible développement des chaînes de valeur agricoles, le manque d'industries de transformation et les difficultés d'accès au financement freinent fortement la création d'emplois productifs. Les jeunes sont particulièrement touchés par le chômage et le sous-emploi.

Les infrastructures routières restent l'un des principaux obstacles au développement du Kwilu. L'état des routes de desserte agricole limite l'évacuation des productions, renchérit les coûts de transport et réduit les possibilités d'investissement dans les territoires ruraux.

Message clé ODD 6 à 9 du Kwilu

L'amélioration des infrastructures rurales constitue la principale condition pour valoriser le potentiel économique du Kwilu et accélérer la réalisation des ODD.

3.3.4. ANALYSE DES ODD 11, 16 ET 17 : VILLES DURABLES, GOUVERNANCE ET PARTENARIATS

Tableau 3.15. Synthèse des analyses citoyennes du Kwilu par ODD 11 , 16 et 17

ODD	Constats citoyens	Défis principaux	Priorités
ODD 11	Urbanisation progressive avec faibles infrastructures	Insuffisance des services urbains et de la planification territoriale	Renforcer la planification urbaine et les équipements collectifs
ODD 16	Capacités institutionnelles limitées	Faible accès aux services publics, insuffisance de transparence et de participation citoyenne	Renforcer la gouvernance locale et la redevabilité
ODD 17	Partenariats insuffisamment structurés	Faible coordination des interventions et mobilisation limitée des ressources	Renforcer les partenariats entre État, OSC, secteur privé et partenaires techniques

Analyse narrative

Les consultations citoyennes indiquent que les centres urbains du Kwilu connaissent une croissance progressive qui n'est pas toujours accompagnée d'une planification adéquate. Les infrastructures urbaines, les équipements collectifs et les services d'assainissement demeurent insuffisants pour répondre aux besoins d'une population en augmentation.

En matière de gouvernance, les participants reconnaissent les efforts des autorités locales mais estiment que les capacités institutionnelles restent limitées. Les mécanismes de participation citoyenne, de redevabilité et de transparence nécessitent d'être consolidés afin de renforcer la confiance entre les institutions publiques et les communautés.

Les partenariats constituent un levier essentiel pour le développement provincial. Toutefois, les organisations de la société civile observent une faible coordination entre les différents acteurs du développement et une mobilisation encore insuffisante des ressources financières destinées aux priorités locales. Elles recommandent une meilleure implication des collectivités territoriales, des organisations communautaires et du secteur privé dans la mise en œuvre des ODD.

Par ailleurs, plusieurs initiatives locales ont été mises en évidence au cours des consultations, notamment les coopératives agricoles, les associations d'épargne communautaire, les organisations paysannes et les mécanismes locaux de concertation, qui contribuent à renforcer la résilience des communautés rurales malgré les contraintes économiques.

Encadré 3.3 Principaux messages issus des consultations citoyennes du Kwilu

Message 1 : Le potentiel agricole du Kwilu constitue un levier stratégique pour la réduction de la pauvreté, à condition de renforcer les investissements dans les chaînes de valeur rurales.

Message 2 : Le désenclavement des territoires et le développement des infrastructures rurales doivent être considérés comme des priorités nationales.

Message 3 : L'amélioration de l'accès à l'eau potable, à l'énergie, aux soins de santé et à une éducation de qualité est indispensable pour accélérer la réalisation des ODD dans la province.

Message 4 : Le renforcement de la gouvernance locale, de la participation citoyenne et des partenariats multi-acteurs constitue une condition essentielle pour un développement durable et inclusif



Figure 3.6. Consultation citoyenne organisée au Kwilu dans le cadre de l'ENV 2026

Source : CNONGD, 2026

3.3.5. RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES POUR LA PROVINCE DU KWILU

Domaine	Recommandations prioritaires
Protection sociale	Renforcer les programmes de protection sociale ciblant les ménages ruraux vulnérables et les petits producteurs agricoles.
Sécurité alimentaire	Accroître les investissements dans l'agriculture familiale, l'accès aux intrants, la mécanisation, le stockage et la transformation des produits agricoles.
Santé	Construire et réhabiliter les infrastructures sanitaires, améliorer leur équipement et renforcer les ressources humaines qualifiées.
Éducation	Investir dans les infrastructures scolaires, les matériels pédagogiques et la formation continue des enseignants.

Eau et assainissement	Étendre les réseaux d'adduction d'eau potable, développer les ouvrages hydrauliques communautaires et améliorer les services d'assainissement.
Énergie	Développer l'électrification rurale à travers les mini-réseaux et les énergies renouvelables adaptées aux réalités locales.
Emploi	Promouvoir l'entrepreneuriat rural, les coopératives agricoles et les petites unités de transformation afin de créer des emplois décents.
Infrastructures	Réhabiliter les routes de desserte agricole, améliorer les infrastructures de transport et renforcer la connectivité des territoires.
Gouvernance	Renforcer les capacités des administrations locales, promouvoir la transparence, la participation citoyenne et la redevabilité.
Partenariats	Développer une coordination efficace entre les autorités publiques, les organisations de la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers afin d'accélérer la mise en œuvre des ODD.

3.4. RESULTATS DES CONSULTATIONS DE LA PROVINCE DU HAUT-KATANGA

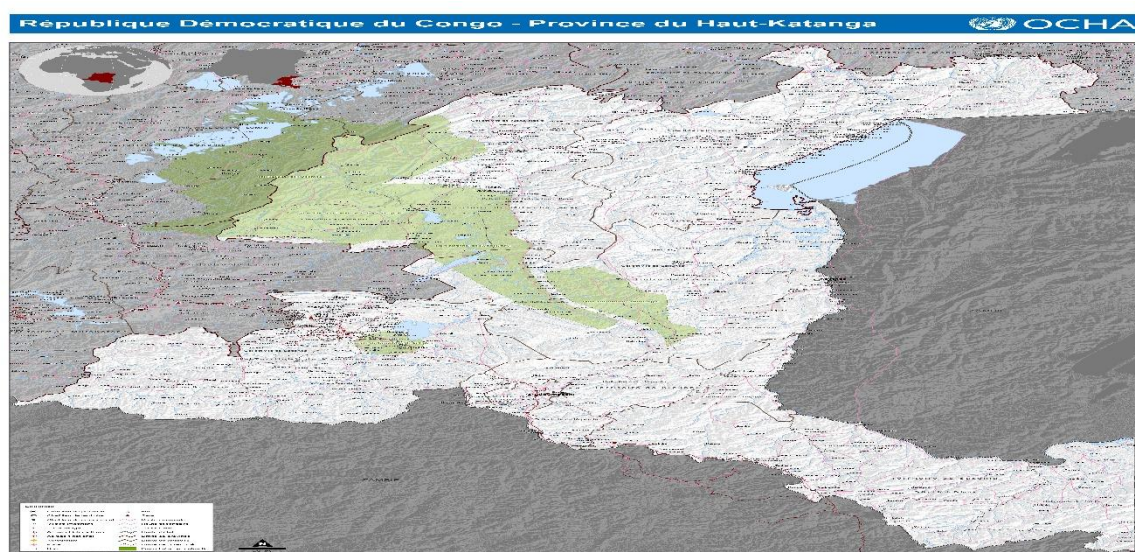


Figure 3.7. Carte de la province du Haut Katanga, ciblée par les consultations citoyennes du CNONGD dans le cadre de l'ENV 2026.

Source : CNONGD, 2026.

3.4.1. PRESENTATION GENERALE DE LA PROVINCE DU HAUT-KATANGA

Le **Haut-Katanga** constitue l'un des principaux pôles économiques de la République démocratique du Congo grâce à son important potentiel minier, industriel et commercial. La province concentre une grande partie de la production nationale de cuivre et de cobalt et joue un rôle déterminant dans les exportations du pays. Elle bénéficie également d'un réseau urbain relativement développé autour de Lubumbashi ainsi que d'importantes infrastructures

industrielles et logistiques qui en font l'un des principaux moteurs de la croissance économique nationale.

Les données officielles de l'OCDD exploitées dans le cadre des consultations provinciales montrent toutefois que cette dynamique économique ne se traduit pas systématiquement par une amélioration équitable des indicateurs de développement humain. En effet, **la proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté est passée de 44,7 % en 2020 à 63,8 % en 2024, soit une augmentation de 42,7 %**, traduisant une aggravation des conditions de vie d'une partie importante de la population. Dans le même temps, **la proportion de la population utilisant une eau de boisson provenant d'une source non améliorée est passée de 34,7 % en 2014 à 27,6 % en 2024, soit une baisse de 20,5 %**, ce qui reflète une amélioration progressive de l'accès à l'eau potable. De même, **la proportion de la population ayant accès à l'électricité est passée de 18,7 % en 2018 à 42,6 % en 2024, soit une progression de 127,8 %**, témoignant d'avancées importantes dans l'extension de la desserte électrique.

Malgré ces progrès, les consultations citoyennes réalisées dans le cadre de l'ENV 2026 mettent en évidence un paradoxe majeur : la croissance économique de la province ne profite pas encore équitablement à l'ensemble de la population. Une grande partie des ménages continue de faire face à des difficultés d'accès aux services sociaux de base, à l'emploi décent, aux infrastructures publiques et aux mécanismes de protection sociale. Les participants soulignent également que les besoins restent importants en matière de diversification économique, de création d'emplois pour les jeunes et les femmes, ainsi que de développement des infrastructures rurales.

Les organisations de la société civile estiment que les bénéfices de la croissance économique demeurent insuffisamment redistribués au profit des populations locales. Elles relèvent l'existence d'importantes disparités territoriales entre les centres urbains, relativement mieux desservis, et les territoires ruraux où les déficits d'infrastructures et de services publics restent prononcés. Les consultations mettent également en évidence les préoccupations liées aux impacts environnementaux et sociaux de l'exploitation minière, notamment en matière de gestion durable des ressources naturelles, de protection de l'environnement, de santé publique et de responsabilité sociétale des entreprises.

Les consultations provinciales montrent enfin que le Haut-Katanga dispose d'un potentiel considérable pour accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable. Les acteurs consultés recommandent de renforcer la gouvernance du secteur extractif, d'améliorer la qualité des investissements publics, de promouvoir une croissance économique plus inclusive, de soutenir la diversification de l'économie au-delà du secteur minier et de consolider les partenariats entre les pouvoirs publics, les entreprises, les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers.

À l'instar des autres provinces pilotes, les consultations montrent une forte convergence entre les données officielles de l'OCDD et les préoccupations exprimées par les parties prenantes locales. Cette complémentarité confirme la pertinence de l'approche territorialisée adoptée dans le présent rapport alternatif, qui associe l'analyse des indicateurs officiels aux réalités observées sur le terrain afin de mieux éclairer les priorités de mise en œuvre des ODD en République démocratique du Congo.

Les sections suivantes présentent l'analyse des performances de la province par groupes d'ODD (1 à 4 ; 6 à 9 ; 11, 16 et 17), en croisant les indicateurs officiels de l'OCDD avec les résultats des consultations citoyennes menées auprès des organisations de la société civile.

Tableau 3.16. Quelques indicateurs officiels retenus dans l'ENV 2026

Domaines	Valeur	Tendances
Eau de surface (ODD6 - pebs)	34,7 % → 27,6 %	Baisse
Electricité (ODD7 - paae)	18,7 % → 42,6 %	Hausse
Sous-emploi (ODD8 - tsev)	28,4% → 34,7%	Hausse
Habitat précaire (ODD11 -puvt)	34,1 % → 39,8 %	Hausse

Source : OCDD – ENV 2026

3.4.2. SYNTHÈSE GÉNÉRALE DES RÉSULTATS DE LA PROVINCE DU HAUT-KATANGA

Tableau 3.17. Synthèse d'analyses citoyennes du Haut Katanga par groupe d'ODD

Groupe d'ODD	Niveau d'évolution observé	Appréciation citoyenne
ODD 1–4	Progrès contrastés	Des améliorations sont observées dans certains secteurs, mais la pauvreté, les inégalités sociales, les insuffisances du système de santé et les défis liés à la qualité de l'éducation demeurent importants.
ODD 6–9	Potentiel élevé mais performances inégales	Les infrastructures économiques progressent, mais l'accès à l'eau, à l'énergie, à l'emploi décent et aux infrastructures de transport reste insuffisant, particulièrement dans les territoires ruraux.
ODD 11–17	Gouvernance en amélioration mais encore fragile	Les mécanismes institutionnels évoluent progressivement, mais la transparence, la participation citoyenne, la redevabilité et la coordination des partenariats nécessitent d'être renforcées.

3.4.3. ANALYSE DES ODD 1 à 4 : PAUVRETE, SECURITE ALIMENTAIRE, SANTE ET EDUCATION

Tableau 3.18. Synthèse des analyses citoyennes du Haut-Katanga par ODD

ODD	Constats citoyens	Principaux défis	Priorités exprimées
ODD 1	Persistance de la pauvreté malgré les ressources minières	Inégalités de revenus, faible redistribution des richesses, protection sociale limitée	Renforcer les politiques de réduction de la pauvreté et les mécanismes de protection sociale
ODD 2	Insécurité alimentaire persistante dans plusieurs territoires	Faible productivité agricole, accès limité aux intrants, dépendance alimentaire	Soutenir l'agriculture familiale et améliorer les chaînes de valeur agricoles

ODD 3	Accès encore insuffisant aux soins de qualité	Infrastructures sanitaires insuffisantes, coûts élevés des soins, manque de personnel qualifié	Renforcer les infrastructures sanitaires et améliorer la couverture sanitaire universelle
ODD 4	Accès amélioré mais qualité de l'enseignement insuffisante	Surcharge des écoles, déficit d'enseignants qualifiés, équipements pédagogiques limités	Investir dans la qualité de l'éducation et les infrastructures scolaires

Analyse narrative

Les consultations citoyennes montrent que la richesse économique générée par l'exploitation minière ne se traduit pas encore par une amélioration significative des conditions de vie de l'ensemble de la population. La pauvreté demeure particulièrement élevée dans les quartiers périphériques des centres urbains ainsi que dans les territoires ruraux où les opportunités économiques restent limitées.

Les participants soulignent que l'agriculture continue de représenter une source essentielle de revenus pour une partie importante de la population. Toutefois, le secteur souffre d'un faible niveau d'investissements, d'un accès limité aux intrants agricoles, d'une faible mécanisation et d'une insuffisante valorisation des productions locales.

Dans le domaine de la santé, les consultations mettent en évidence les difficultés d'accès aux soins de qualité, particulièrement pour les populations les plus vulnérables. Les infrastructures demeurent insuffisantes dans plusieurs territoires, tandis que les coûts des soins et des médicaments constituent des obstacles importants pour de nombreux ménages.

En matière d'éducation, les participants reconnaissent les progrès réalisés dans l'accès à la scolarisation, mais considèrent que la qualité de l'enseignement reste préoccupante. Les infrastructures scolaires, les équipements pédagogiques et les conditions de travail des enseignants nécessitent des investissements supplémentaires.

Message clé ODD 1 à 4 du Haut Katanga

La croissance économique du Haut-Katanga doit davantage bénéficier aux populations locales grâce à une meilleure redistribution des richesses, au renforcement des services sociaux de base et à la diversification de l'économie provinciale.

3.4.4. ANALYSE DES ODD 6 A 9 : EAU, ENERGIE, EMPLOI ET INFRASTRUCTURES

Tableau 3.19. Synthèse des analyses citoyennes du Haut-Katanga par ODD

ODD	Constats citoyens	Défis principaux	Priorités
ODD 6	Accès inégal à l'eau potable et à l'assainissement	Réseaux insuffisants, pollution liée aux activités minières, faible couverture rurale	Étendre les infrastructures hydrauliques et renforcer l'assainissement

ODD 7	Couverture énergétique en progression mais inégalement répartie	Faible électrification rurale, coût élevé de l'électricité	Développer les énergies renouvelables et l'électrification des territoires
ODD 8	Croissance économique peu inclusive	Chômage des jeunes, faible diversification économique, prédominance du secteur informel	Promouvoir l'emploi décent, l'entrepreneuriat et les PME
ODD 9	Infrastructures encore insuffisantes	Dégradation des routes, faible connectivité des territoires, infrastructures industrielles concentrées	Réhabiliter les infrastructures de transport et soutenir l'industrialisation locale

Analyse narrative

Les consultations révèlent que l'accès à l'eau potable demeure très inégal entre les centres urbains et les territoires ruraux. Les participants signalent également les effets de la pollution environnementale liée aux activités minières sur certaines sources d'eau ainsi que les insuffisances persistantes des infrastructures d'assainissement.

L'accès à l'énergie s'améliore progressivement dans les principaux centres urbains, mais de nombreuses localités rurales restent faiblement desservies. Les coûts élevés de l'électricité et les coupures fréquentes limitent le développement des activités économiques locales.

Bien que le Haut-Katanga soit l'une des provinces les plus dynamiques du pays sur le plan économique, les consultations montrent que cette croissance demeure insuffisamment créatrice d'emplois décents. Les jeunes rencontrent d'importantes difficultés d'insertion professionnelle et l'économie reste fortement dépendante du secteur minier.

Les infrastructures routières demeurent insuffisantes pour soutenir le développement économique équilibré de l'ensemble de la province. Les routes reliant les zones agricoles et les centres de commercialisation nécessitent des investissements importants afin de faciliter les échanges économiques.

Message clé ODD 6 à 9 du Haut Katanga

Le potentiel économique du Haut-Katanga ne pourra pleinement contribuer au développement durable que par des investissements équilibrés dans les infrastructures, la diversification économique, la création d'emplois décents et la protection de l'environnement.

3.4.5. ANALYSE DES ODD 11, 16 ET 17 : VILLES DURABLES, GOUVERNANCE ET PARTENARIATS

Tableau 3.20. Synthèse des analyses citoyennes du Haut Katanga par ODD

ODD	Constats citoyens	Défis principaux	Priorités
ODD 11	Urbanisation rapide et pression sur les services urbains	Habitat précaire, insuffisance des infrastructures urbaines, pollution	Renforcer la planification urbaine et les services de base
ODD 16	Gouvernance en amélioration mais défis persistants	Transparence limitée, participation citoyenne insuffisante, accès inégal aux services publics	Renforcer la gouvernance locale, la redevabilité et la participation citoyenne
ODD 17	Partenariats en développement	Coordination encore insuffisante, mobilisation limitée des ressources, faible implication des acteurs locaux	Renforcer les partenariats multi-acteurs et la coordination des interventions

Analyse narrative

Les centres urbains du Haut-Katanga connaissent une urbanisation rapide qui exerce une pression croissante sur les infrastructures, les services publics et l'environnement urbain. Les consultations mettent en évidence la nécessité d'améliorer la planification urbaine, la gestion des déchets, l'assainissement et l'accès aux équipements collectifs.

En matière de gouvernance, les organisations de la société civile reconnaissent plusieurs avancées institutionnelles mais soulignent que les mécanismes de transparence, de participation citoyenne et de redevabilité demeurent perfectibles. Elles plaident pour une meilleure implication des communautés dans la planification, le suivi et l'évaluation des politiques publiques.

Les partenariats entre les autorités publiques, les entreprises minières, les organisations de la société civile et les partenaires techniques constituent un levier majeur pour accélérer la réalisation des ODD. Toutefois, les consultations recommandent une meilleure coordination des interventions, une transparence accrue dans la gestion des ressources et une plus forte implication des collectivités locales dans les processus de développement.

Les participants ont également mis en évidence plusieurs initiatives locales prometteuses, notamment les programmes communautaires de développement, les actions de responsabilité sociétale des entreprises minières, les coopératives de producteurs et les mécanismes locaux de concertation, qui contribuent au renforcement de la résilience des communautés.

Encadré 3.4. Principaux messages issus des consultations citoyennes du Haut-Katanga

Message 1 : Les importantes ressources naturelles du Haut-Katanga doivent contribuer davantage à l'amélioration durable des conditions de vie des populations.

Message 2 : La diversification de l'économie provinciale constitue une priorité pour créer des emplois décents et réduire la dépendance au secteur minier.

Message 3 : Les investissements dans l'eau, l'énergie, les infrastructures, la santé et l'éducation demeurent indispensables pour réduire les inégalités territoriales.

Message 4 : Le renforcement de la gouvernance, de la transparence, de la participation citoyenne et des partenariats multi-acteurs est essentiel pour accélérer la mise en œuvre des ODD.

3.4.6. RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES POUR LE HAUT-KATANGA

Domaine	Recommandations prioritaires
Protection sociale	Renforcer les programmes de protection sociale et améliorer la redistribution des bénéfices issus de l'exploitation des ressources naturelles au profit des communautés locales.
Sécurité alimentaire	Soutenir l'agriculture familiale, améliorer l'accès aux intrants agricoles, développer les chaînes de valeur et renforcer la sécurité alimentaire.
Santé	Construire et réhabiliter les infrastructures sanitaires, renforcer les équipements médicaux, améliorer la disponibilité du personnel qualifié et élargir la couverture sanitaire universelle.
Éducation	Investir dans les infrastructures scolaires, les matériels pédagogiques, la formation continue des enseignants et l'amélioration de la qualité de l'enseignement.
Eau et assainissement	Étendre les réseaux d'adduction d'eau potable, renforcer les infrastructures d'assainissement et améliorer la gestion environnementale dans les zones minières.
Énergie	Développer l'électrification des territoires, promouvoir les énergies renouvelables et améliorer l'accès des populations à une énergie abordable et fiable.
Emploi	Encourager la diversification économique, soutenir les PME, promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et développer des emplois décents au-delà du secteur minier.
Infrastructures	Réhabiliter les routes, renforcer les infrastructures de transport et améliorer la connectivité des territoires ruraux et urbains.
Gouvernance	Renforcer les capacités institutionnelles, promouvoir la transparence, la participation citoyenne, la redevabilité et une meilleure gestion des ressources publiques.
Partenariats	Consolider les partenariats entre l'État, les entreprises minières, les organisations de la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers afin d'accélérer la réalisation des ODD.

IV. ANALYSE COMPARATIVE DES CONSULTATIONS CITOYENNES : LECTURE TERRITORIALISEE DES ODD

4.1. INTRODUCTION

Le présent chapitre prolonge l'analyse nationale des ODD présentée au chapitre précédent en proposant une lecture territorialisée des résultats observés dans quatre provinces pilotes : Kinshasa, Nord-Kivu, Kwilu et Haut-Katanga.

Les analyses comparatives reposent exclusivement sur les **indicateurs officiels provinciaux produits par l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD)**, qui ont servi de support aux consultations organisées par le CNONGD avec les organisations de la société civile.

L'objectif n'est pas d'établir une généralisation statistique à l'échelle nationale ni de classer les provinces selon leurs performances, mais de comprendre comment les tendances observées au niveau national se manifestent dans des contextes territoriaux contrastés.

Les consultations ont permis d'identifier les facteurs explicatifs des progrès ou des reculs enregistrés, de mettre en évidence les disparités territoriales et de recueillir les recommandations formulées par les acteurs locaux.

Cette approche s'inscrit dans le principe de **localisation des ODD**, qui reconnaît que les progrès nationaux prennent des formes différentes selon les réalités économiques, sociales, environnementales et institutionnelles propres à chaque territoire.

Ces analyses mettent en évidence des tendances communes, mais également des réalités territoriales spécifiques qui enrichissent la compréhension de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) en République démocratique du Congo.

Au-delà des différences liées aux contextes économiques, sécuritaires, géographiques et institutionnels, les résultats montrent que les populations partagent des préoccupations similaires concernant la qualité des services sociaux, la gouvernance publique, les infrastructures de base et l'inclusion des citoyens dans les politiques publiques. Cette lecture comparative permet d'identifier les principaux défis structurels, les bonnes pratiques locales et les priorités communes susceptibles d'alimenter les recommandations nationales formulées par les organisations de la société civile.

4.2. TABLEAU COMPARATIF GENERAL DES PROVINCES

Tableau 4.1. Synthèse des analyses citoyennes par groupe d'ODD et par province

Groupe d'ODD	Kinshasa	Nord-Kivu	Kwilu	Haut-Katanga
ODD 1-4	Forte pauvreté urbaine malgré les	Pauvreté aggravée par les conflits et les déplacements	Pauvreté rurale chronique et faible	Faible redistribution des revenus miniers

	investissements publics		accès aux services sociaux	
ODD 6-9	Déficit d'eau, énergie et mobilité urbaine	Infrastructures détruites par les conflits	Infrastructures rurales insuffisantes	Déficit d'infrastructures malgré le potentiel économique
ODD 11-17	Urbanisation rapide et gouvernance perfectible	Gouvernance fragilisée par l'insécurité	Faibles capacités institutionnelles locales	Gouvernance des ressources minières à renforcer

4.3. ANALYSE COMPARATIVE PAR GROUPES D'ODD

4.3.1. ODD 1, 2, 3 ET 4 : PAUVRETE – ALIMENTATION – SANTE – ÉDUCATION

Convergences

Les quatre provinces mettent en évidence plusieurs préoccupations communes :

- persistance de la pauvreté malgré les politiques publiques mises en œuvre ;
- augmentation du coût de la vie ;
- difficultés d'accès aux soins de santé de qualité ;
- insuffisance des infrastructures scolaires ;
- faible qualité des apprentissages ;
- vulnérabilité accrue des femmes, enfants et jeunes.

Les OSC soulignent également que les progrès observés dans les statistiques nationales restent peu perceptibles dans le vécu quotidien des populations.

Spécificités provinciales

Province	Particularités observées
Kinshasa	Pauvreté urbaine, chômage des jeunes, dégradation des services sociaux
Nord-Kivu	Impact direct des conflits armés sur la santé, l'éducation et la sécurité alimentaire
Kwilu	Faible productivité agricole malgré un fort potentiel rural
Haut-Katanga	Croissance économique peu redistributive et fortes inégalités sociales

Innovations locales

Les consultations citoyennes mettent en avant plusieurs initiatives prometteuses :

- jardins communautaires ;

- mutuelles de santé locales ;
- banques communautaires de semences ;
- initiatives locales de nutrition ;
- mécanismes communautaires de protection des personnes vulnérables.

Messages communs

Les OSC considèrent que la réduction durable de la pauvreté passe nécessairement par :

- une meilleure redistribution des richesses ;
- des investissements publics dans les services sociaux ;
- la protection sociale ;
- l'amélioration de la gouvernance locale.

Graphique 4.1. Indice synthétique de préoccupation citoyenne (ODD 1 à 4)⁵



Commentaires

L'analyse des consultations citoyennes fait apparaître des différences significatives entre les provinces quant au niveau de préoccupation relatif aux ODD sociaux (ODD 1 à 4).

Le **Nord-Kivu** présente le niveau de préoccupation le plus élevé (**4,75/5**). Ce résultat s'explique principalement par les effets cumulés des conflits armés, des déplacements massifs de populations, de la destruction des moyens de subsistance, de l'insécurité alimentaire et des perturbations persistantes des services de santé et d'éducation.

Le **Kwilu** arrive en deuxième position (**4,50/5**). Les préoccupations exprimées reflètent principalement une pauvreté rurale structurelle, la faible valorisation du potentiel agricole, l'enclavement des territoires, les difficultés d'accès aux services sociaux essentiels et le déficit d'investissements dans les infrastructures rurales.

Kinshasa enregistre un niveau de préoccupation élevé (**3,75/5**). Malgré la concentration des investissements publics et des infrastructures, les consultations mettent en évidence une

⁵ Le niveau de préoccupation citoyenne résulte d'une analyse qualitative des consultations provinciales organisées dans les quatre provinces pilotes. Pour chaque province, les préoccupations exprimées par les participants sur les ODD 1 à 4 (pauvreté, sécurité alimentaire, santé et éducation) ont été appréciées selon une échelle de 1 à 5, où : 1 = préoccupation faible ; 2 = modérée ; 3 = importante ; 4 = très importante ; 5 = critique. Le score présenté correspond à la moyenne des appréciations formulées par les groupes de travail lors des consultations citoyennes. Il constitue un indicateur synthétique destiné à illustrer l'intensité des préoccupations exprimées et ne représente pas un indicateur statistique officiel.

forte progression de la pauvreté urbaine, des inégalités territoriales et des difficultés persistantes d'accès aux services sociaux de base dans plusieurs communes périphériques.

Le **Haut-Katanga** présente le score le plus faible parmi les quatre provinces (**3,25/5**), sans que cela traduise une absence de difficultés. Les consultations montrent plutôt que les préoccupations portent davantage sur les inégalités dans la redistribution des richesses issues du secteur minier, l'accès à l'emploi décent, la qualité des services publics et les disparités entre les centres urbains et les territoires ruraux.

Dans l'ensemble, ce graphique illustre que les préoccupations citoyennes varient selon les contextes territoriaux. Alors que le **Nord-Kivu** est principalement affecté par les conséquences de la crise sécuritaire, le **Kwilu** fait face à des contraintes structurelles de développement, tandis que **Kinshasa** et le **Haut-Katanga** mettent davantage en évidence les défis liés aux inégalités, à l'urbanisation rapide et à la gouvernance du développement. Ces résultats confirment la pertinence de l'approche territorialisée adoptée par le présent rapport alternatif.

4.3.2. ODD 6, 7, 8 ET 9 : EAU – ÉNERGIE – EMPLOI – INFRASTRUCTURES

Convergences

Toutes les provinces relèvent :

- un accès insuffisant à l'eau potable ;
- des difficultés d'accès à l'électricité ;
- un chômage élevé des jeunes ;
- des infrastructures routières dégradées ;
- un faible développement industriel inclusif.

Spécificités

Province	Particularités
Kinshasa	Forte pression démographique sur les infrastructures urbaines
Nord-Kivu	Destruction des infrastructures liée aux conflits armés
Kwilu	Isolement des zones rurales
Haut-Katanga	Dépendance économique au secteur minier

Innovations locales

Les OSC documentent plusieurs expériences intéressantes :

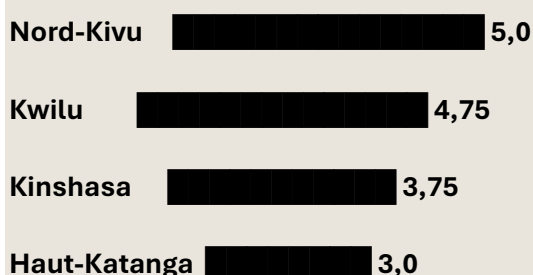
- systèmes communautaires d'adduction d'eau ;
- mini-réseaux solaires ;
- coopératives agricoles ;
- réhabilitation communautaire de routes rurales ;
- entrepreneuriat local des jeunes.

Messages communs

Le développement économique durable nécessite :

- davantage d'investissements publics ;
- une meilleure planification territoriale ;
- le soutien à l'économie locale ;
- la diversification des activités économiques.

Graphique 4.2. Indice synthétique des déficits d'infrastructures (ODD 6 à 9)⁶



Commentaires

Le graphique met en évidence d'importantes disparités territoriales concernant les déficits d'infrastructures identifiés lors des consultations citoyennes.

Le **Nord-Kivu** enregistre le niveau de déficit le plus élevé (**5,0/5**). Les consultations montrent que les destructions liées aux conflits armés, les déplacements massifs de populations et plusieurs années de sous-investissement ont fortement dégradé les infrastructures d'eau potable, d'énergie, de transport, de santé et d'éducation, limitant considérablement l'accès des populations aux services essentiels.

Le **Kwilu** arrive en deuxième position (**4,75/5**). Les participants attribuent principalement cette situation au caractère structurel du déficit d'investissements dans les infrastructures rurales, notamment les routes de desserte agricole, les systèmes d'adduction d'eau potable, les réseaux d'électrification et les infrastructures de stockage et de commercialisation des produits agricoles. Ces insuffisances freinent la valorisation du potentiel économique de la province.

Avec un score de **3,75/5**, **Kinshasa** présente un niveau de déficit toujours élevé, malgré une concentration plus importante des investissements publics. Les consultations mettent en évidence de fortes disparités entre les communes centrales et les communes périphériques, où les infrastructures urbaines peinent à suivre la croissance démographique rapide. Les

⁶ L'indice synthétique des déficits d'infrastructures résulte de l'analyse qualitative des consultations citoyennes menées dans les quatre provinces pilotes. Les participants ont évalué, à partir des données officielles de l'OCDD et des réalités observées sur le terrain, le niveau de déficit des principales infrastructures contribuant aux ODD 6 à 9 (eau potable, assainissement, énergie, infrastructures économiques et de transport, emploi et infrastructures de soutien au développement). Chaque province a été appréciée sur une échelle de 1 à 5 (1 = déficit faible ; 5 = déficit très critique). Le score présenté correspond à la moyenne des appréciations formulées par les groupes de travail et constitue un indicateur synthétique de perception citoyenne.

principales préoccupations concernent l'accès à l'eau potable, l'assainissement, les transports urbains et les infrastructures sociales.

Le **Haut-Katanga** obtient le score le plus faible (**3,0/5**), traduisant une situation relativement plus favorable. Toutefois, les consultations soulignent que les déficits demeurent importants dans plusieurs territoires ruraux, notamment en matière d'électrification, d'accès à l'eau potable, de routes rurales et d'infrastructures publiques. Les participants relèvent également que les investissements liés au secteur minier profitent encore insuffisamment au développement des infrastructures locales.

Dans l'ensemble, ce graphique confirme que **les déficits d'infrastructures constituent l'un des principaux facteurs expliquant les écarts de développement observés entre les provinces pilotes**. Il met en évidence la nécessité de promouvoir des investissements publics davantage territorialisés, adaptés aux spécificités locales et orientés vers la réduction des inégalités régionales, conformément aux principes de localisation des Objectifs de développement durable.

4.3.3. ODD 11, 16 ET 17 : GOUVERNANCE – VILLE DURABLE – PARTENARIATS

Convergences

Les consultations citoyennes révèlent :

- une faible participation citoyenne ;
- une insuffisance de redevabilité publique ;
- des capacités institutionnelles limitées ;
- une faible transparence dans la gestion publique ;
- une coordination perfectible entre acteurs.

Spécificités

Province	Particularités
Kinshasa	Urbanisation anarchique
Nord-Kivu	Gouvernance fortement affectée par les conflits
Kwilu	Faible présence institutionnelle dans plusieurs territoires
Haut-Katanga	Gouvernance des ressources minières

Innovations locales

Les OSC mettent en avant :

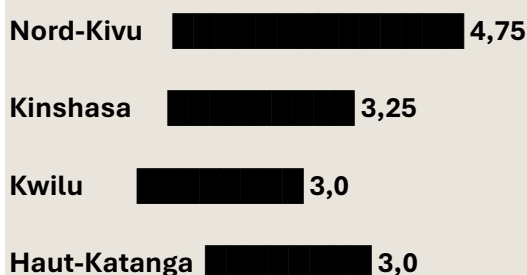
- observatoires citoyens ;
- cadres provinciaux de dialogue ;
- plateformes numériques de suivi citoyen ;
- mécanismes locaux de redevabilité ;
- partenariats entre collectivités locales et OSC.

Messages communs

Les quatre provinces demandent :

- une gouvernance plus transparente ;
- une participation effective des citoyens ;
- un renforcement des institutions locales ;
- une meilleure coordination entre les acteurs.

Graphique 4.3. Indice synthétique des défis de gouvernance et de partenariats (ODD 16 et 17)⁷



Commentaires

Le graphique met en évidence des différences significatives dans la perception des défis de gouvernance entre les quatre provinces pilotes.

Le **Nord-Kivu** présente le niveau de préoccupation le plus élevé (**4,75/5**). Les consultations citoyennes montrent que la persistance des conflits armés, les déplacements massifs de populations, la fragilité des institutions locales et les difficultés d'accès aux services publics compliquent fortement la gouvernance territoriale. Les participants insistent également sur les défis liés à la coordination des interventions humanitaires et de développement ainsi qu'au rétablissement de l'autorité de l'État dans certaines zones.

Kinshasa obtient un score de **3,25/5**, reflétant des préoccupations importantes en matière de gouvernance urbaine. Les consultations mettent en évidence les défis liés à la transparence dans la gestion publique, à la participation citoyenne, à la redevabilité des institutions ainsi qu'à la coordination des politiques publiques face à une urbanisation rapide et à de fortes inégalités territoriales.

Le **Kwilu** et le **Haut-Katanga** enregistrent chacun un score de **3,0/5**. Dans le **Kwilu**, les préoccupations portent principalement sur les capacités limitées des administrations

⁷ L'indice synthétique des défis de gouvernance a été élaboré à partir des consultations citoyennes menées dans les quatre provinces pilotes. Les groupes de travail ont apprécié, sur la base des données officielles de l'OCDD et des réalités observées sur le terrain, l'importance des principaux défis liés à la gouvernance des ODD, notamment la transparence, la participation citoyenne, la redevabilité, les capacités institutionnelles, la coordination des acteurs et la mobilisation des partenariats (ODD 16 et 17). Chaque province a été évaluée sur une échelle de 1 à 5 (1 = défi faible ; 5 = défi très élevé). Le score présenté correspond à la moyenne des appréciations formulées lors des consultations et constitue un indicateur synthétique de perception citoyenne ; il ne remplace pas les indicateurs officiels de gouvernance.

locales, la faible mobilisation des ressources publiques, la coordination insuffisante entre les acteurs du développement et l'accès encore limité des populations aux mécanismes de participation citoyenne. Dans le **Haut-Katanga**, les consultations mettent davantage l'accent sur la nécessité d'améliorer la gouvernance des ressources naturelles, de renforcer la transparence dans la gestion des revenus issus du secteur extractif et de promouvoir une meilleure redistribution des retombées économiques au bénéfice des communautés locales.

Dans l'ensemble, les consultations citoyennes montrent que **les défis de gouvernance ne se manifestent pas de manière uniforme d'une province à l'autre**. Alors que le **Nord-Kivu** est confronté à une gouvernance fortement affectée par l'insécurité, **Kinshasa** fait face aux défis propres à une grande métropole, tandis que le **Kwilu** et le **Haut-Katanga** mettent davantage en évidence des enjeux liés au renforcement des capacités institutionnelles, à la gouvernance locale, à la mobilisation des ressources et aux partenariats de développement.

Ces résultats confirment que le renforcement de la gouvernance constitue un levier transversal indispensable pour accélérer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable en République démocratique du Congo.

4.4. SYNTHÈSE DES CONVERGENCES NATIONALES

L'analyse transversale fait ressortir cinq constats majeurs :

Convergences nationales	Provinces concernées
1. Persistance de la pauvreté	Toutes les 4 provinces
2. Difficultés d'accès aux services sociaux	Toutes les 4 provinces
3. Faible qualité des infrastructures	Toutes les 4 provinces
4. Déficits de gouvernance	Toutes les 4 provinces
5. Participation citoyenne insuffisante	Toutes les 4 provinces

4.5. PRINCIPALES INNOVATIONS LOCALES

Province	Innovations observées
Kinshasa	Audits citoyens, plateformes d'interpellation communautaire, mécanismes locaux de suivi budgétaire
Nord-Kivu	Comités communautaires de gestion de l'eau, systèmes d'alerte précoce, mécanismes de résilience des déplacés
Kwilu	Coopératives agricoles, banques communautaires de semences, initiatives de nutrition communautaire
Haut-Katanga	Cadres de dialogue sur la gouvernance minière, initiatives locales d'entrepreneuriat des jeunes, partenariats communautaires

Encadré 4.1. Principaux enseignements de la comparaison territoriale

Les analyses comparatives montrent que :

- les progrès nationaux masquent d'importantes disparités territoriales ;
- un même indicateur peut refléter des réalités très différentes selon les provinces ;
- les causes des contre-performances varient fortement selon les contextes ;

- les solutions proposées par les OSC sont largement adaptées aux réalités locales ;
- la territorialisation constitue un levier essentiel pour accélérer la mise en œuvre des ODD.

4.6. ENSEIGNEMENTS MAJEURS POUR L'ENV 2026

L'analyse comparative met en évidence que les défis rencontrés dans les quatre provinces relèvent moins d'un manque de politiques publiques que de difficultés persistantes de mise en œuvre, de coordination et de gouvernance.

Les écarts observés entre les données officielles et les réalités rapportées par les communautés illustrent **la nécessité de renforcer la production de données désagrégées, le suivi citoyen des ODD et la redevabilité des institutions publiques.**

Les consultations montrent également que les initiatives locales portées par les organisations de la société civile constituent des leviers importants de résilience et d'innovation, qui méritent d'être davantage soutenus et intégrés dans les politiques nationales de développement durable.

V. ANALYSE NATIONALE TRANSVERSALE ET ENSEIGNEMENTS MAJEURS DE LA MISE EN ŒUVRE DES ODD EN RDC

5.1. INTRODUCTION

Après avoir examiné les tendances nationales des ODD ainsi que leurs déclinaisons territoriales dans les quatre provinces pilotes, le présent chapitre propose une lecture transversale des principaux enseignements issus de l'ensemble du processus d'élaboration du rapport alternatif.

Cette analyse croise les données statistiques officielles, les consultations citoyennes et les observations formulées par les organisations de la société civile afin d'identifier les principaux facteurs qui accélèrent ou freinent la réalisation des ODD en République démocratique du Congo.

Les consultations citoyennes menées dans les provinces de Kinshasa, du Nord-Kivu, du Kivu et du Haut-Katanga permettent de dresser une lecture nationale des progrès, défis et perspectives de mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) en République démocratique du Congo. Bien que ces provinces présentent des contextes géographiques, économiques et sécuritaires différents, les analyses révèlent des tendances convergentes qui traduisent des défis structurels affectant l'ensemble du pays.

L'analyse transversale met en évidence un contraste important entre les progrès rapportés par les données officielles et les réalités observées par les populations et les organisations de la société civile. Elle montre également que les initiatives locales constituent des leviers essentiels pour accélérer la réalisation de l'Agenda 2030, à condition qu'elles soient mieux soutenues, coordonnées et intégrées dans les politiques publiques.

5.2. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS NATIONAUX

L'analyse comparative des quatre provinces fait ressortir plusieurs enseignements majeurs.

5.2.1. UNE CROISSANCE ECONOMIQUE QUI BENEFICIE ENCORE INSUFFISAMMENT AUX POPULATIONS

Malgré une amélioration de certains indicateurs macroéconomiques et la richesse en ressources naturelles de plusieurs provinces, les consultations citoyennes montrent que les bénéfices de cette croissance demeurent inégalement répartis. La pauvreté, les inégalités sociales et le chômage restent des préoccupations majeures, aussi bien dans les milieux urbains que ruraux.

Les provinces minières, comme le Haut-Katanga, illustrent particulièrement ce paradoxe entre création de richesse et faibles retombées sociales pour les communautés locales.

5.2.2. DES PROGRES LIMITES DANS L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

Les participants aux consultations soulignent des améliorations ponctuelles en matière d'éducation, de santé et d'accès à l'eau potable. Toutefois, ces progrès restent insuffisants face à la croissance démographique, aux besoins des populations et aux disparités territoriales.

Les principaux défis identifiés concernent :

- l'insuffisance des infrastructures ;
- le manque de personnel qualifié ;
- la faible qualité des services ;
- les coûts élevés supportés par les ménages ;
- les inégalités d'accès entre zones urbaines et rurales.

a) Des effets différenciés des conflits et des crises

Le Nord-Kivu met particulièrement en évidence l'impact des conflits armés sur la réalisation des ODD. Les déplacements de populations, la destruction des infrastructures, la fermeture des services publics et l'insécurité alimentaire compromettent fortement les progrès réalisés.

Cette situation montre que la consolidation de la paix constitue une condition essentielle à l'atteinte des Objectifs de développement durable.

b) Une gouvernance encore insuffisamment participative

Les consultations citoyennes montrent que les populations souhaitent être davantage associées à la planification, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques.

Les OSC relèvent notamment :

- une faible diffusion des informations publiques ;
- une redevabilité encore limitée ;
- des difficultés d'accès aux données statistiques ;
- une participation insuffisante des communautés locales.

c) Une société civile dynamique

Malgré ces défis, les consultations démontrent que les organisations de la société civile jouent un rôle déterminant dans :

- la collecte de données communautaires ;
- la sensibilisation des populations ;
- le suivi citoyen des politiques publiques ;
- la promotion de la transparence ;

- l'innovation sociale.

5.3. ANALYSE DES ECARTS.

Les travaux provinciaux mettent en évidence plusieurs catégories d'écarts.

Tableau 5.1. Principaux écarts observés

Domaine	Constat des données officielles	Réalités observées par les OSC
Pauvreté	Amélioration partielle de certains indicateurs	Pauvreté toujours élevée et aggravation du coût de la vie
Santé	Progression de la couverture de certains services	Faible qualité des soins, pénurie de personnel et d'équipements
Éducation	Hausse des taux de scolarisation	Dégradation de la qualité de l'enseignement et insuffisance des infrastructures
Eau	Amélioration progressive de certains indicateurs	Difficultés persistantes d'accès à l'eau potable, surtout en milieu rural
Emploi	Évolution de certains indicateurs économiques	Chômage élevé des jeunes et prédominance du secteur informel
Gouvernance	Renforcement de certains dispositifs institutionnels	Faible participation citoyenne et insuffisante redevabilité

Ces écarts soulignent la nécessité d'améliorer les mécanismes de production, de validation et de désagrégation des données afin qu'elles reflètent davantage les réalités locales.

5.4. DEFIS TRANSVERSAUX IDENTIFIES

Les consultations provinciales font ressortir plusieurs défis communs.

Gouvernance

- Faible transparence dans la gestion publique.
- Redevabilité insuffisante.
- Participation citoyenne limitée.
- Coordination institutionnelle perfectible.

Financement

- Ressources publiques insuffisantes.
- Forte dépendance aux partenaires extérieurs.
- Faible mobilisation des ressources locales.

Données statistiques

- Données peu désagrégées.
- Faible disponibilité des données locales.

- Insuffisance des mécanismes de validation communautaire.

Inclusion sociale

- Vulnérabilité persistante des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec handicap, des personnes âgées et des populations déplacées.
- Disparités importantes entre milieux urbains et ruraux.

Résilience climatique et environnementale

- Dégradation des ressources naturelles.
- Pression croissante sur les terres agricoles.
- Vulnérabilité accrue aux effets des changements climatiques.
- Faible prise en compte de l'adaptation dans les politiques locales.

5.5. BONNES PRATIQUES ET INNOVATIONS LOCALES

Les consultations ont permis d'identifier plusieurs initiatives porteuses qui pourraient être reproduites à plus grande échelle.

Domaine	Innovations recensées
Gouvernance	Audits citoyens, cadres de dialogue, mécanismes de suivi communautaire
Agriculture	Coopératives agricoles, banques communautaires de semences, agriculture familiale
Eau	Systèmes communautaires d'adduction d'eau, protection des sources
Santé	Relais communautaires, sensibilisation de proximité, mutuelles locales
Énergie	Mini-réseaux solaires, initiatives locales d'électrification
Numérique	Plateformes citoyennes de suivi, outils numériques de collecte des données

Ces expériences démontrent la capacité des communautés à développer des solutions adaptées à leurs réalités et constituent des références utiles pour les politiques publiques.

5.6. MESSAGES NATIONAUX PORTES PAR LES OSC

Les consultations provinciales convergent autour de plusieurs messages stratégiques.

1. La mise en œuvre des ODD doit être davantage centrée sur les populations et les territoires.
2. Les données officielles doivent être complétées par les données citoyennes afin de mieux refléter les réalités locales.
3. La participation de la société civile constitue un facteur essentiel d'efficacité, de transparence et de redevabilité.
4. Les investissements publics doivent prioritairement cibler les services sociaux de base et les infrastructures.

5. Les groupes les plus vulnérables doivent être placés au cœur des politiques publiques.
6. La paix, la sécurité et la stabilité institutionnelle demeurent des conditions indispensables à l'atteinte des ODD.
7. Les partenariats entre l'État, les collectivités territoriales, les organisations de la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers doivent être renforcés.

VI. RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES POUR ACCÉLÉRER LA MISE EN ŒUVRE DES ODD EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

6.1. INTRODUCTION

Les recommandations formulées dans le présent rapport sont issues des consultations citoyennes organisées dans les provinces de Kinshasa, du Nord-Kivu, du Kwilu et du Haut-Katanga. Elles traduisent les préoccupations, les attentes et les propositions des organisations de la société civile, des communautés locales et des autres parties prenantes ayant participé au processus de l'Examen national volontaire (ENV) 2026.

Ces recommandations visent à renforcer l'efficacité des politiques publiques, à améliorer la gouvernance des Objectifs de développement durable (ODD) et à favoriser une mise en œuvre plus inclusive, transparente et territorialisée de l'Agenda 2030.

6.2. RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE

Les consultations citoyennes invitent le Gouvernement à :

Gouvernance des ODD

- Renforcer le pilotage national de l'Agenda 2030 en assurant une meilleure coordination entre les ministères sectoriels, les provinces et les entités territoriales décentralisées.
- Institutionnaliser la participation de la société civile dans les mécanismes nationaux de suivi, d'évaluation et de rapportage des ODD.
- Mettre en place un cadre permanent de dialogue entre les pouvoirs publics, les OSC, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers.

Réduction de la pauvreté

- Renforcer les politiques nationales de protection sociale en faveur des ménages vulnérables.
- Développer des programmes de création d'emplois décents, en particulier pour les jeunes et les femmes.
- Promouvoir une redistribution plus équitable des richesses issues des ressources naturelles.

Santé

- Accroître les investissements publics dans les infrastructures sanitaires.
- Renforcer les ressources humaines du secteur de la santé.
- Garantir un accès équitable aux soins de santé de qualité, notamment dans les zones rurales et affectées par les conflits.

Éducation

- Améliorer la qualité de l'enseignement par la formation continue des enseignants et la disponibilité des matériels pédagogiques.
- Étendre les infrastructures scolaires afin de répondre à la croissance démographique.
- Renforcer l'accès à l'enseignement secondaire, technique et professionnel.

Eau, hygiène et assainissement

- Accélérer les investissements dans les infrastructures d'eau potable et d'assainissement.
- Intégrer les enjeux de gestion durable des ressources en eau dans les politiques publiques.
- Renforcer les programmes communautaires d'hygiène et d'assainissement.

Énergie

- Étendre l'accès à l'électricité dans les zones rurales.
- Encourager le développement des énergies renouvelables.
- Soutenir les solutions énergétiques adaptées aux communautés locales.

Infrastructures

- Prioriser la réhabilitation des routes nationales et des routes de desserte agricole.
- Renforcer les investissements dans les infrastructures numériques.
- Améliorer les réseaux de transport afin de soutenir le développement économique.

Gouvernance publique

- Renforcer les mécanismes de transparence et de lutte contre la corruption.
- Améliorer la redevabilité dans la gestion des finances publiques.
- Publier régulièrement les données relatives aux progrès des ODD.

6.3. RECOMMANDATIONS AU PARLEMENT

Les organisations de la société civile recommandent au Parlement de :

- renforcer le contrôle parlementaire sur la mise en œuvre des ODD ;
- adopter des lois favorisant la transparence, l'accès à l'information publique et la participation citoyenne ;
- veiller à une meilleure allocation budgétaire aux secteurs sociaux ;
- renforcer le contrôle de l'utilisation des revenus issus des ressources naturelles ;
- promouvoir l'intégration des ODD dans les politiques sectorielles.

6.4. RECOMMANDATIONS AUX GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX

Les provinces sont invitées à :

- intégrer pleinement les ODD dans leurs plans provinciaux de développement ;
- améliorer la collecte des données locales ;
- renforcer les mécanismes provinciaux de suivi des ODD ;
- soutenir les initiatives communautaires ;
- améliorer la gouvernance locale et la redevabilité.

6.5. RECOMMANDATIONS AUX ENTITES TERRITORIALES DECENTRALISEES (ETD)

Les autorités locales devraient :

- renforcer la planification locale fondée sur les ODD ;
- améliorer la participation des communautés aux décisions publiques ;
- développer des mécanismes locaux de suivi citoyen ;
- renforcer les budgets participatifs ;
- promouvoir la transparence dans la gestion locale.

6.6. RECOMMANDATIONS AUX PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Les partenaires sont invités à :

- aligner davantage leurs interventions sur les priorités nationales et locales des ODD ;
- soutenir durablement les systèmes nationaux de données ;
- renforcer les capacités institutionnelles des administrations publiques ;
- financer davantage les initiatives locales innovantes ;
- promouvoir les approches fondées sur les droits humains et le principe de « ne laisser personne de côté ».

6.7. RECOMMANDATIONS AU SECTEUR PRIVE

Le secteur privé est appelé à :

- renforcer sa contribution aux ODD par des investissements responsables ;
- promouvoir l'emploi décent ;
- soutenir les chaînes de valeur locales ;
- améliorer sa responsabilité sociétale ;
- développer des partenariats avec les collectivités locales et les OSC.

6.8. RECOMMANDATIONS AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les OSC s'engagent à :

- renforcer le suivi citoyen des ODD ;
- développer les observatoires citoyens ;
- produire régulièrement des données communautaires ;
- promouvoir l'éducation citoyenne sur les ODD ;
- renforcer les mécanismes de concertation entre OSC nationales et provinciales.

6.9. RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES PAR GROUPES D'ODD

Groupe d'ODD	Priorités stratégiques
ODD 1 à 4	Renforcer la protection sociale, améliorer la qualité des soins, promouvoir la sécurité alimentaire, investir dans une éducation inclusive et de qualité.
ODD 6 à 9	Accroître les investissements dans l'eau, l'assainissement, l'énergie, les infrastructures et l'emploi des jeunes ; soutenir la diversification économique et la résilience climatique.
ODD 11, 16 et 17	Renforcer la gouvernance démocratique, la transparence, la participation citoyenne, les capacités institutionnelles et les partenariats multi-acteurs.

6.10. FEUILLE DE ROUTE PRIORITAIRE (2026–2030)

Priorité	Horizon	Acteurs responsables	Indicateurs de suivi
Renforcer le mécanisme national de suivi des ODD	Court terme (2026–2027)	Gouvernement, Ministère du Plan, OCDD, CNONGD	Mécanisme formalisé et opérationnel ; nombre de réunions multi-acteurs ; rapports publiés.
Améliorer la qualité et la désagrégation des données ODD	Court à moyen terme (2026–2028)	INS, OCDD, ministères sectoriels, provinces	Part des indicateurs désagrégés (sexe, âge, territoire) ; fréquence de mise à jour ; intégration des données citoyennes.
Accroître les investissements dans les services sociaux de base	Moyen terme (2026–2029)	Gouvernement, Parlement, provinces	Part du budget national consacrée à la santé, à l'éducation, à l'eau et à l'assainissement ; évolution de la couverture des services.
Développer les infrastructures essentielles	Moyen à long terme (2026–2030)	Gouvernement, provinces, secteur privé, PTF	Kilomètres de routes réhabilitées ; taux d'accès à l'eau potable ; taux d'accès à l'électricité.
Renforcer la participation citoyenne et la redevabilité	Continu (2026–2030)	Gouvernement, ETD, CNONGD, OSC	Nombre de cadres de dialogue ; mécanismes de suivi citoyen opérationnels ; consultations publiques réalisées.

Soutenir la résilience dans les zones affectées par les conflits	Continu (2026–2030)	Gouvernement, autorités provinciales, partenaires humanitaires	Nombre de personnes déplacées bénéficiant de services essentiels ; réhabilitation des infrastructures ; retour des services publics.
--	---------------------	--	--

6.11. CONCLUSION GENERALE DES RECOMMANDATIONS

Les recommandations formulées dans ce rapport traduisent une vision commune portée par les organisations de la société civile : accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable en République démocratique du Congo grâce à une gouvernance plus inclusive, une meilleure redevabilité et des investissements ciblés sur les besoins des populations. Elles appellent à un engagement renouvelé de l'ensemble des acteurs – institutions publiques, collectivités territoriales, partenaires techniques et financiers, secteur privé et société civile – afin que les politiques publiques répondent davantage aux réalités des territoires et aux attentes des citoyens.

La mise en œuvre de ces recommandations devra s'accompagner d'un mécanisme de suivi participatif permettant d'évaluer régulièrement les progrès accomplis, d'ajuster les interventions en fonction des résultats et de renforcer la confiance entre les pouvoirs publics et les citoyens. Ce cadre contribuera à faire de l'Agenda 2030 un véritable levier de développement inclusif, durable et résilient pour l'ensemble du pays.

VII. CONCLUSION GÉNÉRALE, PERSPECTIVES ET ENGAGEMENTS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

7.1. CONCLUSION GENERALE DU RAPPORT ALTERNATIF

Le présent Rapport alternatif des organisations de la société civile (OSC), coordonné par le Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CNONGD), avec l'appui technique de l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD), apporte une contribution citoyenne à l'Examen National Volontaire (ENV) 2026 de la République démocratique du Congo sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Construit à partir d'analyses des données officielles des ODD au niveau national et provinciales à travers les consultations participatives organisées dans les provinces de Kinshasa, du Nord-Kivu, du Kivu et du Haut-Katanga, ce rapport complète les données officielles en mettant en lumière les perceptions, les expériences et les priorités exprimées par les communautés, les organisations de la société civile et les autres acteurs locaux.

L'analyse des données officielles de l'OCDD montre que les progrès observés au niveau national demeurent inégaux selon les secteurs et les territoires. Ces analyses montrent que, malgré des progrès enregistrés dans plusieurs domaines, la réalisation des Objectifs de développement durable demeure confrontée à des défis structurels qui limitent les effets des politiques publiques sur les conditions de vie des populations. Ces défis concernent notamment la persistance de la pauvreté, les inégalités d'accès aux services sociaux de base, la faiblesse des infrastructures, les effets des conflits armés dans certaines provinces, les disparités territoriales ainsi que les insuffisances en matière de gouvernance, de transparence et de participation citoyenne.

L'analyse comparative des quatre provinces met également en évidence l'importance d'une approche territorialisée de la mise en œuvre des ODD. Les réalités observées démontrent qu'une politique uniforme ne permet pas de répondre efficacement à la diversité des contextes économiques, sociaux, environnementaux et sécuritaires du pays. Les réponses publiques devront donc être davantage adaptées aux spécificités locales tout en s'inscrivant dans une vision nationale cohérente.

Le rapport confirme par ailleurs que les organisations de la société civile constituent des partenaires essentiels de l'État dans la réalisation de l'Agenda 2030. Leur proximité avec les communautés, leur capacité à documenter les réalités locales et leur engagement dans la promotion de la transparence, de la participation citoyenne et de la redevabilité représentent des atouts majeurs pour améliorer le suivi des ODD.

L'un des principaux enseignements de ce premier rapport alternatif réside dans la complémentarité entre les statistiques nationales et les consultations citoyennes. Si les données officielles permettent de mesurer les progrès réalisés vers les ODD, les consultations territoriales mettent en évidence les disparités, les contraintes locales et les priorités exprimées par les populations. Cette articulation entre données quantitatives et

analyses qualitatives constitue une contribution originale des organisations de la société civile au processus d'Examen national volontaire 2026.

7.2. PRINCIPAUX MESSAGES DU RAPPORT ALTERNATIF

Les consultations citoyennes conduites dans les quatre provinces permettent de dégager plusieurs messages clés.

1. Les progrès doivent être mesurés au-delà des statistiques nationales

Les données quantitatives constituent une base importante de suivi des ODD, mais elles doivent être complétées par des analyses qualitatives et des données communautaires permettant de mieux rendre compte des réalités vécues par les populations.

2. Ne laisser personne de côté doit devenir une réalité opérationnelle

Les politiques publiques doivent accorder une attention particulière aux groupes les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes vivant avec handicap, les personnes âgées, les populations rurales, les déplacés internes et les communautés affectées par les conflits.

3. La gouvernance demeure un facteur déterminant

Une gouvernance transparente, participative et responsable constitue une condition essentielle pour accélérer la réalisation des ODD. La redevabilité, la lutte contre la corruption et l'accès à l'information publique doivent être renforcés à tous les niveaux.

4. Les investissements publics doivent être davantage orientés vers les services sociaux de base

Les populations consultées accordent une priorité particulière à l'amélioration de l'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau potable, à l'assainissement, à l'énergie et aux infrastructures de transport.

5. Les partenariats sont indispensables

La réussite de l'Agenda 2030 repose sur une collaboration renforcée entre l'État, les collectivités territoriales, la société civile, le secteur privé, les institutions académiques, les médias et les partenaires techniques et financiers.

7.3. PERSPECTIVES POUR LA PERIODE 2026–2030

Au regard des enseignements tirés de l'ENV 2026, les organisations de la société civile considèrent que les prochaines années doivent être mises à profit pour accélérer la mise en œuvre des ODD à travers plusieurs priorités.

En premier lieu, il apparaît indispensable de renforcer la planification territoriale afin que chaque province et chaque entité territoriale décentralisée dispose d'objectifs, d'indicateurs et de mécanismes de suivi adaptés à son contexte.

En deuxième lieu, la production de données statistiques devra être consolidée grâce à une meilleure désagrégation des informations par sexe, âge, territoire, situation de vulnérabilité et autres critères pertinents. Les données produites par les communautés et les organisations

de la société civile devraient être progressivement intégrées aux systèmes nationaux d'information afin d'enrichir les analyses et de renforcer la crédibilité des évaluations.

Il conviendra également de poursuivre les réformes visant à améliorer la gouvernance publique, notamment à travers le renforcement des mécanismes de redevabilité, l'ouverture des données publiques, la participation citoyenne et la transparence budgétaire.

Enfin, une attention particulière devra être accordée aux provinces affectées par les conflits, aux territoires enclavés et aux populations les plus vulnérables, afin de garantir une mise en œuvre véritablement inclusive de l'Agenda 2030.

7.4. ENGAGEMENTS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les organisations de la société civile réunies autour du CNONGD réaffirment leur engagement à contribuer activement à la réalisation des Objectifs de développement durable en République démocratique du Congo.

À cet effet, elles s'engagent à :

- poursuivre le suivi citoyen de la mise en œuvre des ODD au niveau national, provincial et local ;
- renforcer les capacités des organisations membres sur les mécanismes de suivi, d'évaluation et de plaidoyer liés à l'Agenda 2030 ;
- promouvoir la participation des citoyens, en particulier des groupes vulnérables, aux processus de planification, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques ;
- contribuer à la production de données communautaires fiables, complémentaires aux statistiques officielles ;
- développer des partenariats avec les institutions publiques, le secteur privé, les universités et les partenaires techniques et financiers afin de favoriser des approches collaboratives ;
- soutenir les initiatives locales innovantes favorisant la résilience des communautés et le développement durable ;
- poursuivre les actions de sensibilisation et de vulgarisation des Objectifs de développement durable auprès des populations.

Le CNONGD et ses organisations membres réaffirment ainsi leur disponibilité à poursuivre le dialogue avec les pouvoirs publics, l'OCDD, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé et l'ensemble des acteurs concernés afin de transformer les recommandations de ce rapport en actions concrètes. À quatre années de l'échéance de 2030, il est impératif d'intensifier les efforts collectifs, de renforcer les mécanismes de redevabilité et de consolider les partenariats pour que les engagements pris au titre de l'Agenda 2030 se traduisent par des améliorations tangibles et durables des conditions de vie de toutes les populations de la République démocratique du Congo.

7.5. APPEL A L'ACTION

Les organisations de la société civile lancent un appel à l'ensemble des parties prenantes pour renforcer leur engagement en faveur de la réalisation de l'Agenda 2030.

Au Gouvernement et aux institutions publiques, elles demandent de consolider les réformes en faveur d'une gouvernance plus transparente, inclusive et fondée sur les résultats.

Au Parlement, elles demandent de renforcer le contrôle de l'action gouvernementale, de soutenir les réformes législatives favorables aux ODD et de veiller à une allocation budgétaire cohérente avec les priorités du développement durable.

Aux gouvernements provinciaux et aux entités territoriales décentralisées, elles recommandent d'intégrer pleinement les ODD dans les politiques locales et de favoriser une participation effective des citoyens.

Aux partenaires techniques et financiers, elles demandent de poursuivre leur appui tout en privilégiant des interventions coordonnées, durables et alignées sur les priorités nationales et territoriales.

Au secteur privé, elles rappellent son rôle essentiel dans la création d'emplois décents, la promotion d'investissements responsables et le respect des normes environnementales et sociales.

Enfin, elles invitent les citoyens à demeurer pleinement engagés dans le suivi des politiques publiques, la promotion de la bonne gouvernance et la construction d'un développement durable qui ne laisse personne de côté.

LES ANNEXES

ANNEXE 1. METHODOLOGIE DETAILLEE DES CONSULTATIONS CITOYENNES PROVINCIALES.

1. Contexte de l'étude

Dans le cadre de l'élaboration du premier Rapport alternatif des Organisations de la Société Civile (OSC) sur l'Examen National Volontaire (ENV 2026), le Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CNONGD), avec l'appui technique de l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD), a mis en œuvre une démarche méthodologique combinant l'analyse des données officielles et les consultations citoyennes.

Cette approche vise à compléter l'analyse nationale de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) par une lecture territorialisée des réalités vécues dans les provinces, conformément au principe de localisation des ODD promu par l'Agenda 2030.

2. Principes méthodologiques

Le rapport alternatif repose sur cinq principes fondamentaux :

a) Utilisation des données officielles

Toutes les analyses statistiques présentées dans le rapport proviennent exclusivement des bases de données officielles mises à disposition par l'OCDD.

Les consultations citoyennes n'ont pas produit de nouvelles statistiques ; elles ont permis d'interpréter les données officielles à partir des réalités observées sur le terrain.

b) Approche territorialisée des ODD

Le rapport adopte une approche territorialisée consistant à analyser la manière dont les progrès nationaux des ODD sont perçus et vécus au niveau provincial.

Cette approche permet :

- d'identifier les disparités territoriales ;
- d'apprécier les écarts entre les performances statistiques et les réalités locales ;
- d'orienter les politiques publiques vers une meilleure localisation des ODD.

c) Complémentarité des sources

Les analyses reposent sur trois sources complémentaires :

- les données officielles de l'OCDD ;
- les échanges issus des consultations provinciales ;
- l'expertise des organisations de la société civile.

e) Validation collective

Les constats et recommandations formulés au cours des ateliers ont fait l'objet de discussions collectives afin d'assurer leur cohérence avec les données officielles et les réalités provinciales.

3. Justification du choix des quatre provinces pilotes

Compte tenu des ressources financières et du calendrier disponibles pour ce premier exercice national de rapport alternatif, le CNONGD a retenu une approche pilote portant sur quatre provinces.

Ce choix répond à une double logique :

- disposer d'un échantillon représentatif de la diversité des contextes socio-économiques de la RDC ;
- tester une méthodologie de territorialisation des ODD susceptible d'être progressivement étendue à l'ensemble des provinces lors des prochains exercices de suivi.

Les provinces retenues présentent des profils contrastés :

Province	Profil principal
Kinshasa	Métropole nationale et centre administratif
Nord-Kivu	Province en situation de conflit et de crise humanitaire
Kwilu	Province à dominante agricole et rurale
Haut-Katanga	Province minière et industrielle

Cette diversité permet d'illustrer la manière dont les progrès nationaux des ODD se traduisent dans des contextes territoriaux différents.

4. Organisation des consultations provinciales

Les ateliers provinciaux ont été organisés selon une méthodologie participative.

Après la présentation des données officielles de l'OCDD relatives à chaque province, les participants ont été répartis en trois groupes de travail thématiques :

Groupe	ODD analysés
Groupe 1	ODD 1, 2, 3 et 4
Groupe 2	ODD 6, 7, 8 et 9
Groupe 3	ODD 11, 16 et 17

Chaque groupe a examiné :

- les indicateurs officiels ;
- les évolutions observées ;
- les écarts entre les données et les réalités locales ;
- les causes des contre-performances ;

- les bonnes pratiques ;
- les priorités d'action.

Les résultats ont ensuite été restitués et validés en séance plénière.

5. Méthode d'analyse

Les analyses présentées dans le rapport combinent deux niveaux complémentaires.

Analyse nationale

L'analyse nationale examine l'évolution des principaux indicateurs des onze ODD retenus à partir des séries statistiques officielles disponibles.

Analyse territoriale

L'analyse territoriale confronte ces résultats aux perceptions recueillies auprès des acteurs provinciaux afin :

- d'identifier les disparités territoriales ;
- de contextualiser les performances observées ;
- d'expliquer les écarts entre les indicateurs et les réalités locales.

6. Élaboration des messages clés

Pour chaque province, les constats issus des consultations ont été synthétisés sous forme de messages clés.

Ces messages résultent de la convergence entre :

- les données officielles ;
- les observations des participants ;
- les débats organisés lors des ateliers.

Ils permettent de mettre en évidence les principaux défis de mise en œuvre des ODD dans chaque contexte provincial.

7. Élaboration des indices synthétiques

Afin de faciliter la comparaison entre provinces, plusieurs indices synthétiques ont été construits à partir des appréciations des participants :

- niveau de préoccupation citoyenne ;
- déficit d'infrastructures ;
- défis de gouvernance.

Chaque indicateur a été noté sur une échelle de **1 à 5**, où :

- **1** = faible préoccupation ou faible déficit ;
- **2** = niveau modéré ;

- 3 = niveau moyen ;
- 4 = niveau élevé ;
- 5 = niveau très élevé.

Les scores provinciaux correspondent à la moyenne des appréciations exprimées collectivement lors des ateliers.

Ces indices constituent des outils d'analyse qualitative et n'ont pas vocation à remplacer les indicateurs statistiques officiels.

8. Limites de l'étude

Le présent rapport constitue le premier exercice national de rapport alternatif des OSC sur l'ENV en République démocratique du Congo.

Certaines limites doivent être prises en considération :

- les consultations ont porté sur quatre provinces pilotes en raison des contraintes budgétaires et logistiques ;
- les analyses reposent sur les indicateurs officiels disponibles au moment de l'étude ;
- certaines dimensions des ODD ne disposent pas encore de données suffisamment désagrégées au niveau national et provincial.

Ces limites n'affectent toutefois pas la pertinence des enseignements tirés, qui mettent en évidence les principaux écarts entre les progrès nationaux observés et les réalités territoriales.

9. Valeur ajoutée de la démarche

L'approche développée dans ce rapport apporte plusieurs contributions au processus de suivi de l'Agenda 2030 en RDC :

- elle complète les analyses nationales par une lecture territorialisée des ODD ;
- elle renforce la participation des organisations de la société civile au suivi des politiques publiques ;
- elle valorise les données officielles de l'OCDD en les confrontant aux réalités de terrain ;
- elle favorise un dialogue fondé sur des données probantes entre les institutions publiques, les collectivités territoriales, les partenaires techniques et financiers et la société civile ;
- elle contribue à une meilleure localisation des ODD, condition essentielle de leur mise en œuvre effective dans les différents territoires de la République démocratique du Congo.

ANNEXE 2. LISTE DES PARTICIPANTS AUX ATELIERS PROVINCIAUX D'ANALYSE CITOYENNE DES ODD.

1. ATELIER PROVINCIAL DE KINSHASA

N°	NOM, POST-NOM ET PRENOM	SEXE	ORGANISATION	TELEPHONE
1	KOBOLONGO KONGUNDE Crispin	M	ACVDP	0998327625
2	TOLENDELI BASULI Floribert	M	AGRISKILLS	0975435800
3	NZUZI NSAMBA Jeanne	F	CONAFED	0999925672
4	MUNZIBALA PATIENCE	F	FENAPHACO	0859870513
5	Me PINDU PATRICK	M	FENAPHACO	0819875000
6	BELI KABAMBA Gilbert	M	CNONGD	0970377668
7	NKANDA Jean Marie	M	RRN	0815315237
8	DUMBI MAKAY Adelbert	M	GEDI	0821711693
9	WANGAWANGA François	M	GEOFIRST DEV	0987332681
10	MUBINZI MBENZA Rodin	M	COPACO-PRP	0999665242
11	MUVUYU Rodin	M	CONAFED	0810805575
12	SELEMANI DJAFARI CELE	M	COJESKI RDC	0998288382
13	NKADULU Jean René	M	CNONGD	0846807368
14	BAZENGE PONGO Claude	M	CNONGD	0812615055
15	MAMBUNE MONGA Didier	M	AVOACIT	0856371549
16	GENE WOYIE Rigo	M	CNONGD	0993197003

2. ATELIER PROVINCIAL DU KWILU

N°	NOM, POST-NOM ET PRENOM	SEXE	ORGANISATION	TELEPHONE
1	WAYA-WAYA IDIA Alain	M	SANTE	0810480137
2	MALONGI MASHI Faustin	M	ECC/CNCA	0817620046
3	KAKESA JUSTINE	F	UNAF	0816517181
4	KANDJI MUTAYIYA Gaston	M	CRONGD BDD	0819324061
5	LAWI Alain	M	STE CIVILE	0823562581
6	NZWANGA KISWA Blaise	M	FOPAKKM	0811656123
7	POLOTO LAMBA Don Béni	M	CRONGD	0813705745
8	KINDUNDU Chantal	F	UCOFEM	0815042536
9	MESA KINGULU Jean Paulin	M	ADECO	0810246514
10	MWANGU KUHIMA	M	HAN PLUS	0813328354
11	Me MBALANDA Valentin	M	LIDEPROV	0816626244
12	NGONDO Arsène	M	CDTP	0815108844
13	BINOKWITI Dave Ruphin	M	SOCI KKT	0818656925
14	KIHENI Pauline	F	DASCOGU	0822749794
15	MUTSHOKO MAKUNZI	M	GROSIEC	0822425404

3. ATELIER PROVINCIAL DU HAUT KATANGA

N°	NOM, POST-NOM ET PRENOM	SEXE	ORGANISATION	TELEPHONE
1	MPIANA NKUSU Rebecca	F		0826382736
2	KABONGO Donatien	M	APDS	0813766140
3	KAPIA KABANGE Silvain	M	MEVA	0977725955
4	KABWITA KALENGE Christophe	M	ASSODI	0995215894
5	MASENGU Arlette	F	CRONGD	0974560013
6	BANZA KIFINDA Alphonse	M	CDEG	0814517208
7	KAHENGIA Pierre	M	CRONGD	0991273409
8	TAMBWE Laura	F	CRONGD	0852395566
9	NTUMBA BILLI	M		0977872920
10	BWASOLA Isaac	M	OBEAC	0978676312
11	FATUMA BAHATE	F	CRONGD	0995842141
12	MOMA Jean Pierre	M	UDEVCO	0974706218
13	NYOTA KASONGO	F	AFEOS	0994834671
14	CHEKAMABO Béatrice	F	SLU	0995557187
15	KABUYA ILUNGA	M	ALPHA	0990385880

4. ATELIER PROVINCIAL DU NORD KIVU

N°	NOM, POST-NOM ET PRENOM	SEXE	ORGANISATION	TELEPHONE
1	FAIDA Irène	F	CEAPRONUT	0995888748
2	KALULU KANY	M	UCODE	0981754244
3	BADARIM Jean	M	BENENFANCE	0990575098
4	BANORAHE Clément	M	PAMI	0991339956
5	MUKONGYA Gladys	F	CAFED	0994313144
6	RUKARA Adelard	M	ASP	0974233323
7	VIRA Esther	M	AIDPROFEN	0999000040
8	MANDEFU Pierrot	M	SYDIP	0998385996
9	NTEZIRIZAZA Charles	M	UPADERI	0994448860
10	MUGARUKA Jean Pascal	M	COJESKI	0997672751
11	MABULAY Therese	F	Ligue Paralympique	0998738732
12	FEZA Blandine	F	Mwanamuke SHUJAA	0994023407
13	BILOKO François	M	Réseau CREF	0998605665
14	KASIMWANDI Oswald	M	CRONGD NK	0998666569
15	ZAWADI Justine	F	CRONGD NK	0998398444
16	KAHINDO Josephine	F	DFJ	0994139279

ANNEXE 3. SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT ALTERNATIF

Introduction

Les recommandations ci-après résultent des analyses des OSC sous la coordination du CNONGD réalisées dans le cadre de l'élaboration de ce rapport alternatif, notamment lors des consultations organisées dans les quatre provinces pilotes (Kinshasa, Nord-Kivu, Kivu et Haut-Katanga). Elles ont été élaborées à partir des analyses des données officielles de l'OCDD, des échanges entre les parties prenantes et des travaux des groupes thématiques sur les Objectifs de développement durable (ODD).

Elles sont regroupées selon cinq niveaux d'intervention afin de faciliter leur prise en compte dans les politiques publiques et les futurs mécanismes de suivi de l'Agenda 2030.

I. Recommandations au Gouvernement central

Domaine	Recommandation
Gouvernance des ODD	Renforcer la territorialisation des politiques publiques et intégrer systématiquement les réalités provinciales dans la planification nationale des ODD.
Financement	Accroître les investissements publics dans les secteurs sociaux prioritaires (éducation, santé, eau, énergie et protection sociale).
Lutte contre la pauvreté	Développer des programmes ciblés de réduction de la pauvreté dans les provinces les plus vulnérables.
Emploi	Promouvoir des politiques favorisant la création d'emplois décents, en particulier pour les jeunes et les femmes.
Données statistiques	Renforcer la production et la diffusion régulière de données désagrégées par province, sexe, âge et territoire.

II. Recommandations aux Gouvernements provinciaux

Domaine	Recommandation
Gouvernance locale	Renforcer la planification provinciale fondée sur les données et les priorités locales.
Services sociaux	Accélérer les investissements dans l'eau potable, l'assainissement, les centres de santé, les écoles et les infrastructures rurales.
Développement économique	Soutenir l'agriculture familiale, les chaînes de valeur locales et les PME.
Participation citoyenne	Instituer des cadres permanents de dialogue avec les organisations de la société civile.
Redevabilité	Publier régulièrement les résultats de la mise en œuvre des ODD au niveau provincial.

III. Recommandations aux partenaires techniques et financiers

Domaine	Recommandation
Appui institutionnel	Renforcer les capacités des institutions nationales et provinciales chargées du suivi des ODD.
Appui aux OSC	Soutenir durablement les initiatives citoyennes de suivi, d'évaluation et de plaidoyer sur les ODD.
Investissements	Accroître les financements en faveur des infrastructures sociales, des territoires fragiles et des communautés vulnérables.

Innovation	Promouvoir les solutions numériques et les innovations pour améliorer le suivi des indicateurs des ODD.
Coordination	Renforcer la coordination entre les partenaires afin d'améliorer l'efficacité des interventions.

IV. Recommandations aux organisations de la société civile

Domaine	Recommandation
Suivi citoyen	Pérenniser les mécanismes de suivi citoyen des ODD aux niveaux national et provincial.
Plaidoyer	Intensifier les actions de plaidoyer fondées sur des données probantes auprès des décideurs publics.
Sensibilisation	Renforcer les campagnes d'information et d'éducation citoyenne sur l'Agenda 2030.
Partenariats	Développer des partenariats avec les universités, les médias, le secteur privé et les collectivités territoriales.
Capitalisation	Produire régulièrement des rapports alternatifs afin d'alimenter les prochains Examens Nationaux Volontaires.

V. Recommandations au secteur privé

Domaine	Recommandation
Responsabilité sociétale	Renforcer la contribution des entreprises à la réalisation des ODD à travers des politiques de responsabilité sociétale.
Emploi	Développer des emplois décents, inclusifs et durables, notamment pour les jeunes et les femmes.
Investissements	Soutenir les investissements responsables dans les infrastructures, l'énergie, l'eau et les chaînes de valeur locales.
Environnement	Réduire les impacts environnementaux des activités économiques, en particulier dans le secteur extractif.
Dialogue	Participer activement aux plateformes multipartites de suivi des ODD.

TABEAU DE PRIORISATION DES RECOMMANDATIONS

Priorité	Action prioritaire	Horizon
Très élevée	Territorialiser les politiques publiques de mise en œuvre des ODD	Court terme
Très élevée	Renforcer les investissements dans les infrastructures sociales de base	Court terme
Élevée	Consolider les mécanismes de gouvernance participative et de suivi citoyen	Court terme
Élevée	Promouvoir une croissance économique inclusive et créatrice d'emplois décents	Moyen terme
Élevée	Renforcer la mobilisation des ressources nationales et les partenariats pour le développement	Moyen terme
Moyenne	Améliorer la production et la désagrégation des données statistiques	Moyen terme
Moyenne	Développer des mécanismes permanents de dialogue entre l'État, les OSC et le secteur privé	Long terme

ANNEXE 4. CARTOGRAPHIE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE ANALYSES DANS LE RAPPORT ALTERNATIF

Introduction

Le présent rapport alternatif ne couvre pas l'ensemble des dix-sept Objectifs de développement durable (ODD). Conformément aux priorités retenues pour l'Examen National Volontaire (ENV 2026) et aux orientations stratégiques du CNONGD, l'analyse porte sur les ODD sélectionnés à partir des données officielles de l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD), complétées par les consultations citoyennes réalisées dans quatre provinces pilotes par le CNONGD.

La cartographie ci-dessous présente les ODD analysés, leur niveau de couverture dans le rapport ainsi que les principales sources mobilisées.

1. Cartographie des ODD analysés

ODD	Intitulé
1	Pas de pauvreté
2	Faim zéro
3	Bonne santé et bien-être
4	Éducation de qualité
6	Eau propre et assainissement
7	Énergie propre et d'un coût abordable
8	Travail décent et croissance économique
9	Industrie, innovation et infrastructures
11	Villes et communautés durables
16	Paix, justice et institutions efficaces
17	Partenariats pour la réalisation des objectifs

2. Sources mobilisées pour chaque niveau d'analyse

Niveau d'analyse	Principales sources
Analyse nationale	Bases de données officielles de l'OCDD, indicateurs nationaux des ODD, publications statistiques nationales
Analyse provinciale	Indicateurs provinciaux des ODD mises à disposition par l'OCDD pour Kinshasa, Nord-Kivu, Kwilu et Haut-Katanga
Analyse citoyenne	Consultations provinciales, travaux des groupes thématiques, restitutions en plénière et validation collective

Analyse stratégique	Croisement des données officielles, des constats citoyens et des priorités nationales de l'Agenda 2030
----------------------------	--

Principaux enseignements de la cartographie

- Le rapport couvre **11 des 17 Objectifs de développement durable**, correspondant aux priorités de l'ENV 2026 et aux domaines d'intervention du CNONGD.
- **L'ensemble des analyses repose sur des données officielles de l'OCDD**, enrichies par les consultations citoyennes organisées dans quatre provinces pilotes.
- Les **quatre provinces** retenues offrent une représentation de la diversité des contextes de développement en RDC : métropole urbaine (Kinshasa), province en situation de conflit (Nord-Kivu), bassin agricole (Kwilu) et province minière (Haut-Katanga).
- La démarche articule **trois niveaux complémentaires d'analyse** : nationale, territoriale et citoyenne, afin d'apprécier les progrès des ODD à la lumière des réalités locales.
- Les recommandations formulées dans le rapport résultent du **croisement des indicateurs officiels, des analyses territoriales et des contributions des parties prenantes**, renforçant ainsi leur pertinence et leur ancrage dans les réalités du terrain.

ANNEXE 5. REFERENCES DOCUMENTAIRES

1. **OCDD.** *Base nationale des indicateurs des Objectifs de Développement Durable – ENV 2026.* Ministère du Plan, RDC, 2026.
2. **OCDD.** *Indicateurs provinciaux des ODD – ENV 2026 : Kinshasa, Nord-Kivu, Kwilu et Haut-Katanga.* Ministère du Plan, RDC, 2026.
3. **Institut National de la Statistique (INS).** *Données et publications statistiques nationales de la République démocratique du Congo.* Kinshasa.
4. **Ministère du Plan – RDC.** *Documents et cadres nationaux de planification et de suivi du développement durable.*
5. **République démocratique du Congo.** *Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145).*
6. **Nations Unies.** *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030.* Résolution A/RES/70/1, 2015.
7. **Nations Unies.** *Rapport sur les Objectifs de développement durable.* Publications relatives au suivi de l'Agenda 2030.
8. **Nations Unies.** *Documents du Forum politique de haut niveau pour le développement durable (HLPF/FPHN) et des Examens nationaux volontaires.*
9. **PNUD.** *Rapports et données sur le développement humain et les ODD en République démocratique du Congo.*
10. **UNICEF.** *Rapports et données sur la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement en République démocratique du Congo.*
11. **PAM.** *Rapports et données sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la vulnérabilité en République démocratique du Congo.*
12. **CNONGD.** *Rapports provinciaux d'analyse citoyenne des ODD et synthèses des consultations citoyennes – Kinshasa, Nord-Kivu, Kwilu et Haut-Katanga.* 2026.
13. **FORUS.** *Lignes directrices pour les Rapports parallèles des OSC sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030,* 2018.